



VOLUME 2

COMPTES PUBLICS

2014
2015

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU :
FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière
terminée le 31 mars 2015

Québec 

COMPTES PUBLICS 2014-2015

VOLUME 2

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU :

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2015

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

Comptes publics 2014-2015 – Volume 2

**Dépôt légal — Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Novembre 2015**

ISSN 0706-2869 (Imprimé)

ISSN 1925-1815 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2015

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	7
DÉFINITIONS	10

PARTIE A : FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS	19
ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS	21

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES	29
REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES.....	30
DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS	32
DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES	40
DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES	42
DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES.....	44
IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES	45

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE	49
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE	61
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	73
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION.....	89
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE.....	101
CONSEIL EXÉCUTIF	117
CULTURE ET COMMUNICATIONS.....	133

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.....	145
ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS.....	157
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	169
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	183
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES.....	195
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE	207
FAMILLE	223
FINANCES	237
FORÊTS, FAUNE ET PARCS.....	253
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	265
JUSTICE.....	275
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE.....	293
REVENU	303
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	305
SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	321
TOURISME.....	333
TRANSPORTS	341
TRAVAIL	353

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE	367
DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE	370
DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE.....	376

PARTIE B : FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES	387
---	-----

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATIONS DU TERRITOIRE	
Fonds de développement régional.....	392
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE	
Fonds relatif à certains sinistres	394
CULTURE ET COMMUNICATIONS	
Fonds du patrimoine culturel québécois	396
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
Fonds vert	398
ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS	
Fonds du développement économique	400
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	402
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	404
Fonds de développement du marché du travail	405
Fonds des biens et des services	406
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.....	407
Fonds québécois d'initiatives sociales	408
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	
Fonds des ressources naturelles	410
Fonds d'information sur le territoire	411
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE	
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires.....	414
FAMILLE	
Fonds de soutien aux proches aidants	416
Fonds pour le développement des jeunes enfants	417

FINANCES	
Fonds de financement	420
Fonds des générations	421
Fonds du Bureau de décision et de révision.....	422
Fonds du centre financier de Montréal.....	423
Fonds du développement nordique	424
Fonds relatif à l'administration fiscale.....	425
FORÊTS, FAUNE ET PARCS	
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	428
JUSTICE	
Fonds Accès Justice	430
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	431
Fonds des registres du ministère de la Justice.....	432
Fonds du Tribunal administratif du Québec	433
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	436
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	437
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	438
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
Fonds des services de police	440
TOURISME	
Fonds de partenariat touristique.....	442
TRANSPORTS	
Fonds de gestion de l'équipement roulant	444
Fonds de la sécurité routière	445
Fonds des réseaux de transport terrestre	446
TRAVAIL	
Fonds de la Commission des lésions professionnelles.....	448
Fonds de la Commission des relations du travail.....	449
3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX	454

AVANT-PROPOS

Les comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2015 ont été préparés par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Ils sont publiés en deux volumes.

Volume 1 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Le volume 1 présente les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, ainsi qu'une analyse financière qui facilite la compréhension des opérations réalisées au cours de l'année financière 2014-2015.

Volume 2 – Renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu : fonds général et fonds spéciaux

Le volume 2 présente des renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

Contenu du volume 2

Partie A : Fonds général

Cette partie rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé, ou dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont :

- l'Assemblée nationale;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- les ministères et les organismes budgétaires de l'administration gouvernementale.

Cette partie rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu¹; l'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

L'information est présentée par portefeuilles, lequel terme évoque soit l'Assemblée nationale, soit les personnes qu'elle désigne, soit un ensemble de programmes sous la responsabilité d'un ministre, soit les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation «Revenu»).

Par ailleurs, la comparaison des dépenses et autres coûts avec les crédits autorisés est conforme à la présentation du budget de dépenses.

¹ Le ministre des Finances exerce également les fonctions du ministre du Revenu.

AVANT-PROPOS (suite)

Le fonds général rend compte de ses opérations financières selon les conventions adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés du gouvernement.

Pour les besoins du présent volume, les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003). De plus, les revenus de l'impôt sur le revenu et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus à la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant au sens de la Loi soit un acompte sur l'impôt à payer, soit une somme payée en trop de l'impôt à payer.

Certaines données de 2013-2014 ont été retraitées afin de tenir compte de modifications comptables ou ont été reclassées pour les rendre conformes à la structure des portefeuilles et des programmes du *Budget de dépenses 2014-2015*. Cette structure reflète la structure de programmes qui découle de la composition du Conseil des ministres annoncée le 23 avril 2014. Les principales modifications apportées aux structures de programmes sont présentées aux pages 9, 10 et 11 du *Budget de dépenses 2014-2015 – Crédits des ministères et organismes*.

La partie A se divise en quatre sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.

La deuxième section présente des informations sommaires, pour l'ensemble des portefeuilles, sur les revenus et les dépenses.

La troisième section présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus présentés par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
- l'évolution des crédits initiaux par programmes;
- les transferts présentés par objets d'aide et par genres de bénéficiaires;
- les transferts et les affectations à un fonds spécial, présentés par catégories.

La quatrième section présente un sommaire des opérations effectuées dans les comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Les comptes à fin déterminée sont un mécanisme de gestion financière, prévu aux articles 6 et 7 de la Loi sur l'administration financière, qui permet de comptabiliser dans un compte distinct des sommes, reçues d'un tiers et versées au fonds général, dont l'octroi est conditionnel à leur utilisation pour le financement d'une activité particulière prévue dans un contrat ou une entente. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

AVANT-PROPOS (suite)

Partie B : Fonds spéciaux

Cette partie rend compte des opérations des fonds spéciaux. Un fonds spécial est un fonds institué par une loi, afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

L'information sur chacun des fonds spéciaux est regroupée par ministère responsable. Les données financières des fonds sont comptabilisées conformément à la *Directive sur les conventions comptables du gouvernement* adoptée par le Conseil du trésor.

Certaines données de 2013-2014 ont été retraitées ou reclassées pour les rendre conformes à la structure du *Budget de dépenses 2014-2015*.

La partie B se divise en trois sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.

La deuxième section présente, pour chacun des fonds spéciaux, des informations sur les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que les prévisions pour ces différentes rubriques. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé du fonds.

La troisième section présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux et une conciliation de ces renseignements avec l'information sectorielle relative aux fonds spéciaux, présentée à la section 1 du volume 1 des *Comptes publics 2014-2015*.

Arrondissement

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Autres renseignements

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, ainsi que les bénéficiaires de transferts et d'affectations à un fonds spécial sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

DÉFINITIONS

CRÉDITS

◇ *Crédits autorisés*

Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Ils permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

◇ *Crédits permanents*

Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés, par une loi particulière, que le Parlement n'a pas à voter annuellement. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus au budget de dépenses de l'année et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et d'autres coûts excédentaires.

◇ *Crédits votés*

Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés par les lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Ils correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées.

SUPERCATÉGORIES ¹

◇ *Rémunération*

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, occasionnels et à temps partiel, incluant les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités encourus envers les membres de l'Assemblée nationale, toute personne nommée ou désignée par cette dernière pour exercer une fonction en relevant, le personnel qu'elle dirige, les juges ainsi que les membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend tous les avantages sociaux fournis aux employés ainsi que les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

¹ SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

◇ *Fonctionnement*

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert, d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut, notamment, le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de terrains contaminés, de même que l'amortissement des immobilisations.

◇ *Créances douteuses et autres provisions*

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

◇ *Transfert*

Cette supercatégorie comprend les dépenses effectuées dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement, ni des sommes pour lesquelles il s'attend à obtenir un remboursement ultérieurement comme dans le cas des prêts.

◇ *Affectation à un fonds spécial*

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet. Ces sommes peuvent, notamment, pourvoir aux dépenses de rémunération et de fonctionnement, ainsi qu'au coût de service de la dette d'un fonds spécial.

◇ *Service de la dette*

Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, l'amortissement des escomptes et primes, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et d'autres frais associés à la gestion de la dette. Elle comprend également les intérêts sur le compte des régimes de retraite, les intérêts au titre du régime de rentes de survivants et les intérêts au titre des congés de maladie accumulés. De plus, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

◇ *Immobilisations*

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

DÉFINITIONS (suite)

◇ *Prêts, placements, avances et autres*

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements des entités du fonds général. Elle comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et aux entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et de services, de l'inscription de stocks et de paiements pour les frais payés d'avance. Elle comprend également, s'il y a lieu, des engagements concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette.

CATÉGORIES ¹

Les **catégories** « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Créances douteuses et autres provisions », « Immobilisations » et « Prêts, placements, avances et autres » sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories suivantes.

- ◇ Transfert — *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé.
- ◇ Transfert — *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.
- ◇ Transfert — *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.
- ◇ Transfert — *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire, est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.

¹ SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

- ◇ Transfert — *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires, un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert — Rémunération », « Transfert — Fonctionnement », « Transfert — Capital » et « Transfert — Intérêt ».
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées sur un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir, aux bénéficiaires d'un programme géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes, mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services, un prêt ou un placement.

INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX

Les investissements des fonds spéciaux désignent les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, incluant celles des ressources informationnelles.



FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2015

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits, lesquelles donnent lieu à des crédits votés, et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois, lesquelles donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements, des avances ainsi qu'à assumer d'autres coûts. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, des crédits peuvent être constitués par l'autorisation de mandats spéciaux en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur des crédits permanents n'est pas limitative à la somme prévue au budget de dépenses. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf si leur report est autorisé par le gouvernement en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2015 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés de cette année financière n'a été constaté. Les crédits votés étaient suffisants pour l'imputation de toutes les dépenses et les autres coûts réalisés.

Le sous-ministre des Finances,



Luc Monty

Le contrôleur des finances,



Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec, le 24 novembre 2015

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS (tableau 1)	CRÉDITS UTILISÉS (tableau 2)	AUTRES DÉCISIONS LIÉES À L'ENGAGEMENT DES CRÉDITS			EXCÉDENTS
			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés	
Assemblée nationale	132 377	128 939			3 438	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	138 071	123 151	3		14 917	
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 832 765	1 798 248	13 058		21 459	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 059 701	928 141	115 602		15 959	
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 590 437	938 154	2 886		649 397	
Conseil exécutif	390 916	364 690	11 266		14 960	
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	666 541	653 473	6 783		6 285	
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	200 594	170 348	884		29 361	
Économie, Innovation et Exportations	644 609	605 038	3 450		36 120	
Éducation, Loisir et Sport	10 639 889	10 424 662	70 869		144 357	
Emploi et Solidarité sociale	4 322 799	4 308 705			14 094	
Énergie et Ressources naturelles	102 979	76 359	7 423		19 197	
Enseignement supérieur, Recherche et Science	6 612 866	6 452 699	75 227		84 940	
Famille	2 631 272	2 603 493	3 767		24 012	
Finances (excluant le service de la dette)	617 258	612 062	2 986		2 210	
Forêts, Faune et Parcs	483 306	451 143	21 639		10 524	
Immigration, Diversité et Inclusion	179 591	163 706	5 145		10 740	
Justice	874 321	859 706	9 198		5 417	
Relations internationales et Francophonie	107 896	95 916	1 928		10 053	
Santé et Services sociaux	32 552 609	32 216 712	112 394		223 502	
Sécurité publique	1 351 290	1 313 498	1 085		36 707	
Tourisme	127 152	124 479	2 673			
Transports	748 710	670 410	29 214		49 086	
Travail	99 701	93 132	2 017		4 552	
	68 107 652	66 176 864	499 499	-	1 431 289	-
Culture et Communications (service de la dette)	3 717	3 717				
Finances (service de la dette)	8 626 922	8 170 836			456 085	
Total	76 738 291	74 351 417	499 499	-	1 887 374	-
Votés	51 708 414	50 039 467	499 499		1 169 447	
Permanents	25 029 877	24 311 950			717 927	
Total	76 738 291	74 351 417	499 499	-	1 887 374	-
Dépenses	75 016 888	73 515 744	499 499		1 001 644	
Prêts, placements, avances et autres	1 344 704	661 580			683 124	
Immobilisations	376 699	174 092			202 606	
Total	76 738 291	74 351 417	499 499	-	1 887 374	-

TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1)	+	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2)	+,-	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	TOTAL
Assemblée nationale	130 745		1 632						132 377
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	138 071								138 071
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 830 739		2 027						1 832 765
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 047 927		8 569		(84)		3 290		1 059 701
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 562 184				(4 778)		33 032		1 590 437
Conseil exécutif	390 970				(1 073)		1 019		390 916
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	666 556				(15)				666 541
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	195 525		4 345		714		10		200 594
Économie, Innovation et Exportations	644 487				(2)		124		644 609
Éducation, Loisir et Sport	10 533 894				75 407		30 587		10 639 889
Emploi et Solidarité sociale	4 240 275		7 250		75 257		17		4 322 799
Énergie et Ressources naturelles	100 028		110		1 677		1 164		102 979
Enseignement supérieur, Recherche et Science	6 572 276				2 933		37 657		6 612 866
Famille	2 619 056		13 645		(1 575)		146		2 631 272
Finances (excluant le service de la dette)	652 827				(35 569)				617 258
Forêts, Faune et Parcs	470 712		4 941		(1 497)		9 150		483 306
Immigration, Diversité et Inclusion	305 154		45 708		(171 270)				179 591
Justice	856 699		880		3 126		13 616		874 321
Relations internationales et Francophonie	102 256				5 334		305		107 896
Santé et Services sociaux	32 350 404				17 815		184 390		32 552 609
Sécurité publique	1 297 158		2 738		27 736		23 658		1 351 290
Tourisme	127 152								127 152
Transports	748 710								748 710
Travail	93 836				5 865				99 701
	67 677 641		91 845		-		338 167		68 107 652
Culture et Communications (service de la dette)	3 717								3 717
Finances (service de la dette)	8 602 000						24 922		8 626 922
Total	76 283 358		91 845		-		363 088		76 738 291
Votés	51 634 390		74 024						51 708 414
Permanents	24 648 968		17 821				363 088		25 029 877
Total	76 283 358		91 845		-		363 088		76 738 291
Dépenses	74 491 847		93 066		68 886		363 088		75 016 888
Prêts, placements, avances et autres	1 396 562				(51 858)				1 344 704
Immobilisations	394 948		(1 222)		(17 028)				376 699
Total	76 283 358		91 845		-		363 088		76 738 291

TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	VOTÉS	(1) +	PERMANENTS	(1) +	VOTÉS AU COURS D'ANNÉES ANTÉRIEURES	=	TOTAL
					Reports	Votés pour une période de plus d'un an (1)	
Assemblée nationale			130 745				130 745
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	47 851		89 622		598		138 071
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 828 650		10		2 079		1 830 739
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 042 687		10		5 231		1 047 927
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 178 605		383 579				1 562 184
Conseil exécutif	389 597		1 096		278		390 970
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	665 820		10		726		666 556
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	195 323		35		168		195 525
Économie, Innovation et Exportations	643 752		19		715		644 487
Éducation, Loisir et Sport	9 477 640		1 052 702		3 552		10 533 894
Emploi et Solidarité sociale	3 955 765		5 510			279 000	4 240 275
Énergie et Ressources naturelles	97 991		19		2 018		100 028
Enseignement supérieur, Recherche et Science	6 419 163		153 113				6 572 276
Famille	2 407 684		210		1 563	209 600	2 619 056
Finances (excluant le service de la dette)	645 185		6 352		1 291		652 827
Forêts, Faune et Parcs	464 578		5 105		1 030		470 712
Immigration, Diversité et Inclusion	302 978		10		2 167		305 154
Justice	654 016		202 294		389		856 699
Relations internationales et Francophonie	102 147		110				102 256
Santé et Services sociaux	18 330 163		14 019 883 (2)		357		32 350 404
Sécurité publique	1 291 625		4 448		1 085		1 297 158
Tourisme	127 143		10				127 152
Transports	745 594		69		3 047		748 710
Travail	93 111		10		715		93 836
	51 107 065		16 054 968		27 008	488 600	67 677 641
Culture et Communications (service de la dette)	3 717						3 717
Finances (service de la dette)	8 000		8 594 000				8 602 000
Total	51 118 782 (3)		24 648 968		27 008	488 600	76 283 358
Dépenses	49 343 593		24 632 646		27 008	488 600	74 491 847
Prêts, placements, avances et autres	1 396 462		100				1 396 562
Immobilisations	378 726		16 222				394 948
Total	51 118 782		24 648 968		27 008	488 600	76 283 358

(1) Ces crédits apparaissent au Budget de dépenses 2014-2015.

(2) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 6 958 000 k\$ sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(3) Les crédits votés ont été autorisés par la loi et les mandats spéciaux suivants :

Mandat spécial n°1, 2014-2015, décret 282-2014, 26 mars 2014	15 389 379 k\$
Mandat spécial n°2, 2014-2015, décret 524-2014, 18 juin 2014	4 658 590 k\$
Loi n°1 sur les crédits, 2014-2015 (L.Q. 2014, chapitre 7)	31 070 813 k\$
	51 118 782 k\$

TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET	+	ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION	+	ALLOUÉS PAR DÉCISIONS ⁽¹⁾	=	TOTAL
Assemblée nationale					1 632		1 632
Personnes désignées par l'Assemblée nationale							
Affaires municipales et Occupation du territoire	2 027						2 027
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	8 549		20				8 569
Conseil du trésor et Administration gouvernementale							
Conseil exécutif							
Culture et Communications (excluant le service de la dette)							
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	4 249		97				4 345
Économie, Innovation et Exportations							
Éducation, Loisir et Sport							
Emploi et Solidarité sociale	7 250						7 250
Énergie et Ressources naturelles	110						110
Enseignement supérieur, Recherche et Science							
Famille					13 645		13 645
Finances (excluant le service de la dette)							
Forêts, Faune et Parcs	4 941						4 941
Immigration, Diversité et Inclusion	45 708						45 708
Justice	880						880
Relations internationales et Francophonie							
Santé et Services sociaux							
Sécurité publique	310				2 428		2 738
Tourisme							
Transports							
Travail							
Total	74 024		116		17 705		91 845
Votés	74 024						74 024
Permanents			116		17 705		17 821
Total	74 024		116		17 705		91 845
Dépenses	74 024		8		19 035		93 066
Prêts, placements, avances et autres							
Immobilisations			108		(1 330)		(1 222)
Total	74 024		116		17 705		91 845

(1) Les crédits complémentaires « Alloués par décisions » représentent des crédits autorisés en vertu :
- d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement ;
- de dispositions d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus ;
- de nouvelles lois autorisant le gouvernement à prendre les sommes requises sur le fonds consolidé du revenu.

TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	INVESTISSEMENTS		+ DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS ⁽¹⁾	= TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations		
Assemblée nationale	285	8 764	119 891	128 939
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	1	2 457	120 693	123 151
Affaires municipales et Occupation du territoire	55 917	6 224	1 736 107	1 798 248
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	3 143	14 630	910 368	928 141
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1	1 266	936 887	938 154
Conseil exécutif	3	809	363 878	364 690
Culture et Communications (excluant le service de la dette)		1 408	652 065	653 473
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	15	28 761	141 573	170 348
Économie, Innovation et Exportations	2	1 191	603 845	605 038
Éducation, Loisir et Sport		6 246	10 418 416	10 424 662
Emploi et Solidarité sociale	10	53	4 308 641	4 308 705
Énergie et Ressources naturelles	2	3 244	73 113	76 359
Enseignement supérieur, Recherche et Science	80 091	7	6 372 600	6 452 699
Famille		12 647	2 590 845	2 603 493
Finances (excluant le service de la dette)	515 746	302	96 014	612 062
Forêts, Faune et Parcs		9 570	441 573	451 143
Immigration, Diversité et Inclusion	64	7 919	155 723	163 706
Justice	1	9 215	850 490	859 706
Relations internationales et Francophonie	402	1 193	94 320	95 916
Santé et Services sociaux	5 363	2 317	32 209 032	32 216 712
Sécurité publique	12	22 747	1 290 739	1 313 498
Tourisme			124 479	124 479
Transports	522	32 619	637 269	670 410
Travail		502	92 630	93 132
	661 580	174 092	65 341 191	66 176 864
Culture et Communications (service de la dette)			3 717	3 717
Finances (service de la dette)			8 170 836	8 170 836
Total	661 580	174 092	73 515 744	74 351 417
Votés	661 295	164 786	49 213 386	50 039 467
Permanents	285	9 307	24 302 358	24 311 950
Total	661 580	174 092	73 515 744	74 351 417

(1) Ces dépenses excluent celles qui ne requièrent pas de crédits (amortissement d'immobilisations, consommation de stocks et de frais payés d'avance), ainsi que les variations à la baisse de provisions et les revenus imputés à l'encontre du service de la dette afférent.

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	REVENUS	DÉPENSES
Assemblée nationale	59	126 114
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	1 311	122 714
Affaires municipales et Occupation du territoire	11 858	1 740 297
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	21 785	923 582
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 922	769 547
Conseil exécutif	479	364 236
Culture et Communications	2 099	660 945
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	8 376	153 194
Économie, Innovation et Exportations	3 255	605 000
Éducation, Loisir et Sport	142 678	10 424 209
Emploi et Solidarité sociale	910 710	4 308 782
Énergie et Ressources naturelles	117 624	77 750
Enseignement supérieur, Recherche et Science	33 942	6 369 777
Famille	16 728	2 600 385
Finances	27 961 643	8 242 792
Forêts, Faune et Parcs	66 728	453 553
Immigration, Diversité et Inclusion	394 122	158 519
Justice	218 141	858 820
Relations internationales et Francophonie	193	98 148
Revenu	41 440 762	
Santé et Services sociaux	85 773	32 212 972
Sécurité publique	55 930	1 340 868
Tourisme		124 479
Transports	44 134	662 239
Travail	152	92 773
	71 541 402	73 491 695
Crédits votés utilisés		49 213 386
Crédits permanents utilisés		24 302 358
Total des dépenses nécessitant des crédits		73 515 744
Amortissement des immobilisations		173 632
Consommation de frais payés d'avance		25
Consommation de stocks		2 727
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette		(24 667)
Variation à la baisse de provisions		(175 767)
Total des dépenses ne nécessitant pas de crédit		(24 050)
		73 491 695

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	+	Taxes à la consommation	+	Droits et permis	+
1	49	Assemblée nationale						
2	61	Personnes désignées par l'Assemblée nationale						
3	73	Affaires municipales et Occupation du territoire					4 627	
4	89	Agriculture, Pêcheries et Alimentation					15 530	
5	101	Conseil du trésor et Administration gouvernementale						
6	117	Conseil exécutif						
7	133	Culture et Communications						
8	145	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques					4 403	
9	157	Économie, Innovation et Exportations					1 894	
10	169	Éducation, Loisir et Sport					1	
11	183	Emploi et Solidarité sociale						
12	195	Énergie et Ressources naturelles					91 478	
13	207	Enseignement supérieur, Recherche et Science						
14	223	Famille					13 498	
15	237	Finances	6 877 624					
16	253	Forêts, Faune et Parcs					61 883	
17	265	Immigration, Diversité et Inclusion					51 415	
18	275	Justice					1 592	
19	293	Relations internationales et Francophonie						
20	303	Revenu	23 708 219		17 160 743		67 043	
21	305	Santé et Services sociaux					1 840	
22	321	Sécurité publique					38 032	
23	341	Transports					39 704	
24	353	Travail						
			30 585 843		17 160 743		392 940	

Note : Les informations financières dans ce sommaire excluent les sommes inscrites dans des comptes à fin déterminée (voir le point 4 de la partie A).

(1) Ces revenus représentent la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises, excluant une somme de 71 000 k\$ affectée au Fonds des générations. De cette quote-part, des dividendes de 4 523 246 k\$ ont été versés au fonds général.

Revenus divers	+	Revenus provenant des entreprises du gouvernement	=	Total des revenus autonomes	+	Transferts du gouvernement fédéral	=	Total des revenus 2015	Total des revenus 2014	
59				59				59	101	1
1 311				1 311				1 311	1 121	2
7 231				11 858				11 858	16 476	3
6 255				21 785				21 785	19 403	4
2 922				2 922				2 922	1 874	5
479				479				479	341	6
2 099				2 099				2 099	1 820	7
3 973				8 376				8 376	11 296	8
1 362				3 255				3 255	1 833	9
8 770				8 771		133 907		142 678	131 254	10
111 582				111 582		799 128		910 710	874 885	11
26 146				117 624				117 624	59 811	12
33 941				33 942				33 942	31 360	13
3 229				16 728				16 728	15 509	14
257 222		5 335 912		12 470 759		15 490 884		27 961 643	27 530 321	15
4 845				66 728				66 728	44 175	16
2 138				53 554		340 568		394 122	373 601	17
189 850				191 442		26 698		218 141	228 351	18
193				193				193	399	19
504 756				41 440 762				41 440 762	40 273 682	20
46 540				48 380		37 393		85 773	91 978	21
17 086				55 118		811		55 930	55 813	22
4 184				43 887		247		44 134	47 371	23
152				152				152	54	24
1 236 327		5 335 912		54 711 766		16 829 636		71 541 402	69 812 829	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	+	ÉDUCATION ET CULTURE	+	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+
ASSEMBLÉE NATIONALE							
1	52	Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires					
2	52	Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale					
3	54	Services statutaires aux parlementaires					
Total du portefeuille		-		-		-	
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE							
4	64	Le Protecteur du citoyen					
5	64	Le Vérificateur général					
6	64	Administration du système électoral					
7	66	Le Commissaire au lobbying					
8	66	Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Total du portefeuille		-		-		-	
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE							
9	76	Développement des régions et ruralité				79 392	
10	76	Modernisation des infrastructures municipales				376 954	
11	76	Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités					
12	78	Administration générale					
13	78	Promotion et développement de la région métropolitaine				125 269	
14	78	Commission municipale du Québec					
15	80	Habitation				449 129	
16	80	Régie du logement					
Total du portefeuille		-		-		1 030 744	
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION							
17	92	Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments				425 058	
18	92	Organismes d'État				498 524	
Total du portefeuille		-		-		923 582	
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE							
19	104	Secrétariat du Conseil du trésor					
20	104	Fonctions gouvernementales					
21	106	Commission de la fonction publique					
22	108	Régimes de retraite et d'assurances					
23	110	Fonds de suppléance					
Total du portefeuille		-		-		-	

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2015	TOTAL 2014	
		6 190				6 190	7 239	1
		52 534				52 534	53 587	2
		67 390				67 390	60 801	3
-		126 114		-		126 114	121 627	
		14 500				14 500	14 463	4
		26 650				26 650	26 465	5
		77 653				77 653	85 009	6
		3 175				3 175	3 130	7
		736				736	678	8
-		122 714		-		122 714	129 746	
		79 392				79 392	92 544	9
		376 954				376 954	390 479	10
		632 609				632 609	621 979	11
		50 794				50 794	52 131	12
		125 269				125 269	115 464	13
		3 221				3 221	3 125	14
		449 129				449 129	331 807	15
		22 930				22 930	22 161	16
-		709 554		-		1 740 297	1 629 690	
		425 058				425 058	429 188	17
		498 524				498 524	619 932	18
-		-		-		923 582	1 049 120	
		75 187				75 187	76 064	19
		297 357				297 357	486 219	20
		3 976				3 976	4 017	21
		393 027				393 027	379 293	22
-		769 547		-		769 547	945 593	23

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		CONSEIL EXÉCUTIF			
24	120	Cabinet du lieutenant-gouverneur			
25	120	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
26	122	Affaires intergouvernementales canadiennes			
27	122	Affaires autochtones			
28	124	Jeunesse			
29	124	Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques			
30	124	Implantation de la stratégie maritime			
31	126	Plan Nord			
		Total du portefeuille	-	-	-
		CULTURE ET COMMUNICATIONS			
32	136	Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec		55 142	
33	136	Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État		576 265	
34	138	Charte de la langue française		25 820	
		Total du portefeuille	-	657 228	-
		DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
35	148	Protection de l'environnement			146 488
36	148	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			6 706
		Total du portefeuille	-	-	153 194
		ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS			
37	160	Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations			421 926
38	162	Interventions relatives au Fonds du développement économique			183 074
		Total du portefeuille	-	-	605 000
		ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT			
39	172	Administration		111 360	
40	174	Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire		9 176 858	
41	174	Développement du loisir et du sport		68 544	
42	176	Régimes de retraite		1 067 447	
		Total du portefeuille	-	10 424 209	-
		EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
43	186	Mesures d'aide à l'emploi			825 144
44	186	Mesures d'aide financière			
45	188	Administration			
		Total du portefeuille	-	-	825 144

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2015	TOTAL 2014	
		752				752	749	24
		53 331				53 331	58 779	25
		13 269				13 269	14 170	26
		248 938				248 938	237 083	27
		39 450				39 450	45 232	28
		7 955				7 955	7 752	29
		541				541		30
								31
-		364 236		-		364 236	363 765	
				3 717		58 859	59 823	32
						576 265	579 911	33
						25 820	26 109	34
-		-		3 717		660 945	665 843	
						146 488	162 051	35
						6 706	5 456	36
-		-		-		153 194	167 506	
						421 926	402 512	37
						183 074	221 276	38
-		-		-		605 000	623 788	
						111 360	126 561	39
						9 176 858	9 081 490	40
						68 544	67 781	41
						1 067 447	1 054 054	42
-		-		-		10 424 209	10 329 886	
3 013 773						825 144	841 134	43
469 865						3 013 773	3 016 525	44
						469 865	472 773	45
3 483 638		-		-		4 308 782	4 330 432	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES			
46	198	Gestion des ressources naturelles			77 750
		Total du portefeuille	-	-	77 750
		ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE			
47	210	Administration		41 972	
48	210	Organismes relevant du ministre		27 882	
49	212	Aide financière aux études		673 908	
50	212	Enseignement supérieur		5 287 712	
51	214	Organismes dédiés à la recherche			173 777
52	214	Régimes de retraite		164 525	
		Total du portefeuille	-	6 195 999	173 777
		FAMILLE			
53	226	Planification, recherche et administration			
54	226	Mesures d'aide à la famille			
55	228	Condition des aînés			
56	228	Curateur public			
		Total du portefeuille	-	-	-
		FINANCES			
57	242	Direction du Ministère			
58	242	Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
59	244	Service de la dette			
		Total du portefeuille	-	-	-
		FORÊTS, FAUNE ET PARCS			
60	256	Forêts			313 415
61	256	Faune et Parcs			140 138
		Total du portefeuille	-	-	453 553
		IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION			
62	268	Immigration, Diversité et Inclusion		158 519	
		Total du portefeuille	-	158 519	-
		JUSTICE			
63	280	Activité judiciaire			
64	280	Administration de la justice			
65	282	Justice administrative			
66	282	Accessibilité à la justice			
67	282	Autres organismes relevant du ministre			
68	284	Poursuites criminelles et pénales			
69	284	Indemnisation et reconnaissance			
70	284	Condition féminine			
		Total du portefeuille	-	-	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2015	TOTAL 2014	
						77 750	74 427	46
-		-		-		77 750	74 427	
						41 972	41 352	47
						27 882	28 155	48
						673 908	612 205	49
						5 287 712	5 313 722	50
						173 777	165 996	51
						164 525	147 349	52
-		-		-		6 369 777	6 308 778	
53 436						53 436	56 040	53
2 474 640						2 474 640	2 402 962	54
14 869						14 869	20 982	55
57 440						57 440	56 351	56
2 600 385		-		-		2 600 385	2 536 335	
		41 457				41 457	48 343	57
		55 165				55 165	51 206	58
				8 146 170		8 146 170	8 430 099	59
-		96 622		8 146 170		8 242 792	8 529 647	
						313 415	329 771	60
						140 138	139 484	61
-		-		-		453 553	469 255	
						158 519	165 042	62
-		-		-		158 519	165 042	
		111 590				111 590	110 331	63
		288 607				288 607	305 267	64
		13 357				13 357	13 043	65
161 483						161 483	163 378	66
		23 845				23 845	24 551	67
		126 182				126 182	123 183	68
124 621						124 621	113 897	69
9 136						9 136	10 619	70
295 239		563 581		-		858 820	864 269	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE			
71	296	Affaires internationales			98 148
		Total du portefeuille	-	-	98 148
		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
72	308	Fonctions nationales	366 102		
73	310	Fonctions régionales	22 444 917		
74	312	Office des personnes handicapées du Québec	11 387		
75	312	Régie de l'assurance maladie du Québec	9 390 566		
		Total du portefeuille	32 212 972	-	-
		SÉCURITÉ PUBLIQUE			
76	324	Sécurité, prévention et gestion interne			
77	324	Sûreté du Québec			
78	326	Organismes relevant du ministre			
		Total du portefeuille	-	-	-
		TOURISME			
79	334	Promotion et développement du tourisme			124 479
		Total du portefeuille	-	-	124 479
		TRANSPORTS			
80	344	Infrastructures et systèmes de transport			595 918
81	344	Administration et services corporatifs			66 321
		Total du portefeuille	-	-	662 239
		TRAVAIL			
82	356	Travail			59 814
83	356	Promotion et développement de la Capitale-Nationale			59 814
		Total du portefeuille	-	-	59 814
		TOTAL AU 31 MARS 2015	32 212 972	17 435 955	5 187 424
		TOTAL AU 31 MARS 2014	31 088 129	17 299 792	5 316 145

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2015	TOTAL 2014	
						98 148	105 927	71
-		-		-		98 148	105 927	
						366 102	363 621	72
						22 444 917	21 689 949	73
						11 387	12 147	74
						9 390 566	9 022 412	75
-		-		-		32 212 972	31 088 129	
		669 395				669 395	636 537	76
		633 048				633 048	657 684	77
		38 424				38 424	38 448	78
-		1 340 868		-		1 340 868	1 332 670	
						124 479	135 937	79
-		-		-		124 479	135 937	
						595 918	630 384	80
						66 321	78 061	81
-		-		-		662 239	708 445	
		32 959				32 959	36 045	82
						59 814	44 318	83
-		32 959		-		92 773	80 363	
6 379 263		4 126 195		8 149 886		73 491 695		
6 313 527		4 304 770		8 433 856			72 756 219	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	Détail page		RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	+	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	+
1	52	Assemblée nationale	96 288		29 815			
2	64	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	82 702		21 464			
3	76	Affaires municipales et Occupation du territoire	54 957		27 816			
4	92	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	122 037		64 539		(51)	
5	104	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	691 976		39 486			
6	120	Conseil exécutif	61 873		16 662		(72)	
7	136	Culture et Communications	46 746		31 270		397	
8	148	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	90 983		40 870		12	
9	160	Économie, Innovation et Exportations	56 095		20 994		146 949	
10	172	Éducation, Loisir et Sport	59 875		48 519			
11	186	Emploi et Solidarité sociale	171 607		82 103		5 500	
12	198	Énergie et Ressources naturelles	46 314		21 283		1 118	
13	210	Enseignement supérieur, Recherche et Science	34 864		7 060		23 393	
14	226	Famille	75 073		35 504		272	
15	242	Finances	47 458		27 088		4 795	
16	256	Forêts, Faune et Parcs	123 409		87 299		2 511	
17	268	Immigration, Diversité et Inclusion	80 012		42 743			
18	280	Justice	370 989		180 812		2 512	
19	296	Relations internationales et Francophonie	55 226		22 951			
20	308	Santé et Services sociaux	67 086		72 748			
21	324	Sécurité publique	647 577		338 158		10	
22	334	Tourisme						
23	344	Transports	94 999		342 540		22	
24	356	Travail	16 557		6 084			
			3 194 701		1 607 810		187 369	
<u>Imputation des dépenses :</u>								
		Crédits votés	2 594 860		1 511 998		152 017	
		Crédits permanents	605 582		80 876		41 762	
		Total des dépenses nécessitant des crédits	3 200 442		1 592 874		193 779	
		Amortissement des immobilisations			173 632			
		Consommation de frais payés d'avance			25			
		Consommation de stocks			78			
		Revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
		Variation à la baisse de provisions	(5 742)		(158 800)		(6 409)	
		Total des dépenses ne nécessitant pas de crédit	(5 742)		14 936		(6 409)	
			3 194 701		1 607 810		187 369	

TRANSFERT	+	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2015	TOTAL 2014	
10						126 114	121 627	1
18 548						122 714	129 746	2
1 625 509		32 015				1 740 297	1 629 690	3
737 056						923 582	1 049 120	4
42 331		(4 246)				769 547	945 593	5
285 773						364 236	363 765	6
578 816				3 717		660 945	665 843	7
21 330						153 194	167 506	8
344 734		36 227				605 000	623 788	9
10 315 815						10 424 209	10 329 886	10
2 986 050		1 063 522				4 308 782	4 330 432	11
5 672		3 363				77 750	74 427	12
6 282 460		22 000				6 369 777	6 308 778	13
2 489 536						2 600 385	2 536 335	14
16 944		338		8 146 170		8 242 792	8 529 647	15
38 662		201 672				453 553	469 255	16
35 765						158 519	165 042	17
273 211		31 296				858 820	864 269	18
19 970						98 148	105 927	19
31 920 512		152 626				32 212 972	31 088 129	20
89 373		265 750				1 340 868	1 332 670	21
71 689		52 791				124 479	135 937	22
224 677						662 239	708 445	23
61 598		8 534				92 773	80 363	24
58 486 041		1 865 888		8 149 886		73 491 695	72 756 219	
43 072 443		1 870 694		11 374		49 213 386	48 563 013	
15 410 949		10		8 163 180		24 302 358	24 067 646	
58 483 392		1 870 704		8 174 553		73 515 744	72 630 658	
						173 632	156 539	
						25	2 153	
2 648						2 727	4 615	
				(24 667)		(24 667)	(18 335)	
		(4 816)				(175 767)	(19 412)	
2 648		(4 816)		(24 667)		(24 050)	125 560	
58 486 041		1 865 888		8 149 886		73 491 695	72 756 219	

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES (1)

	RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	+
Entreprises du secteur privé				
Établissements de santé et de services sociaux	13 612 096		6 114 904	
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	12 714 488		1 579 381	
Municipalités et organismes municipaux				
Organismes à but non lucratif				
Personnes :				
Sécurité du revenu				
Assurance maladie				
Autres				
Organismes et entreprises du gouvernement	7 754 284		524 078	
	34 080 868		8 218 363	

RÉPARTITION :

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales et Occupation du territoire	22 974	5 852
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	35 412	8 001
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	34 720	7 528
6	Conseil exécutif		2 784
7	Culture et Communications	121 098	64 001
8	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
9	Économie, Innovation et Exportations	8 511	5 828
10	Éducation, Loisir et Sport	8 656 481	785 068
11	Emploi et Solidarité sociale	1 801	1 612
12	Énergie et Ressources naturelles		
13	Enseignement supérieur, Recherche et Science	4 048 517	794 320
14	Famille		30 448
15	Finances	9 584	2 822
16	Forêts, Faune et Parcs		
17	Immigration, Diversité et Inclusion		
18	Justice	82 761	13 460
19	Relations internationales et Francophonie		
20	Santé et Services sociaux	20 992 275	6 425 207
21	Sécurité publique		3 761
22	Tourisme	20 675	20 052
23	Transports	37 046	42 723
24	Travail	9 012	4 896
	34 080 868		8 218 363

- (1) Les bénéficiaires identifiés sont les bénéficiaires ultimes des transferts. Lorsque l'aide financière est versée par un intermédiaire, le bénéficiaire identifié de cette aide financière est cet intermédiaire si le bénéficiaire ultime ne peut être identifié au prix d'un effort raisonnable.
- (2) Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.

CAPITAL ⁽²⁾		+	INTÉRÊTS	+	SUPPORT	=	TOTAL 2015	TOTAL 2014
Principal	Autres							
8 923	22 718		2 356		1 667 953		1 701 951	1 827 380
852 738	917		295 651		148 088		21 024 393	20 326 484
954 348	51 306		415 262		157 581		15 872 366	15 753 226
317 443	11 574		109 336		1 284 400		1 722 753	1 614 893
81 122	80 210		53 210		3 294 007		3 508 549	3 509 792
					2 972 417		2 972 417	2 975 057
					2 086 571		2 086 571	2 184 861
			1 920		1 095 181		1 097 100	988 470
95 344	31 793		46 280		48 163		8 499 941	8 042 011
2 309 918	198 518		924 015		12 754 360		58 486 041	57 222 172

			10	10	20	1
			18 548	18 548	17 574	2
292 357	74 506	124 337	1 105 482	1 625 509	1 506 100	3
151	19 866	108	673 518	737 056	855 814	4
			84	42 331	57 302	5
10 527	7 621	2 370	262 471	285 773	280 661	6
122 705		41 011	230 001	578 816	582 495	7
7 087		1 953	12 290	21 330	23 561	8
52 232	13 586	6 999	257 579	344 734	322 525	9
486 680	28 863	227 498	131 226	10 315 815	10 206 974	10
	10		2 982 626	2 986 050	2 989 285	11
1 616		610	3 445	5 672	6 511	12
415 984	22 207	183 497	817 935	6 282 460	6 212 385	13
21 363	324	10 774	2 426 628	2 489 536	2 423 159	14
			4 538	16 944	26 463	15
14 650	64	5 977	17 971	38 662	35 454	16
			35 765	35 765	38 777	17
	347		176 643	273 211	266 086	18
			19 970	19 970	23 166	19
852 690	22 127	295 631	3 332 581	31 920 512	30 871 056	20
1 032			84 580	89 373	113 644	21
15 878		15 084		71 689	70 559	22
9 660	8 997	4 238	122 012	224 677	246 602	23
5 305		3 928	38 458	61 598	46 000	24
2 309 918	198 518	924 015	12 754 360	58 486 041	57 222 172	

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉ- RATION	+	FONCTION- NEMENT	+	CAPITAL	+	INTÉRÊT	+	SUPPORT	=	TOTAL 2015	TOTAL 2014
Affaires municipales et Occupation du territoire									32 015		32 015	41 096
Conseil du trésor et Administration gouvernementale			(4 816)		29		541				(4 246)	(17 864)
Économie, Innovation et Exportations									36 227		36 227	90 690
Emploi et Solidarité sociale	138 020		63 910		12 111		343		849 137		1 063 522	1 085 361
Énergie et Ressources naturelles	1 296		1 083				983				3 363	2 561
Enseignement supérieur, Recherche et Science									22 000		22 000	25 000
Finances									338		338	310
Forêts, Faune et Parcs	36 054		81 119				2 400		82 099		201 672	195 889
Justice	10 513		3 647		176				16 960		31 296	25 717
Santé et Services sociaux									152 626		152 626	78 314
Sécurité publique	214 710		46 079		4 868		93				265 750	275 413
Tourisme	13 524		9 177		1 219		406		28 464		52 791	65 378
Transports												3 147
Travail	4 870		1 420						2 244		8 534	9 793
	<u>418 987</u>		<u>201 619</u>		<u>18 403</u>		<u>4 767</u>		<u>1 222 111</u>		<u>1 865 888</u>	<u>1 880 805</u>

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	DÉPENSES			+	CAPITALISÉE AUX IMMOBILISATIONS	=	TOTAL
	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial				
Assemblée nationale	96 288				596		96 885
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	82 702				548		83 251
Affaires municipales et Occupation du territoire	54 957	22 974			128		78 060
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	122 037	35 412			641		158 090
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	691 976	34 720			574		727 270
Conseil exécutif	61 873				119		61 992
Culture et Communications	46 746	121 098			88		167 933
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	90 983				1 600		92 583
Économie, Innovation et Exportations	56 095	8 511			169		64 775
Éducation, Loisir et Sport	59 875	8 656 481			906		8 717 262
Emploi et Solidarité sociale	171 607	1 801	138 020		32		311 461
Énergie et Ressources naturelles	46 314		1 296		1 808		49 418
Enseignement supérieur, Recherche et Science	34 864	4 048 517					4 083 381
Famille	75 073				1 332		76 406
Finances	47 458	9 584					57 042
Forêts, Faune et Parcs	123 409		36 054		122		159 585
Immigration, Diversité et Inclusion	80 012				992		81 003
Justice	370 989	82 761	10 513		1 283		465 545
Relations internationales et Francophonie	55 226						55 226
Santé et Services sociaux	67 086	20 992 275					21 059 361
Sécurité publique	647 577		214 710		2 064		864 352
Tourisme		20 675	13 524				34 199
Transports	94 999	37 046			656		132 702
Travail	16 557	9 012	4 870				30 439
	3 194 701	34 080 868	418 987		13 662		37 708 217

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	59	101
Total des revenus divers	59	101
Total des revenus autonomes	59	101
Total des revenus	59	101

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires					
Votés					
Permanents	6 192	6 190		2	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>6 192</u>	<u>6 190</u>	<u>-</u>	<u>2</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale					
Votés					
Permanents	58 163	46 311	8 765	3 087	
Ne nécessitant pas de crédits		6 223			
	<u>58 163</u>	<u>52 534</u>	<u>8 765</u>	<u>3 087</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Services statutaires aux parlementaires					
Votés					
Permanents	68 022	67 390	283	349	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>68 022</u>	<u>67 390</u>	<u>283</u>	<u>349</u>	<u>-</u>
	<u>132 377</u>	<u>126 114</u>	<u>9 049</u>	<u>3 438</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés					
Permanents	132 377	119 891	9 049	3 438	
Ne nécessitant pas de crédits		6 223			
	<u>132 377</u>	<u>126 114</u>	<u>9 049</u>	<u>3 438</u>	<u>-</u>
Dépenses	121 722	126 114		1 831	
Prêts, placements, avances et autres	288		285	3	
Immobilisations	10 368		8 764	1 604	
	<u>132 377</u>	<u>126 114</u>	<u>9 049</u>	<u>3 438</u>	<u>-</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires			
Mission : Gouverne et justice					
1. Secrétariat général Permanents(1)	1 071			1 046	23
2. Affaires juridiques et parlementaires Permanents(1)	5 121			4 995	126
TOTAL	6 192	-	-	6 041	149
(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).					

PROGRAMME 2		Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale			
Mission : Gouverne et justice					
1. Affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale Permanents(1)	10 895	1		8 708	2 090
2. Affaires administratives et sécurité Permanents(1)	47 268		8 764	26 369	9 144
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	58 163	1	8 764	35 077	11 234
(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale.

							1	
-	-	-	-	-	-	2	-	

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles, informationnelles et à la sécurité des personnes et des biens. Il vise également les services reliés à la Bibliothèque, aux communications, aux activités protocolaires et interparlementaires ainsi qu'aux activités pédagogiques.

							95	
						2 992		6 223
-	-	-	-	-	-	3 087		6 223

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	—	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Services statutaires aux parlementaires						
1. Indemnités et allocations aux parlementaires						
Permanents(1)	10 963		283		1 198	9 479
Permanents(2)	17 964				17 963	
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés						
Permanents(1)	27 420				25 267	2 101
3. Services de recherche des partis politiques						
Permanents(1)	2 827				1 895	630
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale						
Permanents(2)	8 848				8 848	
TOTAL	68 022		283	—	55 171	12 209

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

(2) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés					
Permanents	132 377	285	8 764	96 288	23 592
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	132 377	285	8 764	96 288 ⁽¹⁾	23 592

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 120 k\$ à l'égard du traitement de 59 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	96 288		96 288
Fonctionnement	23 592	6 223	29 815
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	10		10
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	119 891	6 223	126 114

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

							3	
							1	
	10						42	
							303	
						1		
-	10	-	-	-	-	349	-	

	10					3 438	6 223
-	10	-	-	-	-	3 438	6 223

ASSEMBLÉE NATIONALE
ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires				
Votés				
Permanents	6 982			
	6 982	-	-	
Programme 2 - Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale				
Votés				
Permanents	60 644			
	60 644	-	-	
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires				
Votés				
Permanents	63 119			
	63 119	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés				
Permanents	130 745			
	130 745	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
		78		(868)				6 192
-	-	78		(868)		-		6 192
		(1 408)		(1 073)				58 163
-	-	(1 408)		(1 073)		-		58 163
		2 962		1 941				68 022
-	-	2 962		1 941		-		68 022
		1 632						132 377
-	-	1 632		-		-		132 377

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires					
Autres	50				
Total du programme 3	50	-		-	
Total des crédits et dépenses	50	-		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
				10						10	20
-		-		10		-		-		10	20
-		-		10		-		-		10	20

ASSEMBLÉE NATIONALE

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Support	50	10	20
TOTAL DU PORTEFEUILLE	50	10	20

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	18	135
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	422	413
Divers	54	78
	<u>493</u>	<u>627</u>
Intérêts		
Divers		1
	<u>-</u>	<u>1</u>
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi électorale	464	50
Contributions non conformes	122	2
Divers		14
	<u>586</u>	<u>67</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	232	426
	<u>232</u>	<u>426</u>
Total des revenus divers	<u>1 311</u>	<u>1 121</u>
Total des revenus autonomes	<u>1 311</u>	<u>1 121</u>
Total des revenus	<u><u>1 311</u></u>	<u><u>1 121</u></u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Le Protecteur du citoyen					
Votés	16 691	14 147	1 568	976	
Permanents	381	300		81	
Ne nécessitant pas de crédits		53			
	<u>17 072</u>	<u>14 500</u>	<u>1 568</u>	<u>1 057</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Le Vérificateur général					
Votés	28 543	26 345	327	1 871	
Permanents		305			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>28 543</u>	<u>26 650</u>	<u>327</u>	<u>1 871</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Administration du système électoral					
Votés					
Permanents	88 093	76 076	543	11 474	
Ne nécessitant pas de crédits		1 577			
	<u>88 093</u>	<u>77 653</u>	<u>543</u>	<u>11 474</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Le Commissaire au lobbyisme					
Votés	3 214	3 126	20	68	
Permanents		49			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 214</u>	<u>3 175</u>	<u>20</u>	<u>68</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Votés					
Permanents	1 149	699		450	
Ne nécessitant pas de crédits		38			
	<u>1 149</u>	<u>736</u>	<u>-</u>	<u>450</u>	<u>-</u>
	<u>138 071</u>	<u>122 714</u>	<u>2 458</u>	<u>14 920</u>	<u>-</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	48 449	43 618	1 915	2 915	
Permanents	89 622	77 075	543	12 005	
Ne nécessitant pas de crédits		2 021			
	<u>138 071</u>	<u>122 714</u>	<u>2 458</u>	<u>14 920</u>	<u>-</u>
Dépenses	130 816	122 714		10 123	
Prêts, placements, avances et autres	1		1		
Immobilisations	7 254		2 457	4 797	
	<u>138 071</u>	<u>122 714</u>	<u>2 458</u>	<u>14 920</u>	<u>-</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
	—	INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Gouverne et justice					
Le Protecteur du citoyen					
1. Le Protecteur du citoyen	16 691		1 568	12 046	2 102
Permanents(1)	381			300	
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	17 072	—	1 568	12 346	2 102
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).					
PROGRAMME 2					
Mission : Gouverne et justice					
Le Vérificateur général					
1. Le Vérificateur général	28 543		327	21 665	4 680
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	28 543	—	327	21 665	4 680
PROGRAMME 3					
Mission : Gouverne et justice					
Administration du système électoral					
1. Gestion interne et soutien					
Permanents(1)	29 944		244	16 876	5 401
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de la représentation électorale					
Permanents(1)	278			17	231
3. Activités électorales					
Permanents(1)	57 871		299	28 789	6 215
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	88 093	—	543	45 681	11 847
(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.

				3		973	
						81	
							53
-	-	-	-	3	-	1 054	53

L'objectif de ce programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer l'audit des états financiers, la vérification de la conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives, la vérification de l'optimisation des ressources ainsi que celle se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1). Le champ de compétence du Vérificateur général s'étend aux organismes publics et du gouvernement, aux réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi qu'aux bénéficiaires de subventions. Ce programme vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ses travaux à l'Assemblée nationale.

						1 871	
							305
-	-	-	-	-	-	1 871	305

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.

						7 423	857
						31	
	18 548					4 020	
							719
-	18 548	-	-	-	-	11 474	1 577

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMMES Éléments						
PROGRAMME 4			Le Commissaire au lobbyisme			
Mission : Gouverne et justice						
1.	Le Commissaire au lobbyisme	3 214	1	20	2 480	645
	Amortissement des immobilisations					
TOTAL		3 214	1	20	2 480	645

PROGRAMME 5

Mission : Gouverne et justice

Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie

1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Permanents(1)	1 149			530	169
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	1 149	-	-	530	169

(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	48 449	1	1 915	36 191	7 427
Permanents	89 622		543	46 511	12 016
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	138 071	1	2 457	82 702 ⁽¹⁾	19 443

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 9 057 k\$ à l'égard du traitement de 73 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	82 702		82 702
Fonctionnement	19 443	2 021	21 464
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	18 548		18 548
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	120 693	2 021	122 714

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbying d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbying auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.

						68	
							49
-	-	-	-	-	-	68	49

Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie d'appliquer le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

						450	
							38
-	-	-	-	-	-	450	38

	18 548			3		2 912 12 005	2 021
-	18 548	-	-	3	-	14 917	2 021

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Le Protecteur du citoyen				
Votés	16 688	3		
Permanents	381			
	17 069	3	-	
Programme 2 - Le Vérificateur général				
Votés	27 948	595		
Permanents				
	27 948	595	-	
Programme 3 - Administration du système électoral				
Votés	88 093			
Permanents				
	88 093	-	-	
Programme 4 - Le Commissaire au lobbyisme				
Votés	3 214			
Permanents				
	3 214	-	-	
Programme 5 - Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie				
Votés	1 149			
Permanents				
	1 149	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	47 851	598		
Permanents	89 622			
	137 473	598	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								16 691
								381
-	-	-		-		-		17 072
								28 543
-	-	-		-		-		28 543
								88 093
-	-	-		-		-		88 093
								3 214
-	-	-		-		-		3 214
								1 149
-	-	-		-		-		1 149
								48 449
								89 622
-	-	-		-		-		138 071

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 3 - Administration du système électoral					
Financement des partis politiques	9 902				
Remboursement des dépenses électorales	9 840				
Total du programme 3	19 741	-		-	
Total des crédits et dépenses	19 741	-		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
				9 884						9 884	17 493
				8 663						8 663	81
-		-		18 548		-		-		18 548	17 574
-		-		18 548		-		-		18 548	17 574

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Support	19 741	18 548	17 574
TOTAL DU PORTEFEUILLE	19 741	18 548	17 574

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	4 627	4 779
Total des droits et permis	4 627	4 779
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Amortissement revenus reportés – Tiers	241	34
Divers	39	54
	280	88
Intérêts		
Débiteurs	101	16
Assainissement des eaux	2 809	4 701
Divers	3	9
	2 913	4 726
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	23	68
Subventions d'années antérieures	4 016	6 816
	4 039	6 883
Total des revenus divers	7 231	11 697
Total des revenus autonomes	11 858	16 476
Total des revenus	11 858	16 476

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des régions et ruralité					
Votés	88 282	79 392		8 890	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>88 282</u>	<u>79 392</u>	<u>-</u>	<u>8 890</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Modernisation des infrastructures municipales					
Votés	384 162	376 954		7 208	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>384 162</u>	<u>376 954</u>	<u>-</u>	<u>7 208</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités					
Votés	632 609	632 609			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>632 609</u>	<u>632 609</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Administration générale					
Votés	69 310	47 229	6 115	15 966	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 555			
	<u>69 320</u>	<u>50 794</u>	<u>6 115</u>	<u>15 966</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Promotion et développement de la région métropolitaine					
Votés	125 605	125 269		336	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>125 605</u>	<u>125 269</u>	<u>-</u>	<u>336</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Commission municipale du Québec					
Votés	3 420	3 210		211	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		11			
	<u>3 420</u>	<u>3 221</u>	<u>-</u>	<u>211</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 7					
Habitation					
Votés	505 777	449 129	55 915	733	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>505 777</u>	<u>449 129</u>	<u>55 915</u>	<u>733</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 8					
Régie du logement					
Votés	23 590	22 306	110	1 174	
Permanents		624			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>23 590</u>	<u>22 930</u>	<u>110</u>	<u>1 174</u>	<u>-</u>
	<u>1 832 765</u>	<u>1 740 297</u>	<u>62 141</u>	<u>34 518</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 832 756	1 736 097	62 141	34 518	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 190			
	<u>1 832 765</u>	<u>1 740 297</u>	<u>62 141</u>	<u>34 518</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 758 499	1 740 297		22 392	
Prêts, placements, avances et autres	55 917		55 917		
Immobilisations	18 350		6 224	12 126	
	<u>1 832 765</u>	<u>1 740 297</u>	<u>62 141</u>	<u>34 518</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Développement des régions et ruralité			
Mission : Économie et environnement					
1. Soutien au développement local et régional	88 282				
TOTAL	88 282	-	-	-	-
PROGRAMME 2		Modernisation des infrastructures municipales			
Mission : Économie et environnement					
1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures	232 262			3 535	500
2. Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales	151 900			216	8
TOTAL	384 162	-	-	3 751	508
PROGRAMME 3		Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Mission : Gouverne et justice					
1. Compensations tenant lieu de taxes	356 277				
2. Aide financière aux municipalités	20 646				
3. Mesures financières du partenariat fiscal	255 686				
TOTAL	632 609	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme offre un soutien financier aux organismes oeuvrant au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et à la ruralité.

	47 377	32 015		7 191		1 699	
-	47 377	32 015	-	7 191	-	1 699	-

Ce programme procure le financement requis pour soutenir les municipalités dans le maintien des actifs, la résorption du déficit cumulé et la mise aux normes des infrastructures municipales d'eau potable. Il procure également du financement pour des travaux similaires dans les infrastructures municipales d'eaux usées et pour les réseaux de conduites d'eau potable et des eaux usées. Il permet en outre d'apporter un soutien financier à la construction d'infrastructures collectives.

	224 017			1 282		2 928	
	148 678					2 998	
-	372 696	-	-	1 282	-	5 926	-

Ce programme englobe les mesures du partenariat fiscal et financier conclu avec le monde municipal. En outre, il vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que sur ceux des gouvernements étrangers. Il permet d'accorder diverses aides financières au milieu municipal, et soutient les mesures d'aide financière aux municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire et les mesures prévues à l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James.

	356 277						
	20 646						
	255 686						
-	632 609	-	-	-	-	-	-

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
	-	INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4		Administration générale			
Mission : Gouverne et justice					
1. Direction	4 169	1		2 679	320
Permanents(1)	10				10
2. Gestion	65 141		6 114	27 485	16 265
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	69 320	1	6 114	30 164	16 596
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 5 (a)		Promotion et développement de la région métropolitaine			
Mission : Économie et environnement					
1. Secrétariat à la région métropolitaine	125 605			1 994	56
TOTAL	125 605	-	-	1 994	56
(a) La responsabilité de ce programme est confiée au ministre responsable de la région de Montréal.					
PROGRAMME 6		Commission municipale du Québec			
Mission : Gouverne et justice					
1. Commission municipale du Québec	3 420			2 334	876
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	3 420	-	-	2 334	876

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en oeuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal et le développement régional ainsi que le traitement des plaintes. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information via une entente de services avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) et l'amortissement des systèmes informatiques.

	362					807	
	117			2 946		12 214	3 555
-	479	-	-	2 946	-	13 020	3 555

Ce programme vise à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la région métropolitaine de Montréal en assurant la cohérence des politiques et la coordination des actions gouvernementales sur ce territoire, en appuyant des initiatives et des projets structurants et en poursuivant des activités de concertation avec les principaux partenaires qui interviennent sur ce territoire.

	123 219			125		211	
-	123 219	-	-	125	-	211	-

En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière de tutelle, d'administration provisoire, d'enquête, de médiation et d'arbitrage de reconnaissance aux fins d'exemption de taxes, d'organisation territoriale, de régulation technique et d'enquête sur un manquement d'un élu municipal à son code d'éthique et de déontologie.

				68		143	11
-	-	-	-	68	-	143	11

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 7		Habitation			
Mission : Économie et environnement					
1. Société d'habitation du Québec	505 777	55 915 ⁽¹⁾			
TOTAL	505 777	55 915	-	-	-

(1) Ce montant a été porté à la dette nette et vise à pourvoir au paiement des dépenses de la Société d'habitation du Québec, à la suite de la finalisation de ses travaux de mise en œuvre de la norme comptable révisée sur les paiements de transfert, qui est entrée en vigueur le 1er avril 2012 (réf. : décret 214-2015).

PROGRAMME 8
Mission : Gouverner et justice

Régie du logement

1. Régie du logement	23 590		110	16 715	5 591
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	23 590	-	110	16 715	5 591

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 832 756	55 917	6 224	54 957	23 616
Permanents	10				10
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	1 832 765	55 917	6 224	54 957 ⁽¹⁾	23 626

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 14 467 k\$ à l'égard du traitement de 119 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	54 957		54 957
Fonctionnement	23 626	4 190	27 816
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	1 625 509		1 625 509
Affectation à un fonds spécial	32 015		32 015
Service de la dette			
	1 736 107	4 190	1 740 297

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à faciliter l'accès des citoyennes et des citoyens du Québec à des conditions adéquates de logement, à favoriser un habitat et un milieu de vie de qualité et à soutenir l'amélioration continue en habitation.

	449 129			733			
-	449 129	-	-	733	-	-	-

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

				714		460	624
-	-	-	-	714	-	460	624

	1 625 509	32 015		13 058		21 459	4 190
-	1 625 509	32 015	-	13 058	-	21 459	4 190

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Développement des régions et ruralité				
Votés	98 091			
Permanents				
	98 091	-	-	
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales				
Votés	426 499			
Permanents				
	426 499	-	-	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités				
Votés	633 040			
Permanents				
	633 040	-	-	
Programme 4 - Administration générale				
Votés	72 406	1 569		
Permanents	10			
	72 415	1 569	-	
Programme 5 - Promotion et développement de la région métropolitaine				
Votés	115 934	76		
Permanents				
	115 934	76	-	
Programme 6 - Commission municipale du Québec				
Votés	3 110			
Permanents				
	3 110	-	-	
Programme 7 - Habitation				
Votés	460 362			
Permanents				
	460 362	-	-	
Programme 8 - Régie du logement				
Votés	19 209	434		
Permanents				
	19 209	434	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 828 650	2 079		
Permanents	10			
	1 828 659	2 079	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(9 809)				88 282
-	-	-		(9 809)		-		88 282
				(42 337)				384 162
-	-	-		(42 337)		-		384 162
				(431)				632 609
-	-	-		(431)		-		632 609
				(4 665)				69 310 10
-	-	-		(4 665)		-		69 320
				9 595				125 605
-	-	-		9 595		-		125 605
				311				3 420
-	-	-		311		-		3 420
				45 415				505 777
-	-	-		45 415		-		505 777
2 027				1 921				23 590
2 027	-	-		1 921		-		23 590
2 027								1 832 756 10
2 027	-	-		-		-		1 832 765

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement des régions et ruralité				
Communautés rurales branchées	4 690	1 149		
Fonds conjonctuel de développement	3 181			
Politique nationale de la ruralité	35 389	9		
Réseaux de sentiers de véhicules hors route				
Soutien aux territoires en difficulté				
Villages branchés du Québec	5 784			
Autres	32			
Total du programme 1	49 076	1 158		-
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales				
Fonds Chantiers Canada-Québec - Grands projets	10 074			
Fonds Chantiers Canada-Québec - Volets Collectivités et Grandes Villes	25 462	7		
Fonds de stimulation de l'infrastructure	9 040			
Infrastructures municipales en milieu nordique	16 760			
Infrastructures Québec-Municipalités	117 237	2 962		
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales	134 280	132		
Programme d'infrastructures de loisirs	3 874	46		
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013	25 256			
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018	3			
Programme de renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout	36 689			
Autres	584			
Total du programme 2	379 258	3 147		-
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités				
Aide aux municipalités reconstituées	675			
Compensation financière pour les équipements antipollution	4 071			
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	3 236			
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	321 974			
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	31 068			
Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James	2 246			
Mesures financières du partenariat fiscal	255 686			
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec	1 975			
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	5 751			
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 504			
Soutien au regroupement municipal	57			
Autres	4 367			
Total du programme 3	632 609	-		-
Programme 4 - Administration générale				
Autres	1 083	17		1
Total du programme 4	1 083	17		1

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
		657		1 185						2 991	3 335
		1 009		2 172						3 181	3 072
		34 999		381						35 389	37 824
											29
											1 199
		5 243		541						5 784	5 784
				32						32	205
-		41 909		4 310		-		-		47 377	51 449
		9 304		769						10 074	8 440
		24 417		1 038						25 462	22 215
		8 416		623						9 040	8 902
		16 760								16 760	14 788
1 693		95 606		13 359						113 620	119 961
160		128 472		2 570						131 334	146 171
277		3 174		377						3 874	3 833
		25 256								25 256	24 921
		3								3	
		36 689								36 689	36 689
		454		130						584	280
2 130		348 552		18 867		-		-		372 696	386 199
		675								675	714
		4 071								4 071	4 222
201		3 034								3 236	3 376
		321 974								321 974	296 893
		31 068								31 068	29 403
		2 246								2 246	996
		255 686								255 686	273 823
		1 975								1 975	1 700
		5 751								5 751	5 951
		1 504								1 504	1 472
		57								57	293
		3 603		754				10		4 367	3 137
201		631 644		754		-		10		632 609	621 979
7		49		406						479	1 409
7		49		406		-		-		479	1 409

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 5 - Promotion et développement de la région métropolitaine				
Centres locaux de développement de la région de Montréal	14 394			
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	8 483			
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	17 037	42		5
Grand Montréal Bleu	301			
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal	9 475			
Soutien à la Ville de Montréal pour son rôle de métropole	25 000			
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	22 129			
Soutien au développement économique de Montréal	24 000			
Soutien aux célébrations du 375e anniversaire de Montréal	2 400			
Total du programme 5	123 219	42		5
Programme 7 - Habitation				
Aide à l'amélioration de l'habitat	63 392			
Aide au logement social, communautaire et abordable	356 489			
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	422	301		
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	29 559			
Total du programme 7	449 862	301		-
Total des crédits et dépenses	1 635 108	4 665		6

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
		14 394								14 394	15 993
8 483										8 483	11 539
		3 861		13 129						17 037	16 500
		301								301	303
		9 475								9 475	5 815
		25 000								25 000	17 200
		22 129								22 129	21 909
		24 000								24 000	24 000
				2 400						2 400	
8 483		99 159		15 529		-		-		123 219	113 258
		3 674		829		58 888				63 392	64 836
		71 866		166 798		117 826				356 489	242 020
				121						422	406
								28 826		28 826	24 545
-		75 540		167 748		176 714		28 826		449 129	331 807
10 822		1 196 853		207 614		176 714		28 836		1 625 509	1 506 100

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Rémunération	22 974	22 974	19 022
Fonctionnement	5 852	5 852	5 523
Capital	368 057	366 864	358 590
Intérêt	132 743	124 337	149 974
Support	1 105 482	1 105 482	972 991
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 635 108	1 625 509	1 506 100

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2015	2014
Support	39 206	32 015	41 096
TOTAL DU PORTEFEUILLE	39 206	32 015	41 096

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles	50	83
	50	83
Autres		
Études de dossiers	682	552
Demande d'autorisation – Zone agricole	538	565
Commercialisation des grains	238	219
Mise en marché	130	96
Abattoir et atelier	265	273
Acte déclaratoire – CPTAQ	114	115
Pêche commerciale	85	75
Préparation ou mise en conserve du poisson	46	70
Restauration et ventes au détail d'aliments	13 273	12 962
Divers	110	121
	15 480	15 047
Total des droits et permis	15 530	15 130
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses	74	1
Cours	53	49
Location de terrains et bâtisses	200	24
Eau	86	84
Cale de halage	77	65
Cotisations – Surveillance de l'utilisation du lait	529	529
Autres aides à l'agriculteur	1 006	1 005
Divers	189	114
	2 212	1 871
Intérêts		
Divers	37	53
	37	53
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	132	285
Subventions d'années antérieures	3 855	1 748
Divers	19	15
	4 006	2 049
Transferts et donations de tiers		
Immobilisations – Subventions et contributions de tiers non apparentés		300
	-	300
Total des revenus divers	6 255	4 273
Total des revenus autonomes	21 785	19 403
Total des revenus	21 785	19 403

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Votés	450 468	408 839	17 346	24 283	
Permanents	3 316	3 296		20	
Ne nécessitant pas de crédits		12 922			
	<u>453 784</u>	<u>425 058</u>	<u>17 346</u>	<u>24 303</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Organismes d'État					
Votés	605 915	498 230	427	107 258	
Permanents	3	3			
Ne nécessitant pas de crédits		291			
	<u>605 917</u>	<u>498 524</u>	<u>427</u>	<u>107 258</u>	<u>-</u>
	<u>1 059 701</u>	<u>923 582</u>	<u>17 773</u>	<u>131 560</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 056 383	907 069	17 773	131 541	
Permanents	3 319	3 299		20	
Ne nécessitant pas de crédits		13 214			
	<u>1 059 701</u>	<u>923 582</u>	<u>17 773</u>	<u>131 560</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 035 327	923 582		124 959	
Prêts, placements, avances et autres	3 143		3 143		
Immobilisations	21 231		14 630	6 601	
	<u>1 059 701</u>	<u>923 582</u>	<u>17 773</u>	<u>131 560</u>	<u>-</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1		Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Mission : Économie et environnement					
1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires, de pêche et aquacoles	294 490	3 142	398	43 344	5 136
Variation à la baisse de provisions					
2. Institut de technologie agroalimentaire	22 806		438	17 082	2 087
3. Santé animale et inspection des aliments	63 071		188	24 958	14 187
4. Direction et services à la gestion	70 101		13 180	25 944	24 046
Permanents(1)	15				15
Permanents(2)	3 197				
Permanents(3)	20				
Permanents(4)	85				
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	453 784	3 143	14 204	111 328	45 470
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					
(3) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).					
(4) Loi sur le financement de la pêche commerciale (RLRQ, chapitre F-1.3).					

PROGRAMME 2
Mission : Économie et environnement

Organismes d'État

1. La Financière agricole du Québec	591 425				
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	9 216		281	7 319	1 482
Amortissement des immobilisations					
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	5 273		146	3 390	1 039
Permanents(1)	3				
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	605 917	-	427	10 709	2 521
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objet le développement du potentiel et l'amélioration des performances technologiques liés à la production, à la transformation et à la conservation des produits bioalimentaires, tout en favorisant le respect de l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes dans ces domaines et à assurer la sécurité des aliments.

	229 273			6 399		6 798	
							(3 335)
	2 145			403		651	
	20 637			478		2 622	
				1 518		5 413	
3 197							
85						20	
							16 257
3 281	252 056	-	-	8 798	-	15 504	12 922

Ce programme vise à favoriser une saine gestion des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et de préserver la vocation des sols arables.

	485 000			106 425			
						134	
							260
				379		320	
3							
							31
3	485 000	-	-	106 804	-	454	291

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 056 383	3 143	14 630	122 037	47 976
Permanents	3 319				15
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	1 059 701	3 143	14 630	122 037 ⁽¹⁾	47 991

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 14 442 k\$ à l'égard du traitement de 123 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	122 037		122 037
Fonctionnement	47 991	16 548	64 539
Créances douteuses et autres provisions	3 284	(3 335)	(51)
Transfert	737 056		737 056
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	<u>910 368</u>	<u>13 214</u>	<u>923 582</u>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
3 284	737 056				115 602		15 939 20	16 548 (3 335)
3 284	737 056	-	-		115 602	-	15 959	13 214

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments				
Votés	431 528	4 853		
Permanents	10			
	431 537	4 853	-	
Programme 2 - Organismes d'État				
Votés	611 159	379		
Permanents				
	611 159	379	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 042 687	5 231		
Permanents	10			
	1 042 696	5 231	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
7 703	20			6 384		3 287		450 468 3 316
7 703	20	-		6 384		3 287		453 784
846				(6 469)		3		605 915 3
846	-	-		(6 469)		3		605 917
8 549	20			(84)		3 290		1 056 383 3 319
8 549	20	-		(84)		3 290		1 059 701

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments				
Aide à la recherche et au transfert technologique	13 632	1 778		
Amélioration de la santé animale	16 175	14 936		
Appui à la formation	5 532	49		
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	12 261	4 328		
Appui au développement en région	36 214	26 134		
Appui au secteur de la transformation	8 597	2 511		
Prime-Vert	31 172	21 899		
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	133 233	133 213		
Autres	866	535		
Total du programme 1	257 680	205 383		-
Programme 2 - Organismes d'État				
La Financière agricole du Québec	591 425	441 587		
Total du programme 2	591 425	441 587		-
Total des crédits et dépenses	849 106	646 970		-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
1 278				10 576						13 632	13 368
788				331						16 055	14 932
4 510				861						5 420	975
371		256		4 695						9 651	12 451
35		428		8 419						35 016	31 246
10		50		4 682						7 254	8 015
403				8 827						31 129	36 536
				19						133 233	126 893
		2		131						667	4 834
7 395		736		38 542		-		-		252 056	249 251
								43 413		485 000	606 563
-		-		-		-		43 413		485 000	606 563
7 395		736		38 542		-		43 413		737 056	855 814

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Rémunération	35 412	35 412	34 135
Fonctionnement	8 001	8 001	7 223
Capital	20 017	20 017	24 693
Intérêt	108	108	115
Support	785 568	673 518	789 648
TOTAL DU PORTEFEUILLE	849 106	737 056	855 814

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	48	(3)
	48	(3)
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 874	1 877
	2 874	1 877
Total des revenus divers	2 922	1 874
Total des revenus autonomes	2 922	1 874
Total des revenus	2 922	1 874

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES
Année financière terminée le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat du Conseil du trésor					
Votés	86 921	73 218	1 251	12 452	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		1 959			
	<u>86 931</u>	<u>75 187</u>	<u>1 251</u>	<u>12 452</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Fonctions gouvernementales					
Votés	458 788	458 688		100	
Permanents	8 026	8 026			
Ne nécessitant pas de crédits		(169 358)			
	<u>466 814</u>	<u>297 357</u>	<u>-</u>	<u>100</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Votés	4 332	3 917	16	398	
Permanents		59			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>4 332</u>	<u>3 976</u>	<u>16</u>	<u>398</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Votés	3 976	2 900		1 076	
Permanents	408 574	390 128		18 447	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>412 550</u>	<u>393 027</u>	<u>-</u>	<u>19 523</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Votés	619 810			619 810	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>619 810</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>619 810</u>	<u>-</u>
	<u>1 590 437</u>	<u>769 547</u>	<u>1 267</u>	<u>652 284</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 173 827	538 723	1 267	633 837	
Permanents	416 610	398 163		18 447	
Ne nécessitant pas de crédits		(167 340)			
	<u>1 590 437</u>	<u>769 547</u>	<u>1 267</u>	<u>652 284</u>	<u>-</u>
Dépenses	963 602	769 547		26 715	
Prêts, placements, avances et autres	619 935		1	619 934	
Immobilisations	6 900		1 266	5 634	
	<u>1 590 437</u>	<u>769 547</u>	<u>1 267</u>	<u>652 284</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Gouverne et justice					
Secrétariat du Conseil du trésor					
1. Soutien au Conseil du trésor	86 921	1	1 250	47 672	25 462
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	86 931	1	1 250	47 672	25 472
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					

PROGRAMME 2					
Fonctions gouvernementales					
Mission : Gouverne et justice					
1. Soutien aux opérations gouvernementales	123 771				123 771
Variation à la baisse de provisions					
2. Fonds dédié aux sinistres	570				
3. Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction	2 815				2 815
Permanents(1)	8 026			4 567	3 459
4. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100				
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au domaine des technologies de l'information					
6. Passif au titre des sites contaminés	47 532				40 004
Variation à la baisse de provisions					
7. Équité salariale	284 000			284 000	
TOTAL	466 814	-	-	288 567	170 049
(1) Loi sur les commissions d'enquête (RLRQ, chapitre C-37).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement en matière d'utilisation des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles ainsi qu'en matière de gestion axée sur les résultats. De plus, il encadre la gestion des technologies de l'information et des communications dans la prestation des services gouvernementaux.

	84			2 795		9 657	
							1 959
-	84	-	-	2 795	-	9 657	1 959

Ce programme vise à offrir des services aux citoyens, aux entreprises ainsi qu'aux organismes publics.

							(164 542)
		570					
						100	
	7 528						(4 816)
-	7 528	570	-	-	-	100	(169 358)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
	-	INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3		Commission de la fonction publique			
Mission : Gouverne et justice					
1. Commission de la fonction publique	4 332		16	3 171	747
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	4 332	-	16	3 171	747

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission afin de lui permettre de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la loi, de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis, d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et d'en faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

				92		306	59
-	-	-	-	92	-	306	59

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
	–	INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4					
Mission : Gouverne et justice					
Régimes de retraite et d'assurances					
1. Régime de retraite des fonctionnaires Permanents(1)	28 233			28 233	
2. Régime de retraite de certains enseignants Permanents(2)	32 698				
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(3)	183 725			176 730	
4. Assurance collective sur la vie des employés publics Permanents(4)	3 976 12			878 12	
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents(5)	18 677			18 677	
6. Régime de retraite des juges Permanents(6)	19 579			19 579	
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents(7)	42 218			42 218	
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(8)	83 433			71 981	
TOTAL	412 550	–	–	358 307	–

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).

(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, chapitre 6).

(5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).

(6) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(7) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

(8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

	32 698							
							6 995	
	2 022						1 076	
							11 452	
-	34 720	-	-	-	-		19 523	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5					
Mission : Gouverne et justice					
Fonds de suppléance					
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté					
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération					
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier	219 810				
4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des besoins en investissements	400 000				
TOTAL	619 810	-	-	-	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 173 827	1	1 266	335 721	192 799
Permanents	416 610			361 997	3 469
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	1 590 437	1	1 266	697 717 ⁽¹⁾	196 268

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 10 862 k\$ à l'égard du traitement de 93 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	697 717	(5 742)	691 976
Fonctionnement	196 268	(156 782)	39 486
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	42 331		42 331
Affectation à un fonds spécial	570	(4 816)	(4 246)
Service de la dette			
	936 887	(167 340)	769 547

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses et besoins en investissements imprévus qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.

						219 810	
						400 000	
-	-	-	-	-	-	619 810	-
	9 633	570		2 886		630 950	
	32 698					18 447	
							2 018
							(169 358)
-	42 331	570	-	2 886	-	649 397	(167 340)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor				
Votés	97 093			
Permanents	10			
	97 103	-	-	
Programme 2 - Fonctions gouvernementales				
Votés	152 195			
Permanents	7 215			
	159 410	-	-	
Programme 3 - Commission de la fonction publique				
Votés	4 332			
Permanents				
	4 332	-	-	
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances				
Votés	4 418			
Permanents	376 354			
	380 771	-	-	
Programme 5 - Fonds de suppléance				
Votés	920 568			
Permanents				
	920 568	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 178 605			
Permanents	383 579			
	1 562 184	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(10 172)				86 921 10
-	-	-		(10 172)		-		86 931
				306 593		811		458 788 8 026
-	-	-		306 593		811		466 814
								4 332
-	-	-		-		-		4 332
				(442)		32 221		3 976 408 574
-	-	-		(442)		32 221		412 550
				(300 758)				619 810
-	-	-		(300 758)		-		619 810
				(4 778)		33 032		1 173 827 416 610
-	-	-		(4 778)		33 032		1 590 437

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé	Établissements de santé et de services sociaux
		+	+
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Appui au passage à la société de l'information			
Autres	271	2	
Total du programme 1	271	2	-
Programme 2 - Fonctions gouvernementales			
Passif au titre des sites contaminés	7 528		(1 746)
Total du programme 2	7 528	-	(1 746)
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	2 907		737
Régime de retraite de certains enseignants	32 698		
Total du programme 4	35 605	-	737
Total des crédits et dépenses	43 404	2	(1 009)

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
											775
1				82						84	237
1		-		82		-		-		84	1 012
9 458								(184)		7 528	24 814
9 458		-		-		-		(184)		7 528	24 814
1 284										2 022	1 846
32 698										32 698	29 630
33 982		-		-		-		-		34 720	31 476
43 441		-		82		-		(184)		42 331	57 302

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Rémunération	35 605	34 720	31 476
Fonctionnement	7 528	7 528	24 814
Support	271	84	1 012
TOTAL DU PORTEFEUILLE	43 404	42 331	57 302

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2015	2014
Fonctionnement		(4 816) ⁽¹⁾	(18 444)
Capital	29	29	
Intérêt	541	541	580
TOTAL DU PORTEFEUILLE	570	(4 246)	(17 864)

(1) Cette dépense correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable à certains fonds spéciaux.

CONSEIL EXÉCUTIF

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	3	8
	<u>3</u>	<u>8</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	273	202
Subventions d'années antérieures	204	130
	<u>476</u>	<u>332</u>
Total des revenus divers	<u>479</u>	<u>341</u>
Total des revenus autonomes	<u>479</u>	<u>341</u>
Total des revenus	<u>479</u>	<u>341</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Votés	755	752		3	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>755</u>	<u>752</u>	<u>-</u>	<u>3</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Votés	60 122	50 990	767	8 364	
Permanents	1 954	1 954			
Ne nécessitant pas de crédits		387			
	<u>62 075</u>	<u>53 331</u>	<u>767</u>	<u>8 364</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Affaires intergouvernementales canadiennes					
Votés	14 547	13 243	36	1 268	
Permanents	21	21			
Ne nécessitant pas de crédits		5			
	<u>14 568</u>	<u>13 269</u>	<u>36</u>	<u>1 268</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Affaires autochtones					
Votés	259 928	248 978		10 950	
Permanents	139	139			
Ne nécessitant pas de crédits		(179)			
	<u>260 068</u>	<u>248 938</u>	<u>-</u>	<u>10 950</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Jeunesse					
Votés	43 695	39 450		4 245	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>43 695</u>	<u>39 450</u>	<u>-</u>	<u>4 245</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques					
Votés	8 990	7 808	9	1 173	
Permanents	1	1			
Ne nécessitant pas de crédits		146			
	<u>8 991</u>	<u>7 955</u>	<u>9</u>	<u>1 173</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 7					
Implantation de la stratégie maritime					
Votés	765	541		224	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>765</u>	<u>541</u>	<u>-</u>	<u>224</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 8					
Plan Nord					
Votés					
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	-	-	-	-	-
	390 916	364 236	812	26 227	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	388 801	361 763	812	26 227	
Permanents	2 115	2 115			
Ne nécessitant pas de crédits		359			
	390 916	364 236	812	26 227	-
Dépenses	389 240	364 236		25 362	
Prêts, placements, avances et autres	107		3	103	
Immobilisations	1 570		809	761	
	390 916	364 236	812	26 227	-

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
	-	INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Gouverne et justice					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	755			740	13
TOTAL	755	-	-	740	13
PROGRAMME 2					
Mission : Gouverne et justice					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
1. Cabinet du premier ministre	6 160			4 955	562
Permanents(1)	98				98
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	10 903			9 635	1 056
3. Direction générale de l'administration	19 407	3	764	10 444	7 874
Amortissement des immobilisations					
4. Indemnités de l'exécutif					
Permanents(1)	1 856			1 856	
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	16 403			15 613	464
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	7 249				
TOTAL	62 075	3	764	42 503	10 053

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

						2	
-	-	-	-	-	-	2	-

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

	283					360	
	105					107	
				214		107	387
				317		10	
				1 449		5 800	
-	388	-	-	1 980	-	6 384	387

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3					
Mission : Gouverne et justice					
Affaires intergouvernementales canadiennes					
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques	1 181			822	283
Permanents(1)	21				21
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	4 969		36	3 034	1 038
Amortissement des immobilisations					
3. Représentation du Québec au Canada	2 161			1 271	785
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	6 236			738	82
TOTAL	14 568	-	36	5 865	2 209

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 4

Mission : Gouverne et justice

Affaires autochtones

1. Cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones	977			696	201
Permanents(1)	32				32
2. Secrétariat aux affaires autochtones	258 951			3 142	1 796
Permanents(2)	107				
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	260 068	-	-	3 838	2 029

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre la défense et la promotion des compétences et des intérêts du Québec dans ses relations avec les autres gouvernements au Canada.

	33						43	
	60						801	5
							105	
	5 098				66		253	
-	5 191	-	-	66	-	1 202	5	

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

	46						35	
	243 097			6 168		4 748		
107								(179)
107	243 143	-	-	6 168	-	4 783	(179)	

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5			Jeunesse			
Mission : Gouverne et justice						
1. Secrétariat à la jeunesse		43 695			1 837	562
TOTAL		43 695	-	-	1 837	562
PROGRAMME 6			Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques			
Mission : Gouverne et justice						
1. Réforme des institutions démocratiques Permanents(1)		1 729 1			1 342	84 1
2. Commission d'accès à l'information Amortissement des immobilisations		6 596		9	4 742	989
3. Accès à l'information et protection des renseignements personnels		665			557	94
TOTAL		8 991	-	9	6 641	1 168
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 7			Implantation de la stratégie maritime			
Mission : Gouverne et justice						
1. Secrétariat à l'Implantation de la stratégie maritime		765			450	91
TOTAL		765	-	-	450	91

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.

	37 052			2 660		1 585	
-	37 052	-	-	2 660	-	1 585	-

Ce programme vise à améliorer l'efficacité de nos institutions démocratiques et plus particulièrement de notre cadre électoral, à élaborer les orientations gouvernementales, en matière de transparence des institutions, à modifier et bonifier à cet effet les lois et règlements relatifs à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels de même qu'à promouvoir et assurer l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. Finalement, d'assurer un rôle-conseil pour le gouvernement en ces matières.

				280		24	
				112		743	146
						14	
-	-	-	-	392	-	781	146

Ce programme vise à stimuler le développement économique et durable des régions côtières, notamment dans les secteurs du transport maritime, du tourisme, des pêches et de l'aquaculture, de la recherche et du développement des technologies ainsi que de la formation de la main d'oeuvre.

						224	
-	-	-	-	-	-	224	-

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
	-	INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 8 (a)		Plan Nord			
Mission : Gouverne et justice					
1. Secrétariat au Plan Nord					
TOTAL	-	-	-	-	-
(a) La responsabilité de ce programme est confiée au ministre responsable du Plan Nord.					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	388 801	3	809	60 017	15 972
Permanents	2 115			1 856	152
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	390 916	3	809	61 873 ⁽¹⁾	16 124

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 14 428 k\$ à l'égard du traitement de 115 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	61 873		61 873
Fonctionnement	16 124	538	16 662
Créances douteuses et autres provisions	107	(179)	(72)
Transfert	285 773		285 773
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	363 878	359	364 236

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à coordonner les actions de développement du Nord québécois de façon durable et intégrée. Il facilite la concertation entre les partenaires et veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire tout en accompagnant les communautés nordiques touchées par le développement.

-	-	-	-	-	-	-	-
107	285 773			11 266		14 960	538 (179)
107	285 773	-	-	11 266	-	14 960	359

CONSEIL EXÉCUTIF
ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur				
Votés	749			
Permanents				
	749	-	-	
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif				
Votés	60 974			
Permanents	1 076			
	62 051	-	-	
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes				
Votés	14 547			
Permanents	10			
	14 557	-	-	
Programme 4 - Affaires autochtones				
Votés	260 093			
Permanents	10			
	260 102	-	-	
Programme 5 - Jeunesse				
Votés	43 757			
Permanents				
	43 757	-	-	
Programme 6 - Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques				
Votés	8 712	278		
Permanents				
	8 712	278	-	
Programme 7 - Implantation de la stratégie maritime				
Votés	765			
Permanents				
	765	-	-	
Programme 8 - Plan Nord				
Votés				
Permanents				
	-	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	389 597	278		
Permanents	1 096			
	390 692	278	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				6				755
-	-	-		6		-		755
				(853)		877		60 122 1 954
-	-	-		(853)		877		62 075
						11		14 547 21
-	-	-		-		11		14 568
				(164)		130		259 928 139
-	-	-		(164)		130		260 068
				(62)				43 695
-	-	-		(62)		-		43 695
						1		8 990 1
-	-	-		-		1		8 991
								765
-	-	-		-		-		765
				(1 073)		1 019		388 801 2 115
-	-	-		(1 073)		1 019		390 916

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé	Établissements de santé et de services sociaux
		+	+
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP	75		
Autres	730		
Total du programme 2	805	-	-
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Appui à la francophonie canadienne	1 299	21	
Centre de la francophonie des Amériques	2 850		
Coopération intergouvernementale	1 159		
Soutien à la recherche	350		
Autres	73		
Total du programme 3	5 731	21	-
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation Naskapi	2 063		
Entente avec les Inuits (Sanarrutik)	20 992		
Entente sur la gouvernance crie (Eeyou Istchee)	6 250		
Ententes avec la nation crie	122 189	7 011	
Financement global de l'Administration régionale Kativik	58 753		
Financement global des villages nordiques	15 287		
Fonds d'initiatives autochtones	19 176	1 750	
Fonds de développement pour les autochtones	2 671	80	
Organismes autochtones	4 880	70	
Autres	73	1	
Total du programme 4	252 333	8 912	-
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	40 697		207
Total du programme 5	40 697	-	207
Total des crédits et dépenses	299 565	8 934	207

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
75										75	175
3		1		308						313	741
78		1		308		-		-		388	916
21				1 121				2 784		1 163	1 292
14				1 137						2 784	2 786
58				2						1 150	1 790
1				31						60	148
										33	73
93		-		2 292		-		2 784		5 191	6 090
		979		979						1 957	1 858
		6 891		13 994						20 885	20 392
		6 250								6 250	1 250
		114 159		127						121 297	119 163
		58 753								58 753	55 816
		15 284								15 284	14 504
		9 666		3 083		34				14 533	13 063
		1 718		751						2 549	3 371
56		793		664		1		5		1 590	1 503
2		2		42						46	71
58		214 493		19 640		35		5		243 143	230 992
122		11 297		25 426						37 052	42 663
122		11 297		25 426		-		-		37 052	42 663
351		225 792		47 666		35		2 789		285 773	280 661

CONSEIL EXÉCUTIF

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Fonctionnement	2 784	2 784	2 786
Capital	18 148	18 148	16 597
Intérêt	2 370	2 370	2 858
Support	276 263	262 471	258 419
TOTAL DU PORTEFEUILLE	299 565	285 773	280 661

CULTURE ET COMMUNICATIONS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de terrains et bâtisses	54	99
Gains sur dispositions d'immobilisations	825	
Location de locaux	1 117	1 262
Divers	2	
	<u>1 997</u>	<u>1 361</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	28	416
Subventions d'années antérieures	74	44
	<u>102</u>	<u>460</u>
Total des revenus divers	<u>2 099</u>	<u>1 820</u>
Total des revenus autonomes	<u>2 099</u>	<u>1 820</u>
Total des revenus	<u>2 099</u>	<u>1 820</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec					
Votés	62 204	53 834	1 362	7 008	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		5 016			
	<u>62 213</u>	<u>58 859</u>	<u>1 362</u>	<u>7 008</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État					
Votés	579 103	576 265		2 838	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>579 103</u>	<u>576 265</u>	<u>-</u>	<u>2 838</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Charte de la langue française					
Votés	28 941	25 673	46	3 221	
Permanents		147			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>28 941</u>	<u>25 820</u>	<u>46</u>	<u>3 221</u>	<u>-</u>
	<u>670 258</u>	<u>660 945</u>	<u>1 408</u>	<u>13 068</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	670 248	655 772	1 408	13 068	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		5 163			
	<u>670 258</u>	<u>660 945</u>	<u>1 408</u>	<u>13 068</u>	<u>-</u>
Dépenses	663 999	660 945		8 217	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	6 259		1 408	4 851	
	<u>670 258</u>	<u>660 945</u>	<u>1 408</u>	<u>13 068</u>	<u>-</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec			
Missions : Éducation et culture, service de la dette					
1. Gestion interne et soutien	59 035		1 353	26 218	20 837
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
2. Centre de conservation du Québec	2 537		8	1 527	916
Amortissement des immobilisations					
3. Conseil du patrimoine culturel du Québec	632			395	223
TOTAL	62 213	-	1 361	28 140	21 986
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					

PROGRAMME 2
Mission : Éducation et culture

Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État

1. Action culturelle et communications	167 640				
2. Musées nationaux	67 135				
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	21 772				
4. Société de développement des entreprises culturelles	63 824				
5. Société de télédiffusion du Québec	61 481				
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	94 539				
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	73 759				
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	28 954				
TOTAL	579 103	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action du Conseil du patrimoine culturel du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

			3 717	1 930		4 979	
							4 950
							25
				57		28	
							40
				14			
-	-	-	3 717	2 001	-	5 007	5 016

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

	164 802			2 527		311	
	67 135						
	21 772						
397	63 427						
	61 481						
	94 539						
	73 759						
	28 954						
397	575 869	-	-	2 527	-	312	-

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3					
Mission : Éducation et culture					
Charte de la langue française					
1. Coordination de la politique linguistique	1 870		1	852	198
Amortissement des immobilisations					
2. Office québécois de la langue française	25 360		39	17 081	3 594
Amortissement des immobilisations					
3. Conseil supérieur de la langue française	1 252		6	673	329
Amortissement des immobilisations					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	459				
TOTAL	28 941	-	46	18 605	4 121

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	670 248		1 408	46 746	26 097
Permanents	10				10
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
TOTAL	670 258	-	1 408	46 746 ⁽¹⁾	26 107

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 581 k\$ à l'égard du traitement de 54 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	46 746		46 746
Fonctionnement	26 107	5 163	31 270
Créances douteuses et autres provisions	397		397
Transfert	578 816		578 816
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette	3 717		3 717
	655 782	5 163	660 945

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

	616			70		133	1
	2 322			1 796		528	143
	9			71		164	3
				319		141	
-	2 947	-	-	2 255	-	966	147
397	578 816		3 717	6 783		6 285	5 138
							25
397	578 816	-	3 717	6 783	-	6 285	5 163

CULTURE ET COMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec				
Votés	62 704			
Permanents	10			
	62 713	-	-	
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État				
Votés	578 603			
Permanents				
	578 603	-	-	
Programme 3 - Charte de la langue française				
Votés	28 230	726		
Permanents				
	28 230	726	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	669 537	726		
Permanents	10			
	669 546	726	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(500)				62 204 10
-	-	-		(500)		-		62 213
				500				579 103
-	-	-		500		-		579 103
				(15)				28 941
-	-	-		(15)		-		28 941
				(15)				670 248 10
-	-	-		(15)		-		670 258

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État					
Aide au fonctionnement	51 258				
Aide aux immobilisations	96 713	136			67
Aide aux initiatives de partenariat	5 747				
Aide aux projets	7 764	52			
Autres interventions particulières en culture et en communications	6 158	29			
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	72 755				
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 004				
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	6 464				
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	88 075				
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	28 954				
Musée d'Art contemporain de Montréal	9 596				
Musée de la Civilisation	24 345				
Musée des beaux-arts de Montréal	16 548				
Musée national des beaux-arts du Québec	16 645				
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	7 821				
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	55 606	42 011			
Société de la Place des Arts de Montréal	15 609				
Société de télédiffusion du Québec	61 481				
Société du Grand Théâtre de Québec	6 163				
Total du programme 2	578 707	42 227			67
Programme 3 - Charte de la langue française					
Promotion et diffusion de la langue française	1 107	1			
Réussir ensemble en français	2 600	548			
Autres	327				
Total du programme 3	4 033	549			-
Total des crédits et dépenses	582 740	42 776			67

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
2 054		657		48 547						51 258	49 878
871		39 617		52 902				3 098		96 691	99 191
830		4 326		591						5 747	13 232
77		35		7 599						7 763	2 163
28		16		3 053		219				3 343	9 402
				1 004				72 755		72 755	73 191
								6 464		1 004	1 004
				77 770		10 305				6 464	6 185
								28 954		88 075	84 148
								9 596		28 954	28 507
								24 345		9 596	9 660
				16 548						24 345	24 511
								16 548		16 548	13 982
								16 645		16 645	14 939
								7 821		7 821	7 354
				12 456		1 140				55 606	60 403
								15 609		15 609	15 290
								61 481		61 481	60 502
								6 163		6 163	5 970
3 859		44 651		220 470		11 663		252 931		575 869	579 514
1		28		976		50				1 056	1 077
				1 334						1 882	1 887
						9				9	17
1		28		2 310		59		-		2 947	2 981
3 861		44 679		222 780		11 722		252 931		578 816	582 495

CULTURE ET COMMUNICATIONS

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Rémunération	121 098	121 098	120 711
Fonctionnement	64 001	64 001	66 834
Capital	122 728	122 705	118 998
Intérêt	41 011	41 011	41 303
Support	233 902	230 001	234 649
TOTAL DU PORTEFEUILLE	582 740	578 816	582 495

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	2015	2014
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	822	794
Régimes des eaux	1 510	846
Sécurité des barrages	1 010	1 063
	<u>3 342</u>	<u>2 704</u>
Autres		
Attestations d'assainissement		1 493
Droits relatifs à la protection de l'environnement	1 057	1 180
Divers	4	2
	<u>1 061</u>	<u>2 675</u>
Total des droits et permis	<u>4 403</u>	<u>5 379</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	63	67
Terrains et bâtisses	363	264
Location et concessions	1 021	1 021
Gains sur dispositions d'immobilisations	249	192
Gestion des barrages publics	1 889	2 029
Recouvrements de tiers	80	16
Divers	12	62
	<u>3 678</u>	<u>3 651</u>
Intérêts		
Débiteurs	29	66
	<u>29</u>	<u>66</u>
Amendes et confiscations		
Divers	1	1
	<u>1</u>	<u>1</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	252	2 177
Divers	14	23
	<u>265</u>	<u>2 199</u>
Total des revenus divers	<u>3 973</u>	<u>5 917</u>
Total des revenus autonomes	<u>8 376</u>	<u>11 296</u>
Total des revenus	<u>8 376</u>	<u>11 296</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement					
Votés	193 447	134 855	28 751	29 840	
Permanents	141	31		110	
Ne nécessitant pas de crédits		11 602			
	<u>193 588</u>	<u>146 488</u>	<u>28 751</u>	<u>29 950</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Votés	7 006	6 687	24	295	
Permanents		19			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>7 006</u>	<u>6 706</u>	<u>24</u>	<u>295</u>	<u>-</u>
	<u>200 594</u>	<u>153 194</u>	<u>28 775</u>	<u>30 245</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	200 453	141 542	28 775	30 136	
Permanents	141	31		110	
Ne nécessitant pas de crédits		11 622			
	<u>200 594</u>	<u>153 194</u>	<u>28 775</u>	<u>30 245</u>	<u>-</u>
Dépenses	146 894	153 194		5 322	
Prêts, placements, avances et autres	1 000		15	985	
Immobilisations	52 699		28 761	23 938	
	<u>200 594</u>	<u>153 194</u>	<u>28 775</u>	<u>30 245</u>	<u>-</u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Protection de l'environnement				
Mission : Économie et environnement						
1.	Politiques environnementales	22 752			9 989	379
2.	Développement durable, évaluations et suivi de l'environnement	15 715	4	387	10 276	1 324
3.	Analyse et expertise régionales	22 843			11 696	451
4.	Centre de contrôle environnemental du Québec	18 280		35	15 494	1 533
5.	Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	5 515		1 161	3 501	70
6.	Centre d'expertise hydrique du Québec	53 837	11	19 536	11 518	3 464
7.	Direction Permanents(1)	5 984 19		15	4 746	681 19
8.	Services à la gestion Permanents(2) Permanents(3) Amortissement des immobilisations	48 522 25 97		7 602	19 248	19 153
TOTAL		193 588	15	28 737	86 471	27 074
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						
(3) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).						
PROGRAMME 2		Bureau d'audiences publiques sur l'environnement				
Mission : Économie et environnement						
1.	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	7 006		24	4 512	2 175
	Amortissement des immobilisations					
TOTAL		7 006	-	24	4 512	2 175

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés, la protection des écosystèmes et des ressources ainsi que le développement du réseau d'aires protégées. Ce programme vise aussi à assurer l'exploitation et la pérennité des barrages publics ainsi que la gestion foncière du domaine hydrique de l'État et la sécurité des barrages du Québec.

	10 411			302		1 670	
	2 859					865	
	7 695			315		2 686	
						1 218	
						783	
	3					19 305	
	356			111		75	
	6					2 513	
12						13	
						97	
							11 602
12	21 330	-	-	727	-	29 223	11 602

Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.

				157		138	
							19
-	-	-	-	157	-	138	19

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	200 453	15	28 761	90 983	29 230
Permanents	141				19
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	200 594	15	28 761	90 983 ⁽¹⁾	29 249

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 12 152 k\$ à l'égard du traitement de 107 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	90 983		90 983
Fonctionnement	29 249	11 622	40 870
Créances douteuses et autres provisions	12		12
Transfert	21 330		21 330
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	141 573	11 622	153 194

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
12	21 330				884		29 251 110	
								11 622
12	21 330	-	-		884	-	29 361	11 622

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Protection de l'environnement				
Votés	190 024	11		
Permanents	35			
	190 058	11		-
Programme 2 - Bureau d'audiences publiques sur l'environnement				
Votés	5 299	157		
Permanents				
	5 299	157		-
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	195 323	168		
Permanents	35			
	195 357	168		-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
4 249	97			(836)		10		193 447 141
4 249	97	-		(836)		10		193 588
				1 550				7 006
-	-	-		1 550		-		7 006
4 249	97			714		10		200 453 141
4 249	97	-		714		10		200 594

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Protection de l'environnement					
Assainissement de l'air	3 300				
Programme ClimatSol	2 600				
Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines	293				
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	5 953				
Programme de sensibilisation aux algues bleu-vert	1 000				
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	380				
Programme partenaires pour la nature	1 843				
Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	263				
Soutien aux organismes de bassin versant	5 187				
Autres	5 114				
		22			
Total du programme 1	25 933	22		-	
Total des crédits et dépenses	25 933	22		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
		3 300								3 300	1 759
		1 696								1 696	1 106
253				40						293	1 839
		5 799								5 799	6 231
				1 000						1 000	1 000
				352						352	47
				1 781		5				1 786	3 015
				258						258	239
				5 187						5 187	5 187
6		264		1 148				219		1 658	3 138
259		11 059		9 766		5		219		21 330	23 561
259		11 059		9 766		5		219		21 330	23 561

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Capital	7 610	7 087	7 004
Intérêt	2 201	1 953	2 189
Support	16 122	12 290	14 367
TOTAL DU PORTEFEUILLE	25 933	21 330	23 561

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Droits et permis		
Autres		
Remboursement	1 737	1 654
Visa – Crédit d'impôt pour le design	128	135
Divers	28	35
	1 894	1 824
Total des droits et permis	1 894	1 824
Revenus divers		
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	1 342	
Divers	20	9
	1 361	9
Total des revenus divers	1 362	9
Total des revenus autonomes	3 255	1 833
Total des revenus	3 255	1 833

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations					
Votés	461 224	420 650	1 193	39 381	
Permanents	122	122			
Ne nécessitant pas de crédits		1 155			
	<u>461 346</u>	<u>421 926</u>	<u>1 193</u>	<u>39 381</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Votés	183 242	183 053		189	
Permanents	21	21			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>183 263</u>	<u>183 074</u>	<u>-</u>	<u>189</u>	<u>-</u>
	<u>644 609</u>	<u>605 000</u>	<u>1 193</u>	<u>39 571</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	644 466	603 702	1 193	39 570	
Permanents	143	143			
Ne nécessitant pas de crédits		1 155			
	<u>644 609</u>	<u>605 000</u>	<u>1 193</u>	<u>39 571</u>	<u>-</u>
Dépenses	641 464	605 000		37 619	
Prêts, placements, avances et autres	145		2	143	
Immobilisations	3 000		1 191	1 809	
	<u>644 609</u>	<u>605 000</u>	<u>1 193</u>	<u>39 571</u>	<u>-</u>

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations			
Mission : Économie et environnement					
1. Direction et services à la gestion Permanents(1) Amortissement des immobilisations	36 965 19	1	1 191	14 812	12 259 19
2. Politiques économiques et aide à l'entrepreneuriat	27 524			5 901	1 154
3. Développement des secteurs industriels stratégiques, des projets économiques majeurs et sociétés d'État	75 475			8 330	973
4. Commerce extérieur et exportations	27 387			4 960	3 013
5. Services aux entreprises et affaires territoriales Permanents(2)	112 161 103			14 334	1 730
6. Soutien à l'innovation	166 285			7 323	551
7. Centre de recherche industrielle du Québec	14 547				
8. Commission de l'éthique en science et technologie	779			433	141
9. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100				
TOTAL	461 346	2	1 191	56 095	19 840

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	1 815				1 479		5 408	
								1 155
	15 796				688		3 984	
	61 243				218		4 712	
	8 125				206		11 083	
103	88 910				353		6 833	
	154 506				177		3 728	
	14 339				208			
					32		173	
							100	
103	344 734	-	-		3 361	-	36 020	1 155

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2		Interventions relatives au Fonds du développement économique			
Mission : Économie et environnement					
1. Mandats gouvernementaux et autres programmes	127 924				
Permanents(1)	21				
2. Programme ESSOR	55 218				
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'interventions de développement économique	100				
TOTAL	183 263	-	-	-	-
(1) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	644 466	2	1 191	56 095	19 821
Permanents	143				19
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	644 609	2	1 191	56 095 ⁽¹⁾	19 840

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 286 k\$ à l'égard du traitement de 73 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	56 095		56 095
Fonctionnement	19 840	1 155	20 994
Créances douteuses et autres provisions	146 949		146 949
Transfert	344 734		344 734
Affectation à un fonds spécial	36 227		36 227
Service de la dette			
	603 845	1 155	605 000

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par le Fonds du développement économique dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds a été institué au sein du Ministère et son administration a été confiée à Investissement Québec.

122 271		5 563		89			
21							
24 554		30 664				100	
146 846	-	36 227	-	89	-	100	-
146 826	344 734	36 227		3 450		36 120	
124							1 155
146 949	344 734	36 227	-	3 450	-	36 120	1 155

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations				
Votés	460 510	715		
Permanents	19			
	460 529	715	-	
Programme 2 - Interventions relatives au Fonds du développement économique				
Votés	183 242			
Permanents				
	183 242	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	643 752	715		
Permanents	19			
	643 771	715	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(2)		103		461 224 122
-	-	-		(2)		103		461 346
						21		183 242 21
-	-	-		-		21		183 263
				(2)		124		644 466 143
-	-	-		(2)		124		644 609

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations				
Appui à l'innovation	12 927	8 094		
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence	16 988	1 121		73
Appui au redressement et à la rétention d'entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté	6 307	4 926		
Centre de recherche industrielle du Québec	14 547			
Économie sociale	1 735			
Exportation	18 275	1 302		
Fonds de partenariat pour un Québec innovant et en santé	18 302			5 881
Infrastructures en entrepreneuriat collectif	2 102			
Mesures de soutien à la recherche - autres	117 290			157
NovaScience	4 743	171		
Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres	40 803			
Soutien à l'entrepreneuriat et aide aux initiatives régionales	20 318	6 039		
Soutien à la valorisation des résultats de la recherche	34 775	5 116		716
Soutien aux centres locaux de développement	52 767	8 277		
Autres	9 899	542		
Total du programme 1	371 778	35 587		6 827
Total des crédits et dépenses	371 778	35 587		6 827

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
				311						8 405	12 673
628		105		14 911				38		16 875	15 683
		127		839						5 893	4 410
								14 339		14 339	15 593
		875		685						1 560	1 585
				6 169						7 471	14 274
4 858				7 398						18 137	500
				653						653	1 520
73 651		750		42 080						116 638	106 375
293		280		3 215		211				4 169	3 785
				37 333						37 333	32 536
160		1 236		12 593						20 028	19 611
4 353				23 013						33 198	32 842
				43 452						51 729	57 394
7		2 584		5 173				1		8 306	3 745
83 949		5 957		197 826		211		14 378		344 734	322 525
83 949		5 957		197 826		211		14 378		344 734	322 525

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Rémunération	8 924	8 511	10 626
Fonctionnement	5 889	5 828	7 300
Capital	66 355	65 818	63 831
Intérêt	7 257	6 999	9 580
Support	283 353	257 579	231 189
TOTAL DU PORTEFEUILLE	371 778	344 734	322 525

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2015	2014
Support	36 417	36 227	90 690
TOTAL DU PORTEFEUILLE	36 417	36 227	90 690

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Droits et permis		
Autres		
Divers	1	1
Total des droits et permis	<u>1</u>	<u>1</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	3	3
	<u>3</u>	<u>3</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	97	284
Subventions d'années antérieures	141	97
Dépenses sous forme d'indemnités	8 529	1 320
	<u>8 767</u>	<u>1 701</u>
Total des revenus divers	<u>8 770</u>	<u>1 703</u>
Total des revenus autonomes	<u>8 771</u>	<u>1 704</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	133 907	129 549
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>133 907</u>	<u>129 549</u>
Total des revenus	<u><u>142 678</u></u>	<u><u>131 254</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	135 559	105 497	6 246	23 817	
Permanents	71	71			
Ne nécessitant pas de crédits		5 793			
	<u>135 630</u>	<u>111 360</u>	<u>6 246</u>	<u>23 817</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Votés	9 350 124	9 176 858		173 266	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>9 350 124</u>	<u>9 176 858</u>	<u>-</u>	<u>173 266</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Développement du loisir et du sport					
Votés	70 916	68 544		2 372	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>70 916</u>	<u>68 544</u>	<u>-</u>	<u>2 372</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	1 083 219	1 067 447		15 771	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 083 219</u>	<u>1 067 447</u>	<u>-</u>	<u>15 771</u>	<u>-</u>
	<u>10 639 889</u>	<u>10 424 209</u>	<u>6 246</u>	<u>215 226</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	9 556 599	9 350 898	6 246	199 455	
Permanents	1 083 289	1 067 518		15 771	
Ne nécessitant pas de crédits		5 793			
	<u>10 639 889</u>	<u>10 424 209</u>	<u>6 246</u>	<u>215 226</u>	<u>-</u>
Dépenses	10 632 387	10 424 209		213 971	
Prêts, placements, avances et autres	7 502		6 246	1 256	
Immobilisations	<u>10 639 889</u>	<u>10 424 209</u>	<u>6 246</u>	<u>215 226</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Administration			
Mission : Éducation et culture					
1. Direction	9 572			3 981	510
Permanents(1)	71				71
2. Administration	68 142		6 237	20 251	28 042
Amortissement des immobilisations					
3. Développement pédagogique et soutien aux élèves	18 926			10 379	7 177
4. Soutien aux réseaux	15 680			12 942	1 521
5. Services aux anglophones, aux autochtones et aux communautés	3 711			2 951	334
6. Politiques et orientations	11 026			4 608	3 609
7. Loisirs et sports	4 916			2 834	1 087
8. Conseil supérieur de l'éducation	2 587		9	1 930	376
Amortissement des immobilisations					
9. Institut national des mines	1 000				
TOTAL	135 630	-	6 246	59 875	42 726

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	137				1 328		3 616	
					6 892		6 720	5 789
							1 370	
							1 218	
							426	
	1 790						1 019	
	70						926	
							272	
								3
	970				30			
-	2 966	-	-		8 250	-	15 567	5 793

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action du réseau d'enseignement préscolaire, primaire et secondaire en lui fournissant les services nécessaires à l'exercice de sa mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement du loisir et du sport et des organismes de consultation du domaine de l'éducation. Il a également pour objectif de réaliser des activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, d'estimer les besoins de formation et d'accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux établissements privés subventionnés et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

	7 334 070			55 593		4 429	
	282 225					1 742	
	714 178					48 391	
	469 294					61	
	34 491			5 526		119	
	342 600					347	
						57 058	
-	9 176 858	-	-	61 119	-	112 147	-

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

	39 072			900		130	
	29 472			600		743	
-	68 544	-	-	1 500	-	872	-

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4		Régimes de retraite			
Mission : Éducation et culture					
1. Régime de retraite des enseignants Permanents(1)	168 351				
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(2)	764 788				
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(3)	150 080				
TOTAL	1 083 219	-	-	-	-
(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).					
(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).					
(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	9 556 599	6 246	59 875	42 656
Permanents	1 083 289			71
Amortissement des immobilisations				
TOTAL	10 639 889	-	59 875 ⁽¹⁾	42 726

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 381 k\$ à l'égard du traitement de 69 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	59 875		59 875
Fonctionnement	42 726	5 793	48 519
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	10 315 815		10 315 815
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette	10 418 416	5 793	10 424 209

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme regroupe le régime de retraite des enseignants, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicable au personnel du réseau.

	153 145						15 206	
	764 223						565	
	150 080							
-	1 067 447	-	-	-	-	15 771	-	
	9 248 368			70 869		128 586		5 793
	1 067 447					15 771		
-	10 315 815	-	-	70 869	-	144 357	5 793	

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Administration				
Votés	132 430	3 552		
Permanents	10			
	132 440	3 552	-	
Programme 2 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire				
Votés	9 274 294			
Permanents				
	9 274 294	-	-	
Programme 3 - Développement du loisir et du sport				
Votés	70 916			
Permanents				
	70 916	-	-	
Programme 4 - Régimes de retraite				
Votés				
Permanents	1 052 692			
	1 052 692	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	9 477 640	3 552		
Permanents	1 052 702			
	10 530 342	3 552	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(423)				135 559
						61		71
-	-	-		(423)		61		135 630
				75 830				9 350 124
-	-	-		75 830		-		9 350 124
								70 916
-	-	-		-		-		70 916
						30 526		1 083 219
-	-	-		-		30 526		1 083 219
				75 407				9 556 599
						30 587		1 083 289
-	-	-		75 407		30 587		10 639 889

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Administration			
Affaires internationales et canadiennes	2 300		
Institut national des mines	1 000		
Autres	573		
Total du programme 1	3 873	-	-
Programme 2 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	10 440		
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	7 667 620		
Enseignement privé	469 355		
Programme d'action communautaire	18 302		
Service de la dette des commissions scolaires	819 627		
Transport scolaire	342 946		
Autres	21 835		
Total du programme 2	9 350 124	-	-
Programme 3 - Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec	5 011		
Kino-Québec	1 575		
Promotion du loisir	16 168		
Promotion du sport	24 026		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	23 934		
Autres	203		
Total du programme 3	70 916	-	-
Programme 4 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	764 788		
Régime de retraite des enseignants	168 351		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	150 080		
Total du programme 4	1 083 219	-	-
Total des crédits et dépenses	10 508 132	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
668				1 045		77				1 790	2 121
								970		970	980
38		7		161						206	548
706		7		1 207		77		970		2 966	3 649
				8 044						8 044	8 044
7 608 251										7 608 251	7 512 410
469 294										469 294	476 242
				18 302						18 302	18 210
714 178										714 178	701 700
342 600										342 600	346 079
229				14 256				1 705		16 189	18 805
9 134 552		-		40 601		-		1 705		9 176 858	9 081 490
						5 011				5 011	4 226
				1 575						1 575	1 575
		307		14 956						15 263	15 247
				22 733						22 733	23 333
		109		23 700						23 809	23 303
40				113						153	98
40		415		63 077		5 011		-		68 544	67 781
764 223										764 223	763 818
153 145										153 145	170 682
150 080										150 080	119 553
1 067 447		-		-		-		-		1 067 447	1 054 054
10 202 745		422		104 885		5 088		2 675		10 315 815	10 206 974

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Rémunération	8 848 797	8 656 481	8 413 709
Fonctionnement	785 068	785 068	929 355
Capital	515 543	515 543	483 761
Intérêt	227 498	227 498	241 789
Support	131 226	131 226	138 360
TOTAL DU PORTEFEUILLE	10 508 132	10 315 815	10 206 974

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	1 992	2 157
Divers		1
	<u>1 992</u>	<u>2 157</u>
Intérêts		
Aide financière de dernier recours	19 780	18 696
Divers	12	10
	<u>19 792</u>	<u>18 706</u>
Amendes et confiscations		
Frais - Chèques sans provision	210	215
	<u>210</u>	<u>215</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	265	411
Subventions d'années antérieures	512	209
Aide financière de dernier recours	68 842	76 928
Aide financière de dernier recours – R.R.Q.	494	732
Aide financière de dernier recours – Pensions alimentaires	17 332	17 039
Aide financière de dernier recours – Garants défaillants	2 122	2 321
Divers	21	25
	<u>89 588</u>	<u>97 665</u>
Total des revenus divers	<u>111 582</u>	<u>118 743</u>
Total des revenus autonomes	<u>111 582</u>	<u>118 743</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893 ⁽¹⁾	
Entente relative au marché du travail	638 014	640 162
Entente sur le marché du travail – Pacte pour l'emploi	115 221	115 980
	<u>799 128</u>	<u>756 142</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>799 128</u>	<u>756 142</u>
Total des revenus	<u><u>910 710</u></u>	<u><u>874 885</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) L'augmentation des revenus de 2015 comparativement à ceux de 2014 s'explique par la nouvelle attribution de ces derniers au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, qui est depuis 2015 l'unique signataire de l'entente avec le gouvernement fédéral. Auparavant, ces revenus étaient attribués au ministère de la Santé et des Services sociaux.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Mesures d'aide à l'emploi					
Votés	835 444	825 144		10 300	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>835 444</u>	<u>825 144</u>	<u>-</u>	<u>10 300</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide financière					
Votés	3 010 202	3 008 273		1 929	
Permanents	5 500	5 500			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 015 702</u>	<u>3 013 773</u>	<u>-</u>	<u>1 929</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Administration					
Votés	471 626	469 698	63	1 865	
Permanents	27	26			
Ne nécessitant pas de crédits		140			
	<u>471 653</u>	<u>469 865</u>	<u>63</u>	<u>1 865</u>	<u>-</u>
	<u>4 322 799</u>	<u>4 308 782</u>	<u>63</u>	<u>14 094</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	4 317 272	4 303 115	63	14 094	
Permanents	5 527	5 526			
Ne nécessitant pas de crédits		140			
	<u>4 322 799</u>	<u>4 308 782</u>	<u>63</u>	<u>14 094</u>	<u>-</u>
Dépenses	4 320 039	4 308 782		11 398	
Prêts, placements, avances et autres	1 650		10	1 640	
Immobilisations	1 110		53	1 056	
	<u>4 322 799</u>	<u>4 308 782</u>	<u>63</u>	<u>14 094</u>	<u>-</u>

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
	-	INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Économie et environnement					
Mesures d'aide à l'emploi					
1. Mesures d'aide à l'emploi	825 144				
2. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre de l'Entente sur le marché du travail	10 300				
TOTAL	835 444	-	-	-	-
PROGRAMME 2					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
Mesures d'aide financière					
1. Aide aux personnes et aux familles Permanents(1)	2 975 781 5 500				
2. Action communautaire	7 953				
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	26 469				
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi					
TOTAL	3 015 702	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre F-5). De plus, ce programme privilégie la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail par le biais de l'Entente sur le marché du travail.

			825 144				10 300	
-	-	825 144	-	-	-	10 300	-	

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les personnes, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau d'Emploi-Québec. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et leurs besoins essentiels qui leur sont reconnus. Il permet aussi, par le biais du programme Alternative jeunesse, de soutenir les jeunes adultes sur une base volontaire qui requièrent une aide financière pour assurer leur subsistance afin de les encourager à réaliser des activités leur permettant d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi.

5 500	2 953 746	20 385				1 649	
	4 098	3 618				237	
	26 425					43	
5 500	2 984 270	24 003	-	-	-	1 929	-

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3		Administration			
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
1. Direction et services à la gestion	214 699	1	42	50 389	58 149
Permanents(1)	10				9
Amortissement des immobilisations					
2. Centre de recouvrement	8 497			7 591	851
Permanents(2)	17				17
3. Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière	241 123	9	11	107 386	22 383
4. Politiques, analyse stratégique et action communautaire	7 307			6 241	553
TOTAL	471 653	10	53	171 607	81 962
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	4 317 272	10	53	171 607	81 936
Permanents	5 527				26
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	4 322 799	10	53	171 607 ⁽¹⁾	81 962

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 33 439 k\$ à l'égard du traitement de 328 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	171 607		171 607
Fonctionnement	81 962	140	82 103
Créances douteuses et autres provisions	5 500		5 500
Transfert	2 986 050		2 986 050
Affectation à un fonds spécial	1 063 522		1 063 522
Service de la dette			
	4 308 641	140	4 308 782

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au fonds du Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

	1 755	102 554				1 809	
							140
						55	
		111 333				1	
	25	488					
-	1 780	214 375	-	-	-	1 865	140

5 500	2 986 050	1 063 522				14 094	
							140
5 500	2 986 050	1 063 522	-	-	-	14 094	140

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi				
Votés	800 500			
Permanents				
	800 500	-	-	
Programme 2 - Mesures d'aide financière				
Votés	2 671 782		279 000	
Permanents	5 500			
	2 677 282	-	279 000	
Programme 3 - Administration				
Votés	483 483			
Permanents	10			
	483 493	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	3 955 765		279 000	
Permanents	5 510			
	3 961 275	-	279 000	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				34 944				835 444
-	-	-		34 944		-		835 444
				59 420				3 010 202 5 500
-	-	-		59 420		-		3 015 702
7 250				(19 107)		17		471 626 27
7 250	-	-		(19 107)		17		471 653
7 250				75 257		17		4 317 272 5 527
7 250	-	-		75 257		17		4 322 799

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 2 - Mesures d'aide financière					
Action communautaire	3 802				
Aide aux personnes et aux familles	2 953 746	67		1	
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	26 469				
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	500				
Total du programme 2	2 984 517	67		1	
Programme 3 - Administration					
Autres	2 075				
Total du programme 3	2 075	-		-	
Total des crédits et dépenses	2 986 592	67		1	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
				3 802						3 802	3 748
		2		5 861		2 947 815				2 953 746	2 958 039
						24 601		1 824		26 425	26 057
				296						296	566
-		2		9 959		2 972 417		1 824		2 984 270	2 988 410
				155				1 625		1 780	875
-		-		155		-		1 625		1 780	875
-		2		10 114		2 972 417		3 449		2 986 050	2 989 285

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Rémunération	2 140	1 801	1 796
Fonctionnement	1 612	1 612	803
Capital	10	10	13
Support	2 982 830	2 982 626	2 986 674
TOTAL DU PORTEFEUILLE	2 986 592	2 986 050	2 989 285

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2015	2014
Rémunération	140 354	138 020	154 649
Fonctionnement	63 946	63 910	55 203
Capital	12 200	12 111	10 926
Intérêt	343	343	835
Support	857 480	849 137	863 748
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 074 322	1 063 522	1 085 361

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Droits et permis		
Ressources minières		
Claim	6 268	7 972
Exploitation par baux	1 745	1 920
Renseignements généraux	75	67
Exploitation – Sable, gravier et autres	2 588	3 165
Exploitation minière	79 440 ⁽¹⁾	23 656
Divers	15	16
	90 131	36 795
Ressources hydrauliques		
Régimes des eaux	1 270	1 307
	1 270	1 307
Autres		
Études de dossiers	123	43
Divers	(45)	
	78	43
Total des droits et permis	91 478	38 146
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	84	88
Terres de l'État	2 243	2 174
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	782	198
Frais de vente et de location de terrains	596	560
Location et concessions	18 099	16 850
Frais d'administration	109	155
Frais d'inscription aux tirages au sort	170	169
Gains sur dispositions d'immobilisations	202	121
Dossier éolien – Tarif annuel d'une réserve de superficie	242	167
Divers	26	43
	22 554	20 525
Intérêts		
Droits sur les profits d'exploitation minière	2 940	399
Divers	46	41
	2 986	440
Amendes et confiscations		
Pénalités	35	54
Divers	7	11
	42	65

(1) L'augmentation des revenus de 2015 comparativement à ceux de 2014 s'explique par une augmentation des profits miniers, notamment due à l'effet de l'impôt minier minimum exigible en vertu du nouveau régime d'impôt minier en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	563	636
	563	636
Total des revenus divers	26 146	21 666
Total des revenus autonomes	117 624	59 811
Total des revenus	117 624	59 811

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles					
Votés	101 796	71 930	3 246	26 620	
Permanents	1 183	1 182			
Ne nécessitant pas de crédits		4 637			
	<u>102 979</u>	<u>77 750</u>	<u>3 246</u>	<u>26 620</u>	<u>-</u>
	<u>102 979</u>	<u>77 750</u>	<u>3 246</u>	<u>26 620</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	101 796	71 930	3 246	26 620	
Permanents	1 183	1 182			
Ne nécessitant pas de crédits		4 637			
	<u>102 979</u>	<u>77 750</u>	<u>3 246</u>	<u>26 620</u>	<u>-</u>
Dépenses	84 873	77 750		11 761	
Prêts, placements, avances et autres	100		2	98	
Immobilisations	18 005		3 244	14 762	
	<u>102 979</u>	<u>77 750</u>	<u>3 246</u>	<u>26 620</u>	<u>-</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Économie et environnement					
Gestion des ressources naturelles					
1. Ressources énergétiques	14 048			3 695	845
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
2. Ressources minérales	14 152		769	8 486	2 880
Permanents(1)	1 156				
Amortissement des immobilisations					
3. Direction du Ministère et services partagés	57 123	2	2 473	24 542	8 448
Permanents(2)	19				19
Amortissement des immobilisations					
4. Opérations régionales	16 474		2	9 591	4 409
Permanents(1)	7				
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	102 979	2	3 244	46 314	16 601

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	5 276	3 363			214		654	5 (45)
1 156					434		1 583	1 674
	185				6 390		15 083	2 801
7	210				385		1 877	202
1 164	5 672	3 363	-		7 423	-	19 197	4 637

Ce programme vise à assurer le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources énergétiques et minières dans une perspective de développement durable.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	101 796	2	3 244	46 314	16 582
Permanents	1 183				19
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	102 979	2	3 244	46 314 ⁽¹⁾	16 601

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 661 k\$ à l'égard du traitement de 59 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	46 314		46 314
Fonctionnement	16 601	4 682	21 283
Créances douteuses et autres provisions	1 164	(45)	1 118
Transfert	5 672		5 672
Affectation à un fonds spécial	3 363		3 363
Service de la dette			
	73 113	4 637	77 750

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
1 164	5 672	3 363			7 423		19 197	
								4 682 (45)
1 164	5 672	3 363	-		7 423	-	19 197	4 637

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles				
Votés	97 991	2 018		
Permanents	19			
	98 010	2 018		-
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	97 991	2 018		
Permanents	19			
	98 010	2 018		-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
110				1 677				101 796
						1 164		1 183
110	-	-		1 677		1 164		102 979
110				1 677				101 796
						1 164		1 183
110	-	-		1 677		1 164		102 979

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles					
Aide aux bioénergies	1 900	1 900			
Enfouissement des fils électriques	2 300				
Autres	2 270				
Total du programme 1	6 470	1 900		-	
Total des crédits et dépenses	6 470	1 900		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
										1 900	1 900
		2 226								2 226	2 276
4		201		1 339		2				1 545	2 334
4		2 427		1 339		2		-		5 672	6 511
4		2 427		1 339		2		-		5 672	6 511

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Capital	1 640	1 616	1 576
Intérêt	660	610	701
Support	4 170	3 445	4 234
TOTAL DU PORTEFEUILLE	6 470	5 672	6 511

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2015	2014
Rémunération	1 346	1 296	1 346
Fonctionnement	1 115	1 083	1 215
Intérêt	983	983	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	3 444	3 363	2 561

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	6 473	6 761
Divers	5	3
	<u>6 478</u>	<u>6 764</u>
Intérêts		
Prêts aux étudiants	14 205	15 829
	<u>14 205</u>	<u>15 829</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	887	1 159
Subventions d'années antérieures	140	1 327
Bourses d'études	12 231	6 281
	<u>13 258</u>	<u>8 767</u>
Total des revenus divers	<u>33 941</u>	<u>31 360</u>
Total des revenus autonomes	<u>33 942</u>	<u>31 360</u>
Total des revenus	<u><u>33 942</u></u>	<u><u>31 360</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	48 270	41 953		6 317	
Permanents	1	1			
Ne nécessitant pas de crédits		18			
	<u>48 271</u>	<u>41 972</u>	<u>-</u>	<u>6 317</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Organismes relevant du ministre					
Votés	28 477	27 873	7	596	
Permanents		9			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>28 477</u>	<u>27 882</u>	<u>7</u>	<u>596</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Aide financière aux études					
Votés	790 006	650 515	80 091	59 400	
Permanents	26 243	26 243			
Ne nécessitant pas de crédits		(2 850)			
	<u>816 249</u>	<u>673 908</u>	<u>80 091</u>	<u>59 400</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Enseignement supérieur					
Votés	5 381 238	5 287 712		93 526	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>5 381 238</u>	<u>5 287 712</u>	<u>-</u>	<u>93 526</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Organismes dédiés à la recherche					
Votés	174 106	173 777		329	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>174 106</u>	<u>173 777</u>	<u>-</u>	<u>329</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	164 525	164 525			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>164 525</u>	<u>164 525</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>6 612 866</u>	<u>6 369 777</u>	<u>80 098</u>	<u>160 168</u>	<u>-</u>

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	6 422 096	6 181 830	80 098	160 168	
Permanents	190 770	190 770			
Ne nécessitant pas de crédits		(2 824)			
	<u>6 612 866</u>	<u>6 369 777</u>	<u>80 098</u>	<u>160 168</u>	<u>-</u>
Dépenses	6 474 246	6 369 777		101 646	
Prêts, placements, avances et autres	138 600		80 091	58 509	
Immobilisations	20		7	13	
	<u>6 612 866</u>	<u>6 369 777</u>	<u>80 098</u>	<u>160 168</u>	<u>-</u>

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'administration des programmes confiés au Ministère. Ceux-ci concernent les domaines de l'enseignement supérieur et de l'aide financière aux études.

	85			187		881	
				328		722	
	2 136			378		3 652	18
				51		119	
-	2 220	-	-	943	-	5 374	18

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. De plus, il soutient la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes relevant du ministre.

	25 710			128			
				4		67	
				55		343	
-	25 710	-	-	186	-	410	9

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3		Aide financière aux études			
Mission : Éducation et culture					
1. Bourses consécutives aux prêts	583 453				
2. Intérêts et remboursement aux banques	187 011	80 091			
Permanents(1)	26 243				
Variation à la baisse de provisions					
3. Autres bourses	19 542				
TOTAL	816 249	80 091	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 4
Mission : Éducation et culture

Enseignement supérieur

1. Cégeps	1 767 144				
2. Universités	2 881 783				
3. Enseignement privé au collégial	122 580				
4. Service de la dette des cégeps	238 817				
5. Service de la dette des universités	357 160				
6. Soutien à des partenaires en éducation	956				
7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	12 798				
TOTAL	5 381 238	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

	583 452							
	47 896					59 024		
26 243								(2 850)
	19 167					376		
26 243	650 515	-	-	-	-	59 400		(2 850)

Ce programme vise à rendre accessibles les services d'enseignement aux étudiantes et aux étudiants des collèges et des universités, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

	1 750 429			16 715				
	2 804 045	22 000		49 214		6 524		
	114 740			7 840				
	238 817							
	357 113					47		
	569					387		
						12 798		
-	5 265 712	22 000	-	73 769	-	19 756		-

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
	-	INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5					
Mission : Économie et environnement					
Organismes dédiés à la recherche					
1. Fonds de recherche du Québec - Santé	77 073				
2. Fonds de recherche du Québec - Société et culture	47 651				
3. Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	49 382				
TOTAL	174 106	-	-	-	-
PROGRAMME 6					
Mission : Éducation et culture					
Régimes de retraite					
1. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents(1)	139 929				
2. Régime de retraite du personnel d'encadrement					
Permanents(2)	24 596				
TOTAL	164 525	-	-	-	-
(1) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).					
(2) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires, dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance.

	76 939			134			
	47 552			99			
	49 286			96			
-	173 777	-	-	329	-	-	-

Ce programme regroupe le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicable au personnel des réseaux.

	139 929						
	24 596						
-	164 525	-	-	-	-	-	-

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE (a)					
Votés	6 422 096	80 091	7	34 864	7 032
Permanents	190 770				1
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	6 612 866	80 091	7	34 864 ⁽¹⁾	7 034

(a) Le 27 février 2015, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 142-2015, la responsabilité de ce portefeuille a été confiée au ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 4 536 k\$ à l'égard du traitement de 43 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	34 864		34 864
Fonctionnement	7 034	26	7 060
Créances douteuses et autres provisions	26 243	(2 850)	23 393
Transfert	6 282 460		6 282 460
Affectation à un fonds spécial	22 000		22 000
Service de la dette	6 372 600	(2 824)	6 369 777

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	6 117 934	22 000			75 227		84 940	
26 243	164 525							26 (2 850)
26 243	6 282 460	22 000	-		75 227	-	84 940	(2 824)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Administration				
Votés	48 257			
Permanents				
	48 257	-	-	
Programme 2 - Organismes relevant du ministre				
Votés	28 477			
Permanents				
	28 477	-	-	
Programme 3 - Aide financière aux études				
Votés	790 006			
Permanents	6 000			
	796 006	-	-	
Programme 4 - Enseignement supérieur				
Votés	5 385 546			
Permanents				
	5 385 546	-	-	
Programme 5 - Organismes dédiés à la recherche				
Votés	166 878			
Permanents				
	166 878	-	-	
Programme 6 - Régimes de retraite				
Votés	147 113			
Permanents				
	147 113	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	6 419 163			
Permanents	153 113			
	6 572 276	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				13				48 270
						1	1	
-	-	-		13		1		48 271
								28 477
-	-	-		-		-		28 477
						20 243		790 006
-	-	-		-		20 243		26 243
								816 249
				(4 308)				5 381 238
-	-	-		(4 308)		-		5 381 238
				7 228				174 106
-	-	-		7 228		-		174 106
						17 412		164 525
-	-	-		-		17 412		164 525
				2 933				6 422 096
						37 657		190 770
-	-	-		2 933		37 657		6 612 866

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé	Établissements de santé et de services sociaux
		+	+
Programme 1 - Administration			
Autres	5 050		
Total du programme 1	5 050	-	-
Programme 2 - Organismes relevant du ministre			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	25 838		
Total du programme 2	25 838	-	-
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	583 453		
Intérêts et remboursements aux banques	48 416		
Autres	19 542		
Total du programme 3	651 411	-	-
Programme 4 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement			
Cégeps	1 767 144		
Enseignement privé au collégial	122 580		
Universités	2 851 783		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	28 948		
Service de la dette			
Service de la dette des cégeps	222 667		
Service de la dette des universités	357 160		
Autres	956		
Total du programme 4	5 351 238	-	-
Programme 5 - Organismes dédiés à la recherche			
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	49 382		
Fonds de recherche du Québec - Santé	77 073		29 940
Fonds de recherche du Québec - Société et Culture	47 651		
Total du programme 5	174 106	-	29 940
Programme 6 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	139 929		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	24 596		
Total du programme 6	164 525	-	-
Total des crédits et dépenses	6 372 168	-	29 940

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
217				1 938		66				2 220	5 019
217		-		1 938		66		-		2 220	5 019
								25 710		25 710	25 738
-		-		-		-		25 710		25 710	25 738
						583 452				583 452	516 451
						47 896				47 896	44 572
						19 167				19 167	18 538
-		-		-		650 515		-		650 515	579 562
1 747 079				3 350						1 750 429	1 739 229
114 740										114 740	119 186
2 804 045										2 804 045	2 826 817
28 943										28 943	34 301
209 874										209 874	217 720
357 113										357 113	350 170
250				319						569	1 298
5 262 043		-		3 669		-		-		5 265 712	5 288 722
32 010						13 719		3 558		49 286	42 739
19 455						22 455		5 088		76 939	77 444
30 591						13 110		3 851		47 552	45 813
82 056		-		-		49 284		12 496		173 777	165 996
139 929										139 929	129 113
24 596										24 596	18 235
164 525		-		-		-		-		164 525	147 349
5 508 842		-		5 606		699 865		38 206		6 282 460	6 212 385

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSESAnnée financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Rémunération	4 138 225	4 048 517	4 048 574
Fonctionnement	794 320	794 320	803 472
Capital	438 191	438 191	428 489
Intérêt	183 497	183 497	199 879
Support	817 935	817 935	731 970
TOTAL DU PORTEFEUILLE	6 372 168	6 282 460	6 212 385

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSESAnnée financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2015	2014
Support	30 000	22 000	25 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	30 000	22 000	25 000

FAMILLE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	163	93
Honoraires – Dossiers publics	13 296	13 272
Honoraires – Dossiers privés	39	51
Total des droits et permis	13 498	13 416
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	1	1
	1	1
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	43	53
	43	54
Amendes et confiscations		
Divers	18	3
	18	3
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 026	416
Subventions d'années antérieures	2 142	1 620
	3 168	2 036
Total des revenus divers	3 229	2 093
Total des revenus autonomes	16 728	15 509
Total des revenus	16 728	15 509

FAMILLE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Planification, recherche et administration					
Votés	66 678	47 347	5 161	14 169	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		6 080			
	<u>66 687</u>	<u>53 436</u>	<u>5 161</u>	<u>14 169</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide à la famille					
Votés	2 478 243	2 474 394		3 849	
Permanents	246	246			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>2 478 490</u>	<u>2 474 640</u>	<u>-</u>	<u>3 849</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Condition des aînés					
Votés	20 514	14 869		5 645	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>20 514</u>	<u>14 869</u>	<u>-</u>	<u>5 645</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Curateur public					
Votés	51 837	40 308	7 486	4 043	
Permanents	13 745	13 671		74	
Ne nécessitant pas de crédits		3 461			
	<u>65 582</u>	<u>57 440</u>	<u>7 486</u>	<u>4 117</u>	<u>-</u>
	<u>2 631 272</u>	<u>2 600 385</u>	<u>12 648</u>	<u>27 779</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	2 617 271	2 576 918	12 648	27 705	
Permanents	14 001	13 927		74	
Ne nécessitant pas de crédits		9 540			
	<u>2 631 272</u>	<u>2 600 385</u>	<u>12 648</u>	<u>27 779</u>	<u>-</u>
Dépenses	2 603 985	2 600 385		13 140	
Prêts, placements, avances et autres	1 002			1 002	
Immobilisations	26 285		12 647	13 638	
	<u>2 631 272</u>	<u>2 600 385</u>	<u>12 648</u>	<u>27 779</u>	<u>-</u>

FAMILLE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
Planification, recherche et administration					
1. Planification, recherche et administration	66 678		5 161	31 427	13 516
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	66 687	-	5 161	31 427	13 526
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					

PROGRAMME 2					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
Mesures d'aide à la famille					
1. Gestion des services à la famille	15 526				1 908
2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	2 265 292				
Permanents(1)	115				
3. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	32 137				
4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	81 946				
5. Soutien aux enfants	30 433				
Permanents(1)	132				
6. Organismes communautaires	19 299				
7. Régime d'assurance collective et de congés de maternité	33 610				
TOTAL	2 478 490	-	-	-	1 908
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement et au mieux-être des familles, des enfants et des aînés, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, à diriger et à coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

	2 404			1 390		12 779	
							6 080
-	2 404	-	-	1 390	-	12 779	6 080

Ce programme permet de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. Il a comme objectif le financement du fonctionnement des services de garde éducatifs à l'enfance ainsi que celui des infrastructures des centres de la petite enfance (CPE), du régime de retraite et du régime d'assurance collective à l'intention du personnel des CPE, des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familiale et des garderies subventionnées. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires oeuvrant auprès des familles, le financement en lien avec leur mission globale ainsi que le financement des services de haltes-garderies communautaires. Il assure également le soutien aux municipalités et aux municipalités régionales de comté qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Enfin, il finance l'administration du programme de Soutien aux enfants offert sous forme d'un crédit d'impôt remboursable.

	12 942			57		619	
	2 262 288			2 005		1 000	
115							
	32 137						
	81 946						
	30 433						
132							
	19 250					49	
	33 491					119	
246	2 472 486	-	-	2 062	-	1 788	-

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
	-	INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
Condition des aînés					
1. Secrétariat aux aînés	20 514				223
TOTAL	20 514	-	-	-	223

PROGRAMME 4
Mission : Soutien aux personnes et aux familles

Curateur public

1. Curateur public	51 837		7 486	31 225	9 083
Permanents(1)	100				
Permanents(2)	13 645			12 422	1 223
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	65 582	-	7 486	43 646	10 307

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur le Curateur public (RLRQ, chapitre C-81).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme assure le financement du Secrétariat aux aînés. Il a comme objectif de favoriser le vieillissement actif de la société québécoise. Le Secrétariat aux aînés planifie, conseille, concerte et soutient des politiques ou mesures propices à combattre les préjugés, à favoriser la participation, la santé et la sécurité des aînés, et ce, dans une perspective d'équité intergénérationnelle et de respect de la diversité.

	14 646			116		5 529	
-	14 646	-	-	116	-	5 529	-

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

26				200		3 843 74	
							3 461
26	-	-	-	200	-	3 917	3 461

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
	-	INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	2 617 271		12 647	62 652	24 730
Permanents	14 001			12 422	1 233
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	2 631 272	-	12 647	75 073 ⁽¹⁾	25 963

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 656 k\$ à l'égard du traitement de 57 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	75 073		75 073
Fonctionnement	25 963	9 540	35 504
Créances douteuses et autres provisions	272		272
Transfert	2 489 536		2 489 536
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	2 590 845	9 540	2 600 385

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
272	2 489 536				3 767		23 938 74	9 540
272	2 489 536	-	-		3 767	-	24 012	9 540

FAMILLE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Planification, recherche et administration				
Votés	67 081	1 390		
Permanents	10			
	67 091	1 390	-	
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille				
Votés	2 264 415	57	209 600	
Permanents	100			
	2 264 515	57	209 600	
Programme 3 - Condition des aînés				
Votés	24 351	116		
Permanents				
	24 351	116	-	
Programme 4 - Curateur public				
Votés	51 837			
Permanents	100			
	51 937	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	2 407 684	1 563	209 600	
Permanents	210			
	2 407 893	1 563	209 600	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(1 794)				66 678
								10
-	-	-		(1 794)		-		66 687
				4 171		146		2 478 243
-	-	-		4 171		146		246
				(3 953)				20 514
-	-	-		(3 953)		-		20 514
		13 645						51 837
-	-	13 645		-		-		13 745
				(1 575)		146		2 617 271
-	-	13 645		(1 575)		146		14 001
								2 631 272

FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Planification, recherche et administration				
Plan d'action égalité - Conciliation travail famille	2 273	30		
Autres	381	2		14
Total du programme 1	2 654	31		14
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille				
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	30 423			
Allocation familiale et allocation pour enfant handicapé	10			
Amélioration de la qualité des services de garde	868			
Autres mesures pour les employés syndiqués des centres de la petite enfance	4 615			
Autres mesures pour les responsables d'un service de garde en milieu familial	2 128			
Entente avec le Gouvernement de la nation Crie	19 969			
Haltes-garderies	3 849			
Organismes communautaires - famille	19 299			
Régime d'assurance collective et de congés de maternité	33 610			
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	81 946			
Subvention annuelle des garderies	472 788	472 788		
Subvention de la garde en milieu familial	695 311			
Subvention des centres de la petite enfance	1 076 224	257		
Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	32 137			
Subventions de développement et d'investissements				
Autres	1 551	811		
Total du programme 2	2 474 730	473 856		-
Programme 3 - Condition des aînés				
Lutte contre la maltraitance envers les aînés	1 086			714
Politique Vieillir chez soi	18 021	3		210
Autres	70	1		
Total du programme 3	19 177	4		924
Total des crédits et dépenses	2 496 560	473 891		938

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
270		171		1 606				40		2 117	2 129
46		56		143				27		287	454
316		227		1 749		-		67		2 404	2 584
								30 423		30 423	30 910
						10				10	17
				797						797	2 700
				4 615						4 615	271
				877		1 252				2 128	9 519
		912		17 052						17 964	15 602
				3 849						3 849	3 848
				19 250						19 250	19 457
				33 491						33 491	25 374
				81 946						81 946	80 216
										472 788	443 079
				695 311						695 311	657 712
				1 075 967						1 076 224	1 081 264
				32 137						32 137	28 916
		693		48						1 551	8
											1 740
-		1 605		1 965 341		1 261		30 423		2 472 486	2 400 634
180		100								994	2 462
262		9 119		3 995						13 589	17 320
		3		59						62	160
442		9 221		4 054		-		-		14 646	19 942
759		11 053		1 971 144		1 261		30 490		2 489 536	2 423 159

FAMILLE

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Fonctionnement	30 448	30 448	31 015
Capital	21 687	21 687	20 705
Intérêt	10 774	10 774	9 527
Support	<u>2 433 651</u>	<u>2 426 628</u>	<u>2 361 912</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 496 560</u>	<u>2 489 536</u>	<u>2 423 159</u>

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations pour les services de santé		
Cotisations des employeurs – Fonds des services de santé	6 632 264	6 539 774
Cotisations des particuliers – Fonds des services de santé	245 360	240 125
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	6 877 624	6 779 900
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Garantie de prêts – Sociétés d'état	204 697	206 176
Honoraires sur garantie gouvernementale	14 350	25 288
Divers		2
	219 047	231 466
Intérêts		
Comptes de banque	1 443	281
Prêts	240	240
Dividendes	6 677 ⁽¹⁾	27 807
	8 360	28 328
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	6 442	2 311
Produits de la criminalité	3 666	3 920
	10 108	6 230
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	19 708	26 511
Subventions d'années antérieures		221
	19 708	26 733
Total des revenus divers	257 222	292 756

(1) La diminution des revenus de 2015 comparativement à ceux de 2014 s'explique par le dividende reçu en 2014 par la Société québécoise des infrastructures à la suite d'un gain sur disposition de la portion nord de l'Îlot Voyageur (réf. : décret 305-2014).

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement (2)		
Hydro-Québec	2 464 000 ⁽³⁾	2 207 000
Loto-Québec	1 025 556	1 055 314
Société des alcools du Québec	1 033 690	1 003 042
Total des revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	4 523 246	4 265 356
Total des revenus autonomes	11 658 092	11 338 012
Transferts du gouvernement fédéral		
Péréquation	9 285 666 ⁽⁴⁾	7 833 036
Transferts pour la santé	4 852 150 ^(A)	5 289 540
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 587 985 ^(B)	1 533 956
Compensation pour l'harmonisation de la TVQ à la TPS	⁽⁵⁾	1 037 000
Autres programmes	(234 917) ^(C)	(478 383)
Total des transferts du gouvernement fédéral	15 490 884	15 215 149
Total des revenus	27 148 976	26 553 160

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(2) Aux fins des états financiers consolidés du gouvernement, la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises est de 5 335 912 k\$ en 2014-2015 (5 242 517 k\$ en 2013-2014). Le détail est présenté à l'annexe 8 des états financiers consolidés du gouvernement.

(3) L'augmentation des revenus de 2015 comparativement à ceux de 2014 s'explique principalement par un solide rendement de l'ensemble des activités dans un contexte marqué par des températures froides en début d'année, tant au Québec que sur les marchés hors Québec.

(4) L'augmentation des revenus de 2015 comparativement à ceux de 2014 s'explique principalement, d'une part, par l'effet de la baisse du dividende d'Hydro-Québec en 2012-2013 en raison de l'abandon d'activités attribuable à la fermeture définitive de la centrale nucléaire de Gentilly-2 et, d'autre part, par l'intégration des révisions à la hausse de la population du Québec provenant du Recensement de 2011.

(5) La diminution des revenus de 2015 comparativement à ceux de 2014 s'explique par la fin, en 2013-2014, de l'affectation aux revenus de cette compensation financière.

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
A) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
Année courante	7 420 294 ⁽⁶⁾	10 454 020
Révisions des années antérieures	112 941	354 501
	<u>7 533 235</u>	<u>10 808 521</u>
Transferts fiscaux		
Année courante	⁽⁶⁾	(3 225 564)
Révisions des années antérieures	(96 566)	(197 145)
	<u>(96 566)</u>	<u>(3 422 709)</u>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(2 134 052)	(2 080 923)
Révisions des années antérieures	(20 467)	(73 350)
	<u>(2 154 519)</u>	<u>(2 154 273)</u>
Fonds de transfert visant la réduction des temps d'attente		58 001
	<u>5 282 150</u>	<u>5 289 540</u>
Affectation au Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	(430 000) ⁽⁷⁾	
	<u>4 852 150</u>	<u>5 289 540</u>
B) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
Année courante	2 908 406	2 834 015
Révisions des années antérieures	90	20 303
	<u>2 908 496</u>	<u>2 854 318</u>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(1 307 968)	(1 275 405)
Révisions des années antérieures	(12 543)	(44 957)
	<u>(1 320 511)</u>	<u>(1 320 362)</u>
	<u>1 587 985</u>	<u>1 533 956</u>

(6) La variation des revenus de 2015 comparativement à ceux de 2014 pour les Droits totaux et Transferts fiscaux s'explique par le fait qu'en 2014-2015 un changement a été apporté à la formule d'établissement des Transferts pour la santé (TCS). Depuis 2014-2015, les TCS ne tiennent plus compte de la valeur des points d'impôt transférés aux provinces. Ils sont alloués selon un montant égal par habitant.

(7) La diminution des revenus de 2015 comparativement à ceux de 2014 s'explique par une nouvelle affectation en 2014-2015 d'une portion des revenus de transferts pour la santé conformément aux orientations du Budget 2014-2015.

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	2015	2014
C) Autres programmes		
Transfert fiscal – Programme d'allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)	(766 347)	(767 263)
Programme canadien de prêts aux étudiants	331 638 ⁽⁸⁾	294 162
Paiements de stabilisation	103 400 ⁽⁹⁾	
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	53 156	54 736
Autres	43 236	(60 019)
	(234 917)	(478 383)

(8) L'augmentation des revenus de 2015 comparativement à ceux de 2014 s'explique principalement par une hausse du paiement compensatoire reçu en 2014-2015 pour l'année de prêt 2013-2014 et le taux de croissance prévu du montant compensatoire contenu dans le plus récent rapport actuariel du Programme canadien de prêts aux étudiants.

(9) L'augmentation des revenus de 2015 comparativement à ceux de 2014 s'explique par le règlement du litige avec le gouvernement fédéral concernant le programme de stabilisation des revenus à l'égard de l'année 1991-1992. Ce programme permet à une province d'être admissible à une compensation du gouvernement fédéral lorsqu'elle subit une baisse de ses revenus qui est causée par la conjoncture économique et qui n'est pas liée à des changements dans la structure d'imposition de cette province.

FINANCES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction du Ministère					
Votés	557 069	40 970	515 985	114	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		477			
	<u>557 079</u>	<u>41 457</u>	<u>515 985</u>	<u>114</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement					
Votés	53 837	49 889	63	3 885	
Permanents	6 343	5 146		1 197	
Ne nécessitant pas de crédits		131			
	<u>60 179</u>	<u>55 165</u>	<u>63</u>	<u>5 082</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Service de la dette					
Votés	8 000	7 657		343	
Permanents	8 618 922	8 163 180		455 742	
Ne nécessitant pas de crédits		(24 667)			
	<u>8 626 922</u>	<u>8 146 170</u>	<u>-</u>	<u>456 085</u>	<u>-</u>
	<u>9 244 180</u>	<u>8 242 792</u>	<u>516 048</u>	<u>461 281</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	618 906	98 516	516 048	4 342	
Permanents	8 625 274	8 168 335		456 939	
Ne nécessitant pas de crédits		(24 058)			
	<u>9 244 180</u>	<u>8 242 792</u>	<u>516 048</u>	<u>461 281</u>	<u>-</u>
Dépenses	8 728 132	8 242 792		461 281	
Prêts, placements, avances et autres	515 747		515 746		
Immobilisations	302		302		
	<u>9 244 180</u>	<u>8 242 792</u>	<u>516 048</u>	<u>461 281</u>	<u>-</u>

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Gouverne et justice					
Direction du Ministère					
1. Direction et services à la gestion	28 904	1	239	13 951	11 683
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
2. Institut de la statistique du Québec	12 419				
3. Société de financement des infrastructures locales du Québec	515 746	515 746 (2)			
TOTAL	557 079	515 746	239	13 951	11 692
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
(2) Ce montant a été porté à la dette nette et vise à pourvoir au paiement des dépenses de la Société de financement des infrastructures locales du Québec, à la suite de la mise en œuvre de la norme comptable révisée sur les paiements de transfert, qui est entrée en vigueur le 1er avril 2012 (réf. : décret 1152-2014).					
PROGRAMME 2					
Mission : Gouverne et justice					
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement					
1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	20 840			14 532	485
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	5 962		61	5 789	19
3. Frais de services bancaires Permanents(1)	6 343				5 146
4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	13 583		2	13 186	395
Amortissement des immobilisations					
5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	10 688				8 743
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	2 763				
TOTAL	60 179	-	63	33 507	14 787

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec et à assurer le financement des infrastructures.

	2 931			100				
								477
	12 406			14				
-	15 337	-	-	114	-	-		477

Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.

	4 795			1 028				
				94				
							1 197	
								131
	1 607	338						
				1 750		1 013		
4 795	1 607	338	-	2 872	-	2 210		131

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3		Service de la dette			
Mission : Service de la dette					
1. Service de la dette directe					
Permanents(1)	5 514 000				
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite					
Permanents(2)	3 104 922				
3. Intérêts sur le régime de rentes de conjoints survivants	8 000				
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés					
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette					
TOTAL	8 626 922	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police, (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(3) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur la dette de 5 730 582 k\$ réduit de revenus de 672 324 k\$ dont 550 291 k\$ proviennent du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement.

(4) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite de 5 571 152 k\$ réduit de revenus de 2 466 230 k\$ dont 2 430 448 k\$ proviennent du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR).

(5) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur le régime de rentes de conjoints survivants de 25 920 k\$ réduit de revenus de 18 263 k\$ provenant du Fonds du Régime de rentes de survivants.

(6) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés de 32 810 k\$ réduit de revenus de 57 477 k\$ provenant du Fonds des congés de maladie accumulés.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe, à la dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite, à la dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés et à la dépense d'intérêts sur le régime de rentes de conjoints survivants.

				5 058 258 ⁽³⁾			455 742	
				3 104 922 ⁽⁴⁾				
				7 657 ⁽⁵⁾			343	
								(24 667) ⁽⁶⁾
-	-	-	8 170 836	-	-	456 085	(24 667)	

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	618 906	515 746	302	47 458	21 325
Permanents	8 625 274				5 155
Amortissement des immobilisations					
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette					
TOTAL	9 244 180	515 746	302	47 458 ⁽¹⁾	26 480

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 10 394 k\$ à l'égard du traitement de 85 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	47 458		47 458
Fonctionnement	26 480	608	27 088
Créances douteuses et autres provisions	4 795		4 795
Transfert	16 944		16 944
Affectation à un fonds spécial	338		338
Service de la dette	8 170 836	(24 667)	8 146 170
	8 266 851	(24 058)	8 242 792

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
4 795	16 944	338	7 657 8 163 180		2 986		1 356 456 939	
								608 (24 667)
4 795	16 944	338	8 170 836		2 986	-	458 295	(24 058)

FINANCES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Direction du Ministère				
Votés	556 856			
Permanents	10			
	556 865	-	-	
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement				
Votés	88 329	1 291		
Permanents	6 343			
	94 672	1 291	-	
Programme 3 - Service de la dette				
Votés	8 000			
Permanents	8 594 000			
	8 602 000	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	653 185	1 291		
Permanents	8 600 352			
	9 253 537	1 291	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				213				557 069
								10
-	-	-		213		-		557 079
				(35 783)				53 837
-	-	-		(35 783)		-		6 343
								60 179
						24 922		8 000
-	-	-		-		24 922		8 618 922
								8 626 922
				(35 569)				618 906
-	-	-		(35 569)		24 922		8 625 274
						24 922		9 244 180

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Direction du Ministère					
Institut de la statistique du Québec	12 419				
Autres	2 931	1			
Total du programme 1	15 350	1		-	
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement					
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir	1 212				
Autres	1 607				
Total du programme 2	2 819	-		-	
Total des crédits et dépenses	18 169	1		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
				187				12 406		12 406	12 880
								2 743		2 931	11 159
-		-		187		-		15 149		15 337	24 038
				1 607						1 607	2 425
-		-		1 607		-		-		1 607	2 425
-		-		1 794		-		15 149		16 944	26 463

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Rémunération	9 584	9 584	9 900
Fonctionnement	2 836	2 822	2 980
Support	5 750	4 538	13 584
TOTAL DU PORTEFEUILLE	18 169	16 944	26 463

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2015	2014
Fonctionnement			310
Support	338	338	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	338	338	310

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Droits et permis		
Ressources forestières		
Usines de transformation du bois	608	604
Bois achetés en vertu des garanties d'approvisionnement	24 749	2 577
Érablières	2 627	2 464
Divers	26	8
	<u>28 011</u>	<u>5 652</u>
Autres		
Permis de chasse, pêche et piégeage	32 316	32 449
Permis commerciaux et particuliers	268	250
Droits pour activités commerciales	1 288	1 336
	<u>33 872</u>	<u>34 034</u>
Total des droits et permis	<u>61 883</u>	<u>39 687</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Protection des forêts	3 255	3 482
Gains sur dispositions d'immobilisations	153	
Divers	12	
	<u>3 419</u>	<u>3 482</u>
Intérêts		
Autres revenus	1 161	1 006
Divers	41	
	<u>1 202</u>	<u>1 006</u>
Amendes et confiscations		
Pénalités	50	
Divers	1	
	<u>51</u>	<u>-</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	174	
	<u>174</u>	<u>-</u>
Total des revenus divers	<u>4 845</u>	<u>4 488</u>
Total des revenus autonomes	<u>66 728</u>	<u>44 175</u>
Total des revenus	<u>66 728</u>	<u>44 175</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Forêts					
Votés	316 985	295 527	1 655	19 802	
Permanents	14 128	14 108		21	
Ne nécessitant pas de crédits		3 780			
	<u>331 113</u>	<u>313 415</u>	<u>1 655</u>	<u>19 823</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Faune et Parcs					
Votés	152 067	131 812	7 915	12 340	
Permanents	126	126			
Ne nécessitant pas de crédits		8 200			
	<u>152 193</u>	<u>140 138</u>	<u>7 915</u>	<u>12 340</u>	<u>-</u>
	<u>483 306</u>	<u>453 553</u>	<u>9 570</u>	<u>32 163</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	469 051	427 339	9 570	32 143	
Permanents	14 255	14 234		21	
Ne nécessitant pas de crédits		11 980			
	<u>483 306</u>	<u>453 553</u>	<u>9 570</u>	<u>32 163</u>	<u>-</u>
Dépenses	464 443	453 553		22 870	
Prêts, placements, avances et autres	10			10	
Immobilisations	18 853		9 570	9 284	
	<u>483 306</u>	<u>453 553</u>	<u>9 570</u>	<u>32 163</u>	<u>-</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Forêts			
Mission : Économie et environnement					
1. Ressources forestières	196 407				
Permanents(1)	2 385				
Permanents(2)	20				
Permanents(3)	11 714				11 714
2. Forestier en chef	5 820		2	4 868	684
Amortissement des immobilisations					
3. Direction du Ministère	18 823		1	4 491	12 563
Permanents(4)	10				9
Amortissement des immobilisations					
4. Opérations régionales	95 935		1 652	57 551	13 225
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	331 113	-	1 655	66 909	38 194
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					
(2) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).					
(3) Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).					
(4) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					

PROGRAMME 2

Mission : Économie et environnement

Faune et Parcs

1. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	100 178		2 967	55 204	22 926
Permanents(1)	126				
Amortissement des immobilisations					
2. Gestion des parcs	51 888		4 948	1 295	14 198
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	152 193	-	7 915	56 500	37 124
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à gérer l'aménagement durable des forêts publiques, à participer au développement de l'industrie des produits forestiers et de la mise en valeur des forêts privées.

		185 238		11 169				
2 385							20	
				144			122	33
	360			1 408		1	1	
								15
	115	16 434		3 790		3 169		
								3 732
2 385	475	201 672	-	16 511	-	3 312		3 780

Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats. Il permet également de développer un réseau de parcs nationaux et d'en assurer la gestion et la protection.

	11 828			1 951		5 303		
126								5 630
	26 360			3 178		1 909		
								2 570
126	38 188	-	-	5 129	-	7 212		8 200

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
	-	INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	469 051		9 570	123 409	63 596
Permanents	14 255				11 723
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	483 306	-	9 570	123 409 ⁽¹⁾	75 319

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 13 282 k\$ à l'égard du traitement de 141 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	123 409		123 409
Fonctionnement	75 319	11 980	87 299
Créances douteuses et autres provisions	2 511		2 511
Transfert	38 662		38 662
Affectation à un fonds spécial	201 672		201 672
Service de la dette			
	441 573	11 980	453 553

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
2 511	38 662	201 672			21 639		10 504 21	
								11 980
2 511	38 662	201 672	-		21 639	-	10 524	11 980

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Forêts				
Votés	316 381	1 030		
Permanents	5 030			
	321 411	1 030	-	
Programme 2 - Faune et Parcs				
Votés	148 196			
Permanents	75			
	148 271	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	464 578	1 030		
Permanents	5 105			
	469 682	1 030	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(427)		9 099		316 985 14 128
-	-	-		(427)		9 099		331 113
4 941				(1 071)		51		152 067 126
4 941	-	-		(1 071)		51		152 193
4 941				(1 497)		9 150		469 051 14 255
4 941	-	-		(1 497)		9 150		483 306

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Forêts				
Prêts forestiers	20			
Autres	679	15		
Total du programme 1	699	15		-
Programme 2 - Faune et Parcs				
Société des établissements de plein air du Québec	15 123			
Société des parcs de sciences naturelles du Québec	11 164			
Autres	12 156	371		
Total du programme 2	38 443	371		-
Total des crédits et dépenses	39 142	386		-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
											20
3		57		398				2		475	32
3		57		398		-		2		475	52
								15 123		15 123	11 591
								11 164		11 164	11 524
78		9 195		2 196				61		11 901	12 287
78		9 195		2 196		-		26 348		38 188	35 402
82		9 251		2 593		-		26 350		38 662	35 454

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Capital	14 734	14 714	11 795
Intérêt	5 977	5 977	5 890
Support	18 431	17 971	17 769
TOTAL DU PORTEFEUILLE	39 142	38 662	35 454

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2015	2014
Rémunération	37 576	36 054	43 658
Fonctionnement	84 008	81 119	63 844
Intérêt	2 400	2 400	2 400
Support	89 272	82 099	85 987
TOTAL DU PORTEFEUILLE	213 256	201 672	195 889

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Droits et permis		
Autres		
Demande d'engagement d'un garant – Ressortissants étrangers	2 172	3 243
Demande d'un employeur relative à un emploi	1 109	1 642
Consultant en immigration	164	124
Certificat de sélection – Ressortissants étrangers	41 046	39 190
Certificat d'acceptation – Travailleurs étrangers	2 451	2 651
Certificat d'acceptation – Étudiants étrangers	4 473	4 132
	51 415	50 983
Total des droits et permis	51 415	50 983
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	1 874	2 123
Divers	7	5
	1 881	2 128
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	182	153
Subventions d'années antérieures	75	369
	257	522
Total des revenus divers	2 138	2 651
Total des revenus autonomes	53 554	53 634
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	340 568	319 967
Total des transferts du gouvernement fédéral	340 568	319 967
Total des revenus	394 122	373 601

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Immigration, Diversité et Inclusion					
Votés	179 582	155 714	7 983	15 885	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		2 796			
	<u>179 591</u>	<u>158 519</u>	<u>7 983</u>	<u>15 885</u>	<u>-</u>
	<u>179 591</u>	<u>158 519</u>	<u>7 983</u>	<u>15 885</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	179 582	155 714	7 983	15 885	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		2 796			
	<u>179 591</u>	<u>158 519</u>	<u>7 983</u>	<u>15 885</u>	<u>-</u>
Dépenses	167 705	158 519		11 982	
Prêts, placements, avances et autres	86		64	22	
Immobilisations	11 800		7 919	3 881	
	<u>179 591</u>	<u>158 519</u>	<u>7 983</u>	<u>15 885</u>	<u>-</u>

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Immigration, Diversité et Inclusion			
Mission : Éducation et culture					
1. Immigration	30 887			21 467	8 222
2. Francisation, Intégration, Diversité et Inclusion	108 756			41 820	23 776
3. Direction, information et services centralisés	39 939	65	7 919	16 724	7 940
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants					
TOTAL	179 591	64	7 919	80 012	39 947
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	179 582	64	7 919	80 012	39 938
Permanents	10				10
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	179 591	64	7 919	80 012 ⁽¹⁾	39 947

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 5 197 k\$ à l'égard du traitement de 40 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	80 012		80 012
Fonctionnement	39 947	2 796	42 743
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	35 765		35 765
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	155 723	2 796	158 519

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.

				398		799	
	35 620			2 280		5 259	
	145			2 467		4 681	
							2 796
-	35 765	-	-	5 145	-	10 740	2 796
	35 765			5 145		10 740	
							2 796
-	35 765	-	-	5 145	-	10 740	2 796

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Immigration, Diversité et Inclusion				
Votés	302 978	2 167		
Permanents	10			
	302 988	2 167	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	302 978	2 167		
Permanents	10			
	302 988	2 167	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
45 708				(171 270)				179 582 10
45 708	-	-		(171 270)		-		179 591
45 708				(171 270)				179 582 10
45 708	-	-		(171 270)		-		179 591

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Immigration, Diversité et Inclusion					
Programme Accès aux ordres professionnels	800				
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	16 000				
Programme Mobilisation-Diversité	6 625				
Programme Réussir l'intégration	15 390				
Programme Soutien à la mission	1 467				
Autres	330				
Total du programme 1	40 612	-		-	
Total des crédits et dépenses	40 612	-		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
				443						443	952
						13 624				13 624	14 910
		2 920		2 050						4 970	6 871
				12 760		2 517				15 277	14 369
				1 306						1 306	1 355
				145						145	321
-		2 920		16 704		16 141		-		35 765	38 777
-		2 920		16 704		16 141		-		35 765	38 777

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Support	40 612	35 765	38 777
TOTAL DU PORTEFEUILLE	40 612	35 765	38 777

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Droits et permis		
Autres		
Vendeurs itinérants	372	302
Studio de santé	114	120
Agences de voyages	652	638
Conseillers en voyage	340	317
Certificat d'exemption	66	76
Divers	49	44
	1 592	1 497
Total des droits et permis	1 592	1 497
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	464	547
Frais d'examen	37	59
Recouvrements de tiers	314	134
Actes judiciaires	35 534	35 519
Actes juridiques	34 073	36 774
Divers	2	15
	70 423	73 049
Intérêts		
Divers	1	-
	1	-
Amendes et confiscations		
Infractions au Code de la sécurité routière	50 666	58 666
Infractions au Code criminel	15 900	16 831
Infractions à diverses lois	33 036	28 432
Aide aux victimes d'actes criminels	18 922	20 470
Divers		2
	118 525	124 402
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	509	402
Subventions d'années antérieures	6	1 634
Surplus - Fonds spéciaux et organismes	386	515
	902	2 550
Total des revenus divers	189 850	200 001
Total des revenus autonomes	191 442	201 497

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	26 053	26 183
Conseillers juridiques auprès des autochtones	530	530
Informations concernant les sentences	58	64
Enregistrement des actions en divorce	28	34
Mesures québécoises de justice familiale	29	42
Total des transferts du gouvernement fédéral	26 698	26 853
Total des revenus	218 141	228 351

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Activité judiciaire					
Votés	31 721	31 211	311	200	
Permanents	80 726	80 380		346	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>112 447</u>	<u>111 590</u>	<u>311</u>	<u>546</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Administration de la justice					
Votés	286 325	273 677	7 951	4 697	
Permanents	10 263	7 685		2 579	
Ne nécessitant pas de crédits		7 244			
	<u>296 588</u>	<u>288 607</u>	<u>7 951</u>	<u>7 276</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Justice administrative					
Votés	13 852	13 357		496	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>13 852</u>	<u>13 357</u>	<u>-</u>	<u>496</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Accessibilité à la justice					
Votés	164 294	161 483		2 811	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>164 294</u>	<u>161 483</u>	<u>-</u>	<u>2 811</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Autres organismes relevant du ministre					
Votés	25 435	23 468	179	1 788	
Permanents		377			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>25 435</u>	<u>23 845</u>	<u>179</u>	<u>1 788</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales					
Votés	126 633	125 444	775	414	
Permanents	300	40		260	
Ne nécessitant pas de crédits		698			
	<u>126 933</u>	<u>126 182</u>	<u>775</u>	<u>674</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 7					
Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	124 621	124 621			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>124 621</u>	<u>124 621</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 8					
Condition féminine					
Votés	10 151	9 125		1 025	
Permanents		10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>10 151</u>	<u>9 136</u>	<u>-</u>	<u>1 025</u>	<u>-</u>
	<u>874 321</u>	<u>858 820</u>	<u>9 216</u>	<u>14 615</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	658 411	637 765	9 216	11 431	
Permanents	215 910	212 726		3 184	
Ne nécessitant pas de crédits		8 330			
	<u>874 321</u>	<u>858 820</u>	<u>9 216</u>	<u>14 615</u>	<u>-</u>
Dépenses	864 059	858 820		13 569	
Prêts, placements, avances et autres	5		1	4	
Immobilisations	<u>10 257</u>		<u>9 215</u>	<u>1 042</u>	
	<u>874 321</u>	<u>858 820</u>	<u>9 216</u>	<u>14 615</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Activité judiciaire			
Mission : Gouverne et justice					
1. Magistrature	2 972		215	2 427	330
Permanents(1)	78 473			75 142	3 229
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges					
Permanents(1)	2 253			373	1 635
3. Soutien à la magistrature	28 750		96	26 887	1 566
4. Comité sur la rémunération des juges					
TOTAL	112 447	-	311	104 829	6 761
(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).					

PROGRAMME 2					
Mission : Gouverne et justice					
Administration de la justice					
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	150 561		1 060	52 189	95 779
2. Affaires juridiques et législatives	44 865			41 861	2 329
3. Direction, planification et services à l'organisation	80 019	1	6 653	37 329	15 302
Permanents(1)	21				21
Permanents(2)	5 243			5 152	
Permanents(3)	5 000				
Amortissement des immobilisations					
4. Traitement des infractions et perception des amendes	10 881		237	7 866	2 079
TOTAL	296 588	1	7 950	144 396	115 510

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il comprend également le comité mandaté pour évaluer la rémunération des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi que pour formuler des recommandations au gouvernement.

							102	
							244	
				200				
-	-	-	-	200	-	346	-	

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

				1 533				
				675				
	1 984	16 960		1 686		103		
						91		
2 512						2 488		7 244
				700				
2 512	1 984	16 960	-	4 594	-	2 682	7 244	

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3		Justice administrative			
Mission : Gouverne et justice					
1. Contribution du ministère de la Justice au fonds du Tribunal administratif du Québec	13 422				
2. Conseil de la justice administrative	431			281	138
TOTAL	13 852	-	-	281	138
PROGRAMME 4		Accessibilité à la justice			
Mission : Soutien aux personnes et aux familles					
1. Commission des services juridiques	162 002				
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	417				
3. Autres mesures d'accessibilité à la justice	1 875				
TOTAL	164 294	-	-	-	-
PROGRAMME 5		Autres organismes relevant du ministre			
Mission : Gouverne et justice					
1. Office de la protection du consommateur	9 660		161	6 800	1 849
Amortissement des immobilisations					
2. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	15 775		18	11 762	2 943
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	25 435	-	179	18 562	4 792

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

		12 937		485				
				11				
-	-	12 937	-	496	-	-	-	-

Ce programme vise à offrir des services d'aide juridique aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux et ayant un rapport avec la justice, de l'aide aux recours collectifs de même que par certaines autres mesures visant l'accessibilité à la justice notamment en matière de médiation familiale.

	159 667		2 335					
	417							
		1 399		476				
-	160 084	1 399	-	2 811	-	-	-	-

Ce programme comprend deux organismes budgétaires à savoir, l'Office de la protection du consommateur qui vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1) et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12).

	114		232		504		152	
			459		593			
							225	
-	114	-	-	691	-	1 097	377	

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	—	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6			Poursuites criminelles et pénales			
Mission : Gouverne et justice						
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales	126 633			775	98 802	26 642
Amortissement des immobilisations						
2. Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales						
Permanents(1)	300				31	9
TOTAL	126 933		—	775	98 833	26 651
(1) Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective (RLRQ, chapitre P-27.1).						
PROGRAMME 7			Indemnisation et reconnaissance			
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1. Indemnisation des victimes d'actes criminels						
Permanents(1)	123 313					16 423
2. Loi sur le civisme						
Permanents(2)	1 308					153
TOTAL	124 621		—	—	—	16 576
(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).						
(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).						
PROGRAMME 8			Condition féminine			
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1. Conseil du statut de la femme	3 872				2 616	867
Amortissement des immobilisations						
2. Secrétariat à la condition féminine	6 279				1 472	1 186
TOTAL	10 151		—	—	4 088	2 053

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Le programme couvre également le financement du comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

						414	698
						260	
-	-	-	-	-	-	674	698

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.

	106 890						
	1 155						
-	108 045	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

				203		185	10
	2 985			204		433	
-	2 985	-	-	407	-	618	10

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	658 411	1	9 215	290 291	151 012
Permanents	215 910			80 698	21 470
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	874 321	1	9 215	370 989 ⁽¹⁾	172 482

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 15 097 k\$ à l'égard du traitement de 145 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	370 989		370 989
Fonctionnement	172 482	8 330	180 812
Créances douteuses et autres provisions	2 512		2 512
Transfert	273 211		273 211
Affectation à un fonds spécial	31 296		31 296
Service de la dette			
	850 490	8 330	858 820

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	165 166	31 296			9 198		2 233	
2 512	108 045						3 184	
								8 330
2 512	273 211	31 296	-		9 198	-	5 417	8 330

JUSTICE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Activité judiciaire					
Votés		30 453			
Permanents		80 726			
		111 179	-	-	
Programme 2 - Administration de la justice					
Votés		289 192			
Permanents		10 252			
		299 444	-	-	
Programme 3 - Justice administrative					
Votés		13 888			
Permanents					
		13 888	-	-	
Programme 4 - Accessibilité à la justice					
Votés		164 294			
Permanents					
		164 294	-	-	
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre					
Votés		24 076	180		
Permanents					
		24 076	180	-	
Programme 6 - Poursuites criminelles et pénales					
Votés		120 996			
Permanents		300			
		121 296	-	-	
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents		111 016			
		111 016	-	-	
Programme 8 - Condition féminine					
Votés		11 119	209		
Permanents					
		11 119	209	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés		654 016	389		
Permanents		202 294			
		856 310	389	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 269				31 721
								80 726
-	-	-		1 269		-		112 447
				(2 867)		11		286 325
-	-	-		(2 867)		11		10 263
								296 588
				(36)				13 852
-	-	-		(36)		-		13 852
								164 294
-	-	-		-		-		164 294
880				300				25 435
880	-	-		300		-		25 435
				5 637				126 633
-	-	-		5 637		-		300
								126 933
						13 605		124 621
-	-	-		-		13 605		124 621
				(1 177)				10 151
-	-	-		(1 177)		-		10 151
880				3 126				658 411
880	-	-		3 126		13 616		215 910
						13 616		874 321

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé	Établissements de santé et de services sociaux
		+	+
Programme 2 - Administration de la justice			
Autres	2 087		
Total du programme 2	2 087	-	-
Programme 4 - Accessibilité à la justice			
Aide juridique	63 516		
Commission des services juridiques	98 486		
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	417		
Total du programme 4	162 419	-	-
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre			
Bourse d'études	1		
Projets et partenariats stratégiques	129		
Total du programme 5	130	-	-
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance			
Actes de civisme	1 155		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	106 890		
Total du programme 7	108 045	-	-
Programme 8 - Condition féminine			
Égalité entre les femmes et les hommes	2 105	579	
Programme « À égalité pour décider »	500		
Tables de concertation en matière de condition féminine	360		
Autres	40		
Total du programme 8	3 005	579	-
Total des crédits et dépenses	275 686	579	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
2				1 979				3		1 984	2 164
2		-		1 979		-		3		1 984	2 164
						63 516				63 516	59 737
								96 151		96 151	100 644
								417		417	417
-		-		-		63 516		96 568		160 084	160 797
1										1	1
3				110						113	129
4		-		110		-		-		114	130
						1 155				1 155	964
						106 890				106 890	98 590
-		-		-		108 045		-		108 045	99 554
18		518		983						2 098	1 957
				500						500	1 000
				360						360	360
				27						27	125
18		518		1 870		-		-		2 985	3 441
24		518		3 959		171 561		96 570		273 211	266 086

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Rémunération	84 566	82 761	81 224
Fonctionnement	13 990	13 460	19 490
Capital	347	347	347
Support	176 783	176 643	165 026
TOTAL DU PORTEFEUILLE	275 686	273 211	266 086

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2015	2014
Rémunération	10 743	10 513	9 795
Fonctionnement	4 378	3 647	5 241
Capital	176	176	176
Support	16 971	16 960	10 505
TOTAL DU PORTEFEUILLE	32 267	31 296	25 717

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	14	
	14	-
Intérêts		
Divers	9	(1)
	9	(1)
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	37	374
Subventions d'années antérieures	133	26
	171	400
Total des revenus divers	193	399
Total des revenus autonomes	193	399
Total des revenus	193	399

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Affaires internationales					
Votés	107 481	93 905	1 595	11 980	
Permanents	415	415			
Ne nécessitant pas de crédits		3 827			
	<u>107 896</u>	<u>98 148</u>	<u>1 595</u>	<u>11 980</u>	<u>-</u>
	<u>107 896</u>	<u>98 148</u>	<u>1 595</u>	<u>11 980</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	107 481	93 905	1 595	11 980	
Permanents	415	415			
Ne nécessitant pas de crédits		3 827			
	<u>107 896</u>	<u>98 148</u>	<u>1 595</u>	<u>11 980</u>	<u>-</u>
Dépenses	96 446	98 148		2 125	
Prêts, placements, avances et autres	1 000		402	598	
Immobilisations	10 450		1 193	9 257	
	<u>107 896</u>	<u>98 148</u>	<u>1 595</u>	<u>11 980</u>	<u>-</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Économie et environnement					
Affaires internationales					
1. Politiques et affaires francophones et multilatérales	17 097			3 447	486
Amortissement des immobilisations					
2. Représentation du Québec à l'étranger	55 025	396	732	32 259	11 440
Amortissement des immobilisations					
3. Affaires bilatérales	12 661	2		4 656	538
4. Protocole et missions	3 082	2		2 332	697
Amortissement des immobilisations					
5. Administration	19 616	1	461	12 533	5 547
Permanents(1)	415				415
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	107 896	402	1 193	55 226	19 124

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	107 481	402	1 193	55 226	18 709
Permanents	415				415
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	107 896	402	1 193	55 226 ⁽¹⁾	19 124

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 7 370 k\$ à l'égard du traitement de 57 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	55 226		55 226
Fonctionnement	19 124	3 827	22 951
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	19 970		19 970
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	94 320	3 827	98 148

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.

	12 879			277		8	
							2
				554		9 644	
							3 017
	6 985			395		84	
				48		3	
	107			654		313	
							808
-	19 970	-	-	1 928	-	10 053	3 827

	19 970			1 928		10 053	
							3 827
-	19 970	-	-	1 928	-	10 053	3 827

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Affaires internationales				
Votés	102 147			
Permanents	110			
	102 256	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	102 147			
Permanents	110			
	102 256	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				5 334				107 481
						305		415
-	-	-		5 334		305		107 896
				5 334				107 481
						305		415
-	-	-		5 334		305		107 896

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Affaires internationales					
Organismes voués à la jeunesse	4 707				
Politiques et affaires francophones et multilatérales	12 996				
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	2 608	26		107	
Autres	150	5		1	
Total du programme 1	20 460	31		108	
Total des crédits et dépenses	20 460	31		108	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
				2 132				2 575		4 707	4 857
429		15		12 121		294		20		12 879	15 588
663		16		1 082		236		148		2 278	2 572
4		2		91		4				107	149
1 095		33		15 425		535		2 743		19 970	23 166
1 095		33		15 425		535		2 743		19 970	23 166

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Rémunération			821
Fonctionnement			689
Support	20 460	19 970	21 656
TOTAL DU PORTEFEUILLE	20 460	19 970	23 166

REVENU

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	20 146 414	19 399 373
Impôt des sociétés	3 561 805	3 253 573
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	23 708 219	22 652 947
Taxes à la consommation		
Ventes	15 697 264	15 378 067
Carburants	14 606	16 755
Tabac	948 943	889 275
Boissons alcooliques	497 955 ⁽¹⁾	551 301
Pari mutuel	1 975	1 990
Total des taxes à la consommation	17 160 743	16 837 388
Droits et permis		
Autres		
Création et modification de personnes morales	11 903	11 108
Publicité légale des entreprises	54 095	51 771
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	843	822
Droit supplétif – Mutations immobilières	170	14
Divers	33	38
	67 043	63 751
Total des droits et permis	67 043	63 751
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	9 082	8 114
Perception – R.R.Q.	21 815	19 182
Frais de perception – Conseil de gestion (R.Q.A.P.)	3 790	3 196
	34 688	30 492

Note : Le portefeuille Revenu est sous la responsabilité du ministre des Finances.

(1) La diminution des revenus de 2015 comparativement à ceux de 2014 s'explique principalement, d'une part, par un virement de 100 000 k\$ au Fonds des générations en vertu de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (RLRQ, chapitre R-2.2.0.1, article 4.2) et, d'autre part, par une hausse de 36 000 k\$ découlant de l'uniformisation des taux de la taxe spécifique le 1er août 2014.

REVENU

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	196 246	169 621
Impôt sur les profits des sociétés et le capital	(42 868)	84 378
Taxe sur la vente	91 617	77 351
Taxe sur les carburants	8 273	7 360
Taxe sur le tabac	3 747	(778)
Remise en retard de biens non réclamés	4 370	129
Divers	1	1
	<u>261 387</u>	<u>338 062</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	(254)	247
Infractions aux lois fiscales	804	1 378
Pénalités	200 784	342 232
Frais - Chèques sans provision	1 506	1 595
Divers	19	24
	<u>202 860</u>	<u>345 476</u>
Recouvrements		
Contributions volontaires	<u>5 822</u>	<u>5 566</u>
	<u>5 822</u>	<u>5 566</u>
Total des revenus divers	<u>504 756</u>	<u>719 596</u>
Total des revenus autonomes	<u>41 440 762</u>	<u>40 273 682</u>
Total des revenus	<u>41 440 762</u>	<u>40 273 682</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 840	1 787
	1 840	1 787
Total des droits et permis	1 840	1 787
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses		66
Tierces responsabilités – Internes	8 257	9 652
Tierces responsabilités – Externes	1 516	1 299
Assurance-hospitalisation – Étrangers	230	257
	10 002	11 274
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	36 522	2 773
Subventions d'années antérieures	13	535
	36 535	3 308
Transferts et donations de tiers		
Commandites et partenariats – Subventions et contributions tiers non apparentés	3	
	3	-
Total des revenus divers	46 540	14 582
Total des revenus autonomes	48 380	16 369
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	29 793	29 716
Services aux personnes ayant été infectées du virus de l'hépatite C	7 600	
Participation des personnes handicapées au marché du travail	(1)	45 893
	37 393	75 609
Total des transferts du gouvernement fédéral	37 393	75 609
Total des revenus	85 773	91 978

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) La diminution des revenus de 2015 comparativement à ceux de 2014 s'explique par la nouvelle attribution de ces derniers au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, qui est depuis 2015 l'unique signataire de l'entente avec le gouvernement fédéral. Auparavant, ces revenus étaient attribués au ministère de la Santé et des Services sociaux.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Fonctions nationales					
Votés	385 137	364 459	2 297	18 381	
Permanents	444	424		19	
Ne nécessitant pas de crédits		1 219			
	<u>385 581</u>	<u>366 102</u>	<u>2 297</u>	<u>18 401</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Fonctions régionales					
Votés	17 949 769	17 836 849	5 361	107 559	
Permanents	4 645 608	4 605 420		40 188	
Ne nécessitant pas de crédits		2 648			
	<u>22 595 377</u>	<u>22 444 917</u>	<u>5 361</u>	<u>147 747</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Office des personnes handicapées du Québec					
Votés	13 429	11 313	23	2 092	
Permanents		74			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>13 429</u>	<u>11 387</u>	<u>23</u>	<u>2 092</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Votés					
Permanents	9 558 222	9 390 566		167 656	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>9 558 222</u>	<u>9 390 566</u>	<u>-</u>	<u>167 656</u>	<u>-</u>
	<u>32 552 609</u>	<u>32 212 972</u>	<u>7 681</u>	<u>335 896</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	18 348 335	18 212 621	7 681	128 033	
Permanents	14 204 274	13 996 410		207 863	
Ne nécessitant pas de crédits		3 940			
	<u>32 552 609</u>	<u>32 212 972</u>	<u>7 681</u>	<u>335 896</u>	<u>-</u>
Dépenses	32 541 680	32 212 972		332 648	
Prêts, placements, avances et autres	5 363		5 363		
Immobilisations	5 565		2 317	3 248	
	<u>32 552 609</u>	<u>32 212 972</u>	<u>7 681</u>	<u>335 896</u>	<u>-</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1					
Mission : Santé et services sociaux					
Fonctions nationales					
1. Direction et gestion ministérielle	109 511	3	2 294	57 415	35 069
Permanents(1)	25				25
Amortissement des immobilisations					
2. Organismes-conseils	16 076			1 428	692
3. Activités nationales	259 551				1 402
Permanents(2)	419				
TOTAL	385 581	3	2 294	58 844	37 188

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.

				2 507		12 223	
							1 219
	13 264			446		246	
	255 188			1 256		1 704	
	399					19	
-	268 852	-	-	4 209	-	14 192	1 219

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
	—	INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2					
Mission : Santé et services sociaux					
Fonctions régionales					
1. Agences de la santé et des services sociaux	91 792				
2. Établissements de santé et de services sociaux	13 859 006				
Permanents(1)	3 479 000				
Consommation de stocks					
3. Organismes communautaires et autres organismes	514 493				
4. Activités connexes	2 256 169	5 361 (6)			32 064
Permanents(2)	941 880				
Permanents(3)	224 729				
5. Service de la dette	1 228 310				
6. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations					
TOTAL	22 595 377	5 361	—	—	32 064

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(4) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

(5) Ces crédits périmés sont relatifs à des revenus prévus de cotisations au Fonds des services de santé plus élevés que ceux réels. La Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec prévoit que des crédits équivalents aux revenus de cotisations au Fonds des services de santé soient attribués également entre les programmes 2 et 4 du ministère de la Santé et des Services sociaux.

(6) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
<u>Créances douteuses et autres provisions</u>	<u>Transfert</u>	<u>Affectation à un fonds spécial</u>	<u>Service de la dette</u>					
91 792								
13 757 705					101 301			
3 438 812 (4)							40 188 (5)	2 648
511 143					3 350			
2 063 210		152 626			2 908			
941 880								
224 729								
1 228 310								
-	22 257 580	152 626	-		107 559	-	40 188	2 648

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMMES Éléments						
PROGRAMME 3			Office des personnes handicapées du Québec			
Mission : Santé et services sociaux						
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées		13 429		23	8 242	2 204
Amortissement des immobilisations						
TOTAL		13 429	-	23	8 242	2 204

PROGRAMME 4
Mission : Santé et services sociaux

Régie de l'assurance maladie du Québec

1. Services médicaux					
Permanents(1)	6 510 613				
2. Services optométriques					
Permanents(1)	56 324				
3. Services dentaires					
Permanents(1)	178 857				
4. Services pharmaceutiques et médicaments					
Permanents(1)	2 498 805				
5. Autres services					
Permanents(1)	194 407				
6. Administration					
Permanents(1)	119 216				
TOTAL	9 558 222	-	-	-	-

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Cette somme inclut des dépenses de 3 438 812 k\$ financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

(3) Cette somme inclut des crédits périmés de 40 188 k\$ relatifs à des revenus prévus de cotisations au Fonds des services de santé plus élevés que ceux réels. La Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec prévoit que des crédits équivalents aux revenus de cotisations au Fonds des services de santé soient attribués également entre les programmes 2 et 4 du ministère de la Santé et des Services sociaux.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale.

	867			626		1 466	
							74
-	867	-	-	626	-	1 466	74

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.

	6 354 898					155 716	
	54 288					2 035	
	178 788					69	
	2 498 805						
	184 571					9 836	
	119 216						
-	9 390 566 ⁽²⁾	-	-	-	-	167 656 ⁽³⁾	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	18 348 335	5 363	2 317	67 086	71 431
Permanents	14 204 274				25
Amortissement des immobilisations					
Consommation de stocks					
TOTAL	32 552 609	5 363	2 317	67 086 ⁽¹⁾	71 456

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 11 464 k\$ à l'égard du traitement de 98 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	67 086		67 086
Fonctionnement	71 456	1 292	72 748
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	31 917 864	2 648	31 920 512
Affectation à un fonds spécial	152 626		152 626
Service de la dette			
	32 209 032	3 940	32 212 972

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	17 921 479	152 626			112 394		15 639	
	13 996 385						207 863	
								1 292
								2 648
-	31 917 864	152 626	-		112 394	-	223 502	3 940

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Fonctions nationales				
Votés	384 737			
Permanents	438			
	385 175	-	-	
Programme 2 - Fonctions régionales				
Votés	17 932 355			
Permanents	4 544 198			
	22 476 552	-	-	
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec				
Votés	13 071	357		
Permanents				
	13 071	357	-	
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec				
Votés				
Permanents	9 475 248			
	9 475 248	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	18 330 163	357		
Permanents	14 019 883			
	32 350 047	357	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				400				385 137
						6		444
-	-	-		400		6		385 581
				17 415				17 949 769
						101 411		4 645 608
-	-	-		17 415		101 411		22 595 377
								13 429
-	-	-		-		-		13 429
						82 974		9 558 222
-	-	-		-		82 974		9 558 222
				17 815				18 348 335
						184 390		14 204 274
-	-	-		17 815		184 390		32 552 609

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Fonctions nationales				
Services hospitaliers hors Québec	217 969			17 800
Autres	53 556	237		2 793
Total du programme 1	271 525	237		20 593
Programme 2 - Fonctions régionales				
Achat de vaccins et de produits biologiques	74 212			73 740
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	105 080			104 838
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite	941 880			941 880
Fonctionnement				
Agences de la santé et des services sociaux	91 792			91 792
Établissements privés	531 594			528 266
Établissements publics	16 674 540	22 706		16 465 797
Loyer - établissements du réseau	131 872			130 385
Santé publique	80 976			78 376
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	233 917			233 917
Organismes communautaires	514 493	219		216
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	78 090	78 090		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	224 729			224 729
Rémunération des internes et résidents	257 544			257 464
Ressources de type familial	412 013			411 915
Service de la dette	994 393			990 853
Système du sang	370 039			337 198
Transporteurs ambulanciers	486 969	378 544		
Autres	199 474	2 785		95 342
Total du programme 2	22 403 606	482 343		20 966 707
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec				
Soutien à l'intégration des personnes handicapées	1 034			
Total du programme 3	1 034	-		-
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec				
Aides techniques	179 459			
Bourses d'études et de recherche	14 948			
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie	119 216			
Services dentaires	178 857			
Services médicaux	6 510 613			
Services optométriques	56 324			
Services pharmaceutiques et médicaments	2 498 805			
Total du programme 4	9 558 222	-		-
Total des crédits et dépenses	32 234 386	482 580		20 987 300

(1) Cette somme inclut des dépenses de 2 648 k\$ ne nécessitant pas de crédits. Ces dernières sont liées à la consommation de stocks.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
								200 169		217 969	212 015
187		24		24 359		197		23 086		50 883	51 663
187		24		24 359		197		223 255		268 852	263 678
								395		74 135	94 249
										104 838	103 844
										941 880	892 371
										91 792	94 387
				421						528 687	526 790
1 977		486		25 891		2 618		20 619		16 540 093 ⁽¹⁾	16 180 135
										130 385	139 695
72				931				1 430		80 809	81 798
										233 917	178 419
40		982		509 676				9		511 143	515 211
										78 090	73 493
										224 729	174 457
										257 464	245 229
										411 915	380 401
				857				2 683		994 393	895 226
				1 273				31 532		370 002	354 115
								108 135		486 679	442 958
5 623		32		44 862		94		50 541		199 278	211 162
7 712		1 500		583 910		2 712		215 344		22 260 228 ⁽¹⁾	21 583 940
		10		857						867	1 025
-		10		857		-		-		867	1 025
						170 241				170 241	175 389
						14 330				14 330	14 712
								119 216		119 216	111 276
								178 788		178 788	166 905
								6 354 898		6 354 898	6 141 482
								54 288		54 288	51 177
						1 899 092		599 713		2 498 805	2 361 471
-		-		-		2 083 662		7 306 903		9 390 566	9 022 412
7 899		1 533		609 127		2 086 571		7 745 502		31 920 512 ⁽¹⁾	30 871 056

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Rémunération	21 208 375	20 992 275	20 525 234
Fonctionnement	6 488 675	6 425 207	5 834 087
Capital	874 818	874 818	787 349
Intérêt	295 631	295 631	273 484
Support	3 366 887	3 332 581	3 450 901
TOTAL DU PORTEFEUILLE	32 234 386	31 920 512	30 871 056

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2015	2014
Support	154 347	152 626	78 314
TOTAL DU PORTEFEUILLE	154 347	152 626	78 314

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	22 972	22 959
Production industrielle de boissons	962	898
	23 933	23 857
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 202	4 705
Appareils d'amusement	1 912	1 986
Bingo	1 253	1 320
Loteries	5 169	5 057
Courses	61	68
	12 596	13 136
Autres		
Études de dossiers	737	851
Organisation – Spectacles sportifs de combat	329	327
Permis d'explosifs	401	416
Divers	36	29
	1 503	1 623
Total des droits et permis	38 032	38 615
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	410	497
Location de chambres et pension	3 344	3 535
Conciliation et enquête – Déontologie policière	944	994
Gains sur dispositions d'immobilisations	158	2
Divers	42	37
	4 898	5 065
Intérêts		
Divers	24	29
	24	29
Amendes et confiscations		
Saisie d'argent – Drogue et stupéfiants	2 428	3 993
Divers	20	63
	2 447	4 056

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 916	1 579
Subventions d'années antérieures	6 443	1 304
Recouvrement – Services policiers – CARRA	358	340
Divers	1	4
	<u>9 717</u>	<u>3 227</u>
Total des revenus divers	<u>17 086</u>	<u>12 378</u>
Total des revenus autonomes	<u>55 118</u>	<u>50 993</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide financière – Catastrophes	<u>811</u>	<u>4 820</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>811</u>	<u>4 820</u>
Total des revenus	<u>55 930</u>	<u>55 813</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Sécurité, prévention et gestion interne					
Votés	627 592	604 292	3 050	20 249	
Permanents	28 072	28 072			
Ne nécessitant pas de crédits		37 031			
	<u>655 664</u>	<u>669 395</u>	<u>3 050</u>	<u>20 249</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Sûreté du Québec					
Votés	651 664	617 634	18 641	15 389	
Permanents	2 428	2 428			
Ne nécessitant pas de crédits		12 987			
	<u>654 092</u>	<u>633 048</u>	<u>18 641</u>	<u>15 389</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Organismes relevant du ministre					
Votés	41 500	38 303	1 068	2 129	
Permanents	34	10		25	
Ne nécessitant pas de crédits		111			
	<u>41 535</u>	<u>38 424</u>	<u>1 068</u>	<u>2 154</u>	<u>-</u>
	<u>1 351 290</u>	<u>1 340 868</u>	<u>22 759</u>	<u>37 793</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 320 757	1 260 230	22 759	37 768	
Permanents	30 534	30 509		25	
Ne nécessitant pas de crédits		50 129			
	<u>1 351 290</u>	<u>1 340 868</u>	<u>22 759</u>	<u>37 793</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 295 169	1 340 868		4 430	
Prêts, placements, avances et autres	72		12	60	
Immobilisations	56 049		22 747	33 302	
	<u>1 351 290</u>	<u>1 340 868</u>	<u>22 759</u>	<u>37 793</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	—	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
Sécurité, prévention et gestion interne						
1. Direction et services supports à la gestion Permanents(1)	19 714 10		1		17 210	2 364 10
2. Services correctionnels	326 645				246 986	79 115
3. Expertises judiciaires	9 196				7 766	1 426
4. Affaires policières et sécurité-protection	92 732				27 194	4 545
5. Sécurité civile et sécurité incendie Permanents(2)	16 861 28 062				10 659 3 383	1 752 1 389
6. Éléments de gestion centrale Amortissement des immobilisations	162 445			3 048	40 269	98 923
TOTAL	655 664		2	3 048	353 468	189 524
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).						

PROGRAMME 2

Mission : Gouverne et justice

Sûreté du Québec

1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	413 353	4		211 300	14 081
Permanents(1)	2 428			2 428	
2. Gestion interne et soutien	238 312		18 638	50 480	76 023
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	654 092	4	18 638	264 207	90 104
(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

	128				1		10	
	530				3		10	
					4			
	60 982				1		10	
	4 443				2		4	
	23 290							
					924		19 281	
								37 031
-	89 373	-	-		935	-	19 315	37 031

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

		187 952					16	
		77 798					15 373	
								12 987
-	-	265 750	-		-	-	15 389	12 987

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	—	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3			Organismes relevant du ministre			
Mission : Gouverne et justice						
1. Régie des alcools, des courses et des jeux	17 632		6	1 024	11 945	2 794
Permanents(1)	31					
Permanents(2)	3					
Amortissement des immobilisations						
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 698			34	3 798	837
3. Bureau du coroner	7 938				5 239	2 606
4. Commissaire à la déontologie policière	3 201				2 725	427
5. Comité de déontologie policière	1 787				1 249	490
6. Commissaire à la lutte contre la corruption	6 244			3	4 945	1 247
TOTAL	41 535		6	1 062	29 902	8 401
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						
(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (RLRQ, chapitre L-6).						

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (RLRQ, chapitre L-6).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 320 757	12	22 747	641 767	286 630
Permanents	30 534			5 811	1 399
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	1 351 290	12	22 747	647 577 ⁽¹⁾	288 029

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 67 720 k\$ à l'égard du traitement de 696 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	647 577		647 577
Fonctionnement	288 029	50 129	338 158
Créances douteuses et autres provisions	10		10
Transfert	89 373		89 373
Affectation à un fonds spécial	265 750		265 750
Service de la dette			
	1 290 739	50 129	1 340 868

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

						1 862	
10						21	
						3	
							111
				28		1	
				15		78	
				36		13	
				37		11	
				36		13	
10	-	-	-	151	-	2 003	111

10	66 083	265 750		1 085		36 683	
	23 290					25	
							50 129
10	89 373	265 750	-	1 085	-	36 707	50 129

SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne				
Votés	610 095	935		
Permanents	4 414			
	614 509	935	-	
Programme 2 - Sûreté du Québec				
Votés	639 759			
Permanents				
	639 759	-	-	
Programme 3 - Organismes relevant du ministre				
Votés	41 771	151		
Permanents	34			
	41 806	151	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 291 625	1 085		
Permanents	4 448			
	1 296 073	1 085	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				16 563				627 592
						23 658		28 072
-	-	-		16 563		23 658		655 664
310		2 428		11 595				651 664
310	-	2 428		11 595		-		654 092
				(422)				41 500
-	-	-		(422)		-		34
								41 535
310		2 428		27 736		23 658		1 320 757
310	-	2 428		27 736		23 658		30 534
								1 351 290

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne					
Cadre d'analyse de prévention et d'atténuation des principaux risques naturels	300				
Formation des policiers et des pompiers	7 167				
Gangs de rue	889				
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	6 787				
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes	18 573				
Schémas de couverture de risques d'incendie	532				
Sécurité civile	23 455	1 573			
Services policiers en milieu autochtone	30 810				
Autres	860				
Total du programme 1	89 373	1 573		-	
Total des crédits et dépenses	89 373	1 573		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
300										300	777
406		3 000						3 761		7 167	7 045
		40		849						889	2 117
		6 747		15				26		6 787	6 338
		4 724		13 808				40		18 573	18 791
		532								532	796
		9 310		349		12 224				23 455	46 012
		30 810								30 810	30 409
4		269		587						860	1 359
710		55 432		15 609		12 224		3 826		89 373	113 644
710		55 432		15 609		12 224		3 826		89 373	113 644

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Fonctionnement	3 761	3 761	6 589
Capital	1 032	1 032	1 222
Support	84 580	84 580	105 833
TOTAL DU PORTEFEUILLE	89 373	89 373	113 644

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2015	2014
Rémunération	214 710	214 710	220 005
Fonctionnement	46 079	46 079	50 481
Capital	4 868	4 868	4 928
Intérêt	93	93	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	265 750	265 750	275 413

TOURISME

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Promotion et développement du tourisme					
Votés	127 143	124 470		2 673	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>127 152</u>	<u>124 479</u>	<u>-</u>	<u>2 673</u>	<u>-</u>
	<u>127 152</u>	<u>124 479</u>	<u>-</u>	<u>2 673</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	127 143	124 470		2 673	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>127 152</u>	<u>124 479</u>	<u>-</u>	<u>2 673</u>	<u>-</u>
Dépenses	127 152	124 479		2 673	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations					
	<u>127 152</u>	<u>124 479</u>	<u>-</u>	<u>2 673</u>	<u>-</u>

TOURISME

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
	-	INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement

PROGRAMME 1

Mission : Économie et environnement

Promotion et développement du tourisme

1. Tourisme Québec	53 210				
Permanents(1)	10				
2. Société du Centre des congrès de Québec	16 636				
3. Société du Palais des congrès de Montréal	34 414				
4. Régie des installations olympiques	22 883				
TOTAL	127 152	-	-	-	-

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	127 143				
Permanents	10				
TOTAL	127 152	-	-	-	-

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération			
Fonctionnement			
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	71 689		71 689
Affectation à un fonds spécial	52 791		52 791
Service de la dette			
	124 479	-	124 479

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec ainsi qu'en aménageant et exploitant des installations publiques à caractère touristique.

		52 781 10		429			
	16 013			622			
	33 378			1 037			
	22 298			585			
-	71 689	52 791	-	2 673	-	-	-
	71 689	52 781 10		2 673			
-	71 689	52 791	-	2 673	-	-	-

TOURISME

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme				
Votés	127 143			
Permanents	10			
	127 152	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	127 143			
Permanents	10			
	127 152	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								127 143 10
-	-	-		-		-		127 152
								127 143 10
-	-	-		-		-		127 152

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme					
Régie des installations olympiques	22 883				
Société du Centre des congrès de Québec	16 636				
Société du Palais des congrès de Montréal	34 414				
Total du programme 1	73 932	-		-	
Total des crédits et dépenses	73 932	-		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
								22 298		22 298	19 098
								16 013		16 013	13 120
								33 378		33 378	38 341
-		-		-		-		71 689		71 689	70 559
-		-		-		-		71 689		71 689	70 559

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Rémunération	20 676	20 675	29 730
Fonctionnement	22 295	20 052	11 208
Capital	15 878	15 878	14 563
Intérêt	15 084	15 084	15 057
TOTAL DU PORTEFEUILLE	73 932	71 689	70 559

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2015	2014
Rémunération	13 524	13 524	14 035
Fonctionnement	9 177	9 177	9 282
Capital	1 220	1 219	2 343
Intérêt	835	406	425
Support	28 464	28 464	39 293
TOTAL DU PORTEFEUILLE	53 220	52 791	65 378

TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation – Droits	33 238	32 117
Transport commercial public	283	288
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A1	2 673	2 697
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A2	2 737	2 719
Frais d'inscription et renouvellement – Intermédiaires en services de transport	170	99
	<u>39 102</u>	<u>37 920</u>
Autres		
Transfert de permis	602	625
	<u>602</u>	<u>625</u>
Total des droits et permis	<u>39 704</u>	<u>38 545</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses	(291)	296
Location de terrains et bâtisses	660	256
Frais de publication – Demandes de permis	110	106
Chemin de fer Québec central	47	63
Analyse en laboratoire	114	105
Divers	79	103
	<u>719</u>	<u>929</u>
Intérêts		
Divers	4	(1)
	<u>4</u>	<u>(1)</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	99	1
Alcofrein	735	423
Divers	1	1
	<u>835</u>	<u>425</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 715	6 776
Subventions d'années antérieures	792	678
Dépenses sous forme d'indemnités	119	(33)
	<u>2 626</u>	<u>7 421</u>
Total des revenus divers	<u>4 184</u>	<u>8 774</u>
Total des revenus autonomes	<u>43 887</u>	<u>47 319</u>

TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux	247	53
Total des transferts du gouvernement fédéral	247	53
Total des revenus	44 134	47 371

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

TRANSPORTS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Votés	683 789	583 742	29 453	70 594	
Permanents		12 176			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>683 789</u>	<u>595 918</u>	<u>29 453</u>	<u>70 594</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Votés	64 852	53 486	3 688	7 678	
Permanents	69	40		29	
Ne nécessitant pas de crédits		12 794			
	<u>64 921</u>	<u>66 321</u>	<u>3 688</u>	<u>7 706</u>	<u>-</u>
	<u>748 710</u>	<u>662 239</u>	<u>33 141</u>	<u>78 300</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	748 641	637 229	33 141	78 271	
Permanents	69	40		29	
Ne nécessitant pas de crédits		24 970			
	<u>748 710</u>	<u>662 239</u>	<u>33 141</u>	<u>78 300</u>	<u>-</u>
Dépenses	667 961	662 239		30 692	
Prêts, placements, avances et autres	532		522	10	
Immobilisations	80 217		32 619	47 598	
	<u>748 710</u>	<u>662 239</u>	<u>33 141</u>	<u>78 300</u>	<u>-</u>

TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Infrastructures et systèmes de transport			
Mission : Économie et environnement					
1. Transport terrestre	517 618	522 (1)	7 445	43 753	298 892
Amortissement des immobilisations					
Consommation de stocks					
2. Transport maritime	101 963		89	641	45
Amortissement des immobilisations					
3. Transport aérien	52 774		21 372	1 211	4 706
Amortissement des immobilisations					
4. Commission des transports du Québec	11 434		25	8 601	1 783
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	683 789	522	28 931	54 207	305 426

(1) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Mission : Économie et environnement					
1. Direction	10 141		10	8 734	689
Permanents(1)	19				18
2. Services corporatifs	47 364		3 659	26 076	10 701
Permanents(2)	50				
Amortissement des immobilisations					
3. Planification, recherche et développement	7 347		19	5 982	736
TOTAL	64 921	-	3 688	40 792	12 144

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection et le maintien en état des infrastructures de transport et à assurer l'exploitation des infrastructures de transport. Il vise aussi à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

	127 130			23 039		16 837	
							2 737 78
	94 317			87		6 785	130
	2 662			1 907		20 915	8 022
				603		421	1 209
-	224 109	-	-	25 636	-	44 958	12 176

Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

	303			383		23 1	
				2 878		4 050 28	12 794
22							
	265			318		26	
22	569	-	-	3 578	-	4 128	12 794

TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	748 641	522	32 619	94 999	317 552
Permanents	69				18
Amortissement des immobilisations					
Consommation de stocks					
TOTAL	748 710	522	32 619	94 999 ⁽¹⁾	317 570

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 10 052 k\$ à l'égard du traitement de 80 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	94 999		94 999
Fonctionnement	317 570	24 970	342 540
Créances douteuses et autres provisions	22		22
Transfert	224 677		224 677
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	637 269	24 970	662 239

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
22	224 677				29 214		49 057 29	24 891 78
22	224 677	-	-		29 214	-	49 086	24 970

TRANSPORTS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport				
Votés	682 972	818		
Permanents				
	682 972	818	-	
Programme 2 - Administration et services corporatifs				
Votés	62 622	2 229		
Permanents	69			
	62 691	2 229	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	745 594	3 047		
Permanents	69			
	745 663	3 047	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(1)				683 789
-	-	-		(1)		-		683 789
				1				64 852 69
-	-	-		1		-		64 921
								748 641 69
-	-	-		-		-		748 710

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport				
Aide à l'adaptation des taxis et autocars	1 490	600		
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	8 500			
Aide financière au réseau routier local	18 381			
Aide spécifique pour le transport adapté	94 014			
Entretien du réseau routier	733			
Société des Traversiers du Québec	89 245			
Transport aérien	4 489	1 364		
Transport ferroviaire				
Transport maritime	5 071			
Transport terrestre	5 581			
Total du programme 1	227 506	1 964		-
Programme 2 - Administration et services corporatifs				
Aide à la recherche et au développement liés aux transports	280			
Autres	400	4		9
Total du programme 2	680	4		9
Total des crédits et dépenses	228 186	1 968		9

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
						890				1 490	
								8 500		8 500	8 500
		18 381								18 381	35 950
		93 893		121						94 014	79 714
		733								733	950
								89 245		89 245	89 328
		397		55		847				2 662	2 895
											1 974
19		4 893		159						5 071	4 852
		2 704		1 307						4 011	21 709
19		121 002		1 643		1 737		97 745		224 109	245 872
100				145				20		265	332
3		13		269				5		303	398
103		13		415		-		25		569	730
121		121 015		2 057		1 737		97 770		224 677	246 602

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Rémunération	40 512	37 046	43 969
Fonctionnement	42 723	42 723	45 359
Capital	18 658	18 658	14 198
Intérêt	4 238	4 238	1 773
Support	122 055	122 012	141 304
TOTAL DU PORTEFEUILLE	228 186	224 677	246 602

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2015	2014
Capital			2 819
Intérêt			328
Support	9 000		
TOTAL DU PORTEFEUILLE	9 000	-	3 147

TRAVAIL

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	2015	2014
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	8	8
	8	8
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	105	
Divers	39	46
	144	46
Total des revenus divers	152	54
Total des revenus autonomes	152	54
Total des revenus	152	54

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

TRAVAIL

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Travail					
Votés	38 479	32 809	502	5 169	
Permanents	10	9		1	
Ne nécessitant pas de crédits		141			
	<u>38 490</u>	<u>32 959</u>	<u>502</u>	<u>5 170</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
Votés	61 212	59 812		1 399	
Permanents		2			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>61 212</u>	<u>59 814</u>	<u>-</u>	<u>1 399</u>	<u>-</u>
	<u>99 701</u>	<u>92 773</u>	<u>502</u>	<u>6 569</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	99 691	92 621	502	6 568	
Permanents	10	9		1	
Ne nécessitant pas de crédits		143			
	<u>99 701</u>	<u>92 773</u>	<u>502</u>	<u>6 569</u>	<u>-</u>
Dépenses	97 047	92 773		4 417	
Prêts, placements, avances et autres	1			1	
Immobilisations	2 653		502	2 151	
	<u>99 701</u>	<u>92 773</u>	<u>502</u>	<u>6 569</u>	<u>-</u>

TRAVAIL

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS	DÉPENSES nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Travail			
Mission : Gouverne et justice					
1. Relations du travail	23 262		495	9 083	3 875
Permanents(1)	10				9
Permanents(2)	1				
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de l'équité salariale	8 485		7	5 859	1 670
Amortissement des immobilisations					
3. Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail	6 733				
TOTAL	38 490	-	502	14 942	5 554
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).					

PROGRAMME 2 (a)

Mission : Économie et environnement

Promotion et développement de la Capitale-Nationale

1. Secrétariat à la Capitale-Nationale	43 153			1 615	387
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de la capitale nationale du Québec	18 059				
TOTAL	61 212	-	-	1 615	387

(a) La responsabilité de ce programme est confiée au ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail et d'équité salariale.

	6 032			750		3 027 1	
							61
				317		632	
							80
		6 290		443			
-	6 032	6 290	-	1 510	-	3 660	141

Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement économique, social et culturel.

	38 291	2 244		218		398	
							2
	17 275			289		494	
-	55 566	2 244	-	507	-	892	2

TRAVAIL

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
	-	INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE (a)					
Votés	99 691		502	16 557	5 932
Permanents	10				9
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	99 701	-	502	16 557 ⁽¹⁾	5 941

(a) Le 27 février 2015, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 143-2015, la responsabilité de ce portefeuille a été confiée au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 2 752 k\$ à l'égard du traitement de 23 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	TOTAL
Rémunération	16 557		16 557
Fonctionnement	5 941	143	6 084
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	61 598		61 598
Affectation à un fonds spécial	8 534		8 534
Service de la dette			
	92 630	143	92 773

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	61 598	8 534			2 017		4 551 1	
								143
-	61 598	8 534	-		2 017	-	4 552	143

TRAVAIL

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Travail				
Votés	32 063	551		
Permanents	10			
	32 074	551	-	
Programme 2 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale				
Votés	61 048	164		
Permanents				
	61 048	164	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	93 111	715		
Permanents	10			
	93 122	715	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				5 865				38 479 10
-	-	-		5 865		-		38 490
								61 212
-	-	-		-		-		61 212
				5 865				99 691 10
-	-	-		5 865		-		99 701

TRAVAIL

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises du secteur privé	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Travail					
Lutte contre la criminalité dans l'industrie de la construction	1 140				
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	4 725				
Autres	310				
Total du programme 1	6 175	-		-	
Programme 2 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
Aide à la Ville de Québec	25 100				
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	5 444				
Commission de la capitale nationale du Québec	18 059				
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	5 791	20			
Politique nationale de la ruralité	1 964				
Total du programme 2	56 357	20		-	
Total des crédits et dépenses	62 532	20		-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)											
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2015	Total 2014
								1 140		1 140	1 200
								4 725		4 725	5 228
				167						167	288
-		-		167		-		5 865		6 032	6 715
		25 100								25 100	7 800
		5 444								5 444	6 048
								17 275		17 275	17 868
8		569		5 194						5 791	5 609
		1 957								1 957	1 959
8		33 070		5 194		-		17 275		55 566	39 284
8		33 070		5 360		-		23 140		61 598	46 000

TRAVAIL

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2015	2014
Rémunération	9 100	9 012	9 737
Fonctionnement	5 097	4 896	4 791
Capital	5 799	5 305	6 400
Intérêt	3 928	3 928	3 368
Support	38 609	38 458	21 704
TOTAL DU PORTEFEUILLE	62 532	61 598	46 000

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2015	2014
Rémunération	5 185	4 870	5 246
Fonctionnement	1 548	1 420	1 567
Support	2 244	2 244	2 980
TOTAL DU PORTEFEUILLE	8 977	8 534	9 793

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	Revenus divers	Transferts du gouvernement fédéral	TOTAL 2015	TOTAL 2014
		+	=	
ASSEMBLÉE NATIONALE				
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	956		956	845
Total du portefeuille	956	-	956	845
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE				
Fonds de stimulation de l'infrastructure		9	9	
Infrastructures 2005		547	547	7 947
Infrastructures 2008		64 473	64 473 ⁽¹⁾	85 802
Total du portefeuille	-	65 029	65 029	93 748
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION				
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 233		5 233	6 421
Financement des programmes de gestion des risques agricoles		98 360	98 360 ⁽²⁾	118 440
Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred				121
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 359		2 359	2 730
Total du portefeuille	7 592	98 360	105 953	127 712
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux				85
Total du portefeuille	-	-	-	85
CONSEIL EXÉCUTIF				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	86		86	66
Total du portefeuille	86	-	86	66
CULTURE ET COMMUNICATIONS				
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 500		1 500	1 800
Financement des unités autonomes de service	1 363		1 363	1 025
Fonds de stimulation de l'infrastructure				129
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	888		888	3
Infrastructures 2008		17 709	17 709	9 986
Soutien à l'orchestre symphonique de Montréal	8 500		8 500	8 500
Total du portefeuille	12 251	17 709	29 960	21 441

(1) La diminution des revenus de 2015 comparativement à ceux de 2014 s'explique principalement par la réduction des sommes réclamées au gouvernement fédéral dans le cadre de l'Entente Canada-Québec relative au Fonds Chantier Canada volet Collectivité Grandes Villes, en raison du report de l'échéance de certains projets.

(2) La diminution des revenus de 2015 comparativement à ceux de 2014 s'explique principalement par la réduction des sommes réclamées au gouvernement fédéral dans le cadre du programme Agri-investissement et par la fin du programme Agri-flexibilité.

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	Revenus divers	+	Transferts du gouvernement fédéral	=	TOTAL 2015	TOTAL 2014
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES						
Financement des unités autonomes de service	3 314				3 314	2 274
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	941		681		1 621	1 778
Total du portefeuille	4 255		681		4 936	4 053
ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	874				874	835
Programme d'infrastructure du savoir			5 222		5 222	2 806
Total du portefeuille	874		5 222		6 095	3 641
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT						
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde			26 730		26 730	28 776
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis			10 537		10 537	9 983
Formation dans les pénitenciers fédéraux			3 835		3 835	4 063
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	28		645		673	1 393
Total du portefeuille	28		41 747		41 775	44 216
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE						
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés			5 232		5 232	7 997
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	194				194	141
Total du portefeuille	194		5 232		5 425	8 138
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	390				390	476
Total du portefeuille	390		-		390	476
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	354				354	6 640
Total du portefeuille	354		-		354	6 640
FINANCES						
Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence			458 219		458 219	463 550
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	12				12	346
Total du portefeuille	12		458 219		458 231	463 896
FORÊTS, FAUNE ET PARCS						
Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiresources	540		1 457		1 997	224
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	724		2		727	1 740
Total du portefeuille	1 264		1 459		2 724	1 964

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	Revenus divers	Transferts du gouvernement fédéral	TOTAL 2015	TOTAL 2014
		+	=	
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	4 663		4 663	3 394
Total du portefeuille	4 663	-	4 663	3 394
JUSTICE				
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		433	433	544
Total du portefeuille	-	433	433	544
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux				283
Total du portefeuille	-	-	-	283
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX				
Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	107 969		107 969 ⁽³⁾	86 524
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 043		30 043	29 633
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	21 122		21 122	22 165
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	788	7 497	8 285	7 089
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	8 826		8 826	16 599
Total du portefeuille	168 748	7 497	176 245	162 011
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Administration de la Loi sur les armes à feu		4 948	4 948	5 354
Financement des unités autonomes de service	3 653		3 653	3 124
Financement du programme conjoint de protection civile				358
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 062		3 062	3 000
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	783	81 143	81 926 ⁽⁴⁾	52 656
Total du portefeuille	7 498	86 091	93 589	64 492
TRANSPORTS				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		383	383	206
Total du portefeuille	-	383	383	206
TRAVAIL				
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 794		2 794	2 532
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	378		378	361
Total du portefeuille	3 172	-	3 172	2 893
TOTAL	212 338	788 062	1 000 400	1 010 743

(3) L'augmentation des revenus de 2015 comparativement à ceux de 2014 s'explique principalement par un redressement à la baisse des revenus de 2014, en raison des résultats du bilan routier de 2013 qui furent meilleurs que prévus.

(4) L'augmentation des revenus de 2015 comparativement à ceux de 2014 s'explique par une augmentation des coûts de décontamination liés à la tragédie survenue le 6 juillet 2013 à Lac-Mégantic.

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
ASSEMBLÉE NATIONALE		
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
Total du portefeuille	-	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
2 Fonds de stimulation de l'infrastructure		
3 Infrastructures 2005		
4 Infrastructures 2008		
Total du portefeuille	-	-
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
5 Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches		
6 Financement des programmes de gestion des risques agricoles		
7 Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred		
8 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE		
9 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
CONSEIL EXÉCUTIF		
10 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
CULTURE ET COMMUNICATIONS		
11 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		1 500
12 Financement des unités autonomes de service		1 363
13 Fonds de stimulation de l'infrastructure		
14 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		888
15 Infrastructures 2008		17 709
16 Soutien à l'orchestre symphonique de Montréal		8 500
Total du portefeuille	-	29 960
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
17 Financement des unités autonomes de service		
18 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS		
19 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
20 Programme d'infrastructure du savoir		
Total du portefeuille	-	-

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2015	TOTAL 2014	
				956		956	845	1
-		-		956		956	845	
9						9		2
547						547	7 947	3
64 473						64 473	85 802	4
65 029		-		-		65 029	93 748	
5 233						5 233	6 421	5
98 360						98 360	118 440	6
							121	7
2 359						2 359	2 730	8
105 953		-		-		105 953	127 712	
							85	9
-		-		-		-	85	
				86		86	66	10
-		-		86		86	66	
						1 500	1 800	11
						1 363	1 025	12
							129	13
						888	3	14
						17 709	9 986	15
						8 500	8 500	16
-		-		-		29 960	21 441	
3 314						3 314	2 274	17
1 621						1 621	1 778	18
4 936		-		-		4 936	4 053	
874						874	835	19
5 222						5 222	2 806	20
6 095		-		-		6 095	3 641	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT		
21 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		26 730
22 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		10 537
23 Formation dans les pénitenciers fédéraux		3 835
24 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		673
Total du portefeuille	-	41 775
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
25 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés		
26 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
27 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE		
28 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		354
Total du portefeuille	-	354
FINANCES		
29 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence		
30 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
31 Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiresources		
32 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION		
33 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		4 663
Total du portefeuille	-	4 663
JUSTICE		
34 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		
Total du portefeuille	-	-
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE		
35 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2015	TOTAL 2014	
						26 730	28 776	21
						10 537	9 983	22
						3 835	4 063	23
						673	1 393	24
-		-		-		41 775	44 216	
		5 232				5 232	7 997	25
194						194	141	26
194		5 232		-		5 425	8 138	
						390	476	27
390		-		-		390	476	
						354	6 640	28
-		-		-		354	6 640	
458 219				12		458 219	463 550	29
						12	346	30
458 219		-		12		458 231	463 896	
1 997						1 997	224	31
727						727	1 740	32
2 724		-		-		2 724	1 964	
						4 663	3 394	33
-		-		-		4 663	3 394	
				433		433	544	34
-		-		433		433	544	
							283	35
-		-		-		-	283	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
36 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	107 969	
37 Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 043	
38 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	21 122	
39 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	8 285	
40 Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	8 826	
Total du portefeuille	176 245	-
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
41 Administration de la Loi sur les armes à feu		
42 Financement des unités autonomes de service		
43 Financement du programme conjoint de protection civile		
44 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
45 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TRANSPORTS		
46 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TRAVAIL		
47 Financement du bureau d'évaluation médicale		
48 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TOTAL	176 245	76 753

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2015	TOTAL 2014	
						107 969	86 524	36
						30 043	29 633	37
						21 122	22 165	38
						8 285	7 089	39
						8 826	16 599	40
-		-		-		176 245	162 011	
				4 948		4 948	5 354	41
				3 653		3 653	3 124	42
							358	43
				3 062		3 062	3 000	44
				81 926		81 926	52 656	45
-		-		93 589		93 589	64 492	
383						383	206	46
383		-		-		383	206	
				2 794		2 794	2 532	47
				378		378	361	48
-		-		3 172		3 172	2 893	
643 922		5 232		98 249		1 000 400	1 010 743	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
ASSEMBLÉE NATIONALE		
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
Total du portefeuille		-
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
2 Fonds de stimulation de l'infrastructure		9
3 Infrastructures 2005		547
4 Infrastructures 2008		61 682
Total du portefeuille		62 238
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
5 Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches		5 233
6 Financement des programmes de gestion des risques agricoles		96 638
7 Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred		
8 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		803
Total du portefeuille		102 674
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE		
9 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille		-
CONSEIL EXÉCUTIF		
10 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille		-
CULTURE ET COMMUNICATIONS		
11 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		
12 Financement des unités autonomes de service		
13 Fonds de stimulation de l'infrastructure		
14 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		875
15 Infrastructures 2008		17 709
16 Soutien à l'orchestre symphonique de Montréal		8 500
Total du portefeuille		27 084
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
17 Financement des unités autonomes de service		
18 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		203
Total du portefeuille		203
ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS		
19 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
20 Programme d'infrastructure du savoir		5 222
Total du portefeuille		5 222

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT		=	TOTAL 2015	TOTAL 2014	
262	694		956	845	1
262	694		956	845	
			9		2
			547	7 947	3
579	2 211		64 473	85 802	4
579	2 211		65 029	93 748	
			5 233	6 421	5
600	1 122		98 360	118 440	6
				121	7
85	1 472		2 359	2 730	8
685	2 594		105 953	127 712	
				85	9
-	-		-	85	
	86		86	66	10
-	86		86	66	
473	1 028		1 500	1 800	11
600	763		1 363	1 025	12
	13		888	129	13
			17 709	3	14
			8 500	9 986	15
1 073	1 803		29 960	8 500	16
				21 441	
1 339	1 975		3 314	2 274	17
839	580		1 621	1 778	18
2 178	2 555		4 936	4 053	
	874		874	835	19
			5 222	2 806	20
-	874		6 095	3 641	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT		
21	Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	25 613
22	Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	10 537
23	Formation dans les pénitenciers fédéraux	3 835
24	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	645
	Total du portefeuille	40 630
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
25	Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	5 232
26	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	5 232
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
27	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	-
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE		
28	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	224
	Total du portefeuille	224
FINANCES		
29	Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	458 219
30	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	458 219
FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
31	Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiresources	
32	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	-
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION		
33	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	-
JUSTICE		
34	Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
	Total du portefeuille	-
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE		
35	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	-

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT		=	TOTAL 2015	TOTAL 2014	
220	897		26 730	28 776	21
			10 537	9 983	22
			3 835	4 063	23
	28		673	1 393	24
220	925		41 775	44 216	
			5 232	7 997	25
103	90		194	141	26
103	90		5 425	8 138	
	390		390	476	27
-	390		390	476	
	131		354	6 640	28
-	131		354	6 640	
	12		458 219	463 550	29
-	12		12	346	30
			458 231	463 896	
	1 997		1 997	224	31
614	112		727	1 740	32
614	2 109		2 724	1 964	
2 030	2 633		4 663	3 394	33
2 030	2 633		4 663	3 394	
	433		433	544	34
-	433		433	544	
				283	35
-	-		-	283	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
36 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	107 969	
37 Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 043	
38 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	19 687	
39 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 891	
40 Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	10 587	
Total du portefeuille	176 177	
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
41 Administration de la Loi sur les armes à feu		
42 Financement des unités autonomes de service		
43 Financement du programme conjoint de protection civile		
44 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
45 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	39 136	
Total du portefeuille	39 136	
TRANSPORTS		
46 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	
TRAVAIL		
47 Financement du bureau d'évaluation médicale		
48 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	
TOTAL	917 038	

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT		=	TOTAL 2015	TOTAL 2014	
			107 969	86 524	36
			30 043	29 633	37
83	1 352		21 122	22 165	38
185	209		8 285	7 089	39
	(1 762)		8 826	16 599	40
268	(201)		176 245	162 011	
4 129	819		4 948	5 354	41
2 557	1 096		3 653	3 124	42
				358	43
2 664	399		3 062	3 000	44
2 664	40 126		81 926	52 656	45
12 014	42 439		93 589	64 492	
24	358		383	206	46
24	358		383	206	
1 150	1 644		2 794	2 532	47
193	186		378	361	48
1 343	1 829		3 172	2 893	
21 395	61 967		1 000 400	1 010 743	



FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPRouvÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015

Le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable d'un fonds spécial, par l'approbation des prévisions annuelles de dépenses et d'investissements du fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit du fonds spécial. Cette approbation se fait dans le cadre de l'adoption de lois sur les crédits ou de lois particulières, notamment lors de la constitution d'un fonds spécial. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, un mandat spécial, émis en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01), peut autoriser que des dépenses et des investissements soient portés au crédit des fonds spéciaux. Ces autorisations ne valent que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, les dépenses et les investissements réellement effectués sont comparés aux sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière. Tout solde inutilisé d'une somme approuvée de dépenses ou d'investissements est périmé. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvées à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement, lors de l'adoption des prévisions de ce fonds pour l'année financière suivant celle où cet excédent a été constaté.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2015, des excédents de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés pour les fonds suivants :

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Économie, Innovation et Exportations		
Fonds du développement économique	4 984	—
Énergie et Ressources naturelles		
Fonds des ressources naturelles	—	651
Finances		
Fonds du Bureau de décision et de révision	47	—
Fonds relatif à l'administration fiscale	10 826	—

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux
(en milliers de dollars)

**Excédents des
dépenses**

**Excédents des
investissements**

Justice

Fonds des registres du ministère de la Justice

4 880

—

Transports

Fonds de gestion de l'équipement roulant

—

8 872

Le sous-ministre des Finances,

Le contrôleur des finances,



Luc Monty



Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec, le 24 novembre 2015

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de développement régional	44 238	44 238	-
	<u>44 238</u>	<u>44 238</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de développement régional	-	-	-
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

**FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	42 015	41 994	41 074
Autres revenus	2 244	2 244	2 980
Total des revenus	44 259	44 238	44 055
Dépenses			
Dépenses	44 238	44 238	44 055
Total des dépenses	44 238	44 238	44 055
Surplus (déficit) de l'exercice	21	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	10 155	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	10 176	-	-
Investissements	-	-	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds relatif à certains sinistres	1 608	1 554	-
	<u>1 608</u>	<u>1 554</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds relatif à certains sinistres			
Année courante	7 245	4 322	
Redressements des années antérieures		(5)	
	<u>7 245</u>	<u>4 317</u>	<u>-</u>
	<u>7 245</u>	<u>4 317</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

FONDS RELATIF À CERTAINS SINISTRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014 ⁽¹⁾
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	625	570	580
Autres revenus	983	983	-
Total des revenus	1 608	1 554	580
Dépenses			
Dépenses	1 608	1 554	580
Total des dépenses	1 608	1 554	580
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements avant redressements	7 245	4 322	3 339
Redressements des années antérieures	-	(5)	-
Investissements redressés	7 245	4 317	3 339

(1) Les données de l'année financière 2014 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2015.

CULTURE ET COMMUNICATIONS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds du patrimoine culturel québécois	16 616	12 662	-
	<u>16 616</u>	<u>12 662</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds du patrimoine culturel québécois	-	-	-
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 713	15 757 ⁽¹⁾	15 713
Total des revenus	15 713	15 757	15 713
Dépenses			
Dépenses	16 616	12 662	12 657
Total des dépenses	16 616	12 662	12 657
Surplus (déficit) de l'exercice	(902)	3 095	3 056
Surplus (déficit) cumulé au début	24 338	24 336	21 280
Surplus (déficit) cumulé à la fin	23 436	27 431	24 336
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 15 500 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (15 500 k\$ en 2014).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds vert	519 229	395 016	-
	519 229	395 016	-
Investissements			
Fonds vert			
Année courante	8 352	3 209	
Redressements des années antérieures		(504)	
	8 352	2 705	-
	8 352	2 705	-

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS VERT

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014 ⁽¹⁾
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	504 201	544 574 ⁽²⁾	356 973
Total des revenus	504 201	544 574	356 973
Dépenses			
Dépenses	519 229	395 016	344 283
Total des dépenses	519 229	395 016	344 283
Surplus (déficit) de l'exercice	(15 028)	149 558	12 689
Surplus (déficit) cumulé au début	499 435	511 293	498 603
Surplus (déficit) cumulé à la fin	484 407	660 851	511 293
Investissements avant redressements	8 352	3 209	6 108
Redressements des années antérieures	-	(504)	(504)
Investissements redressés	8 352	2 705	5 604

(1) Les données de l'année financière 2014 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2015.

(2) Cette somme inclut 402 124 k\$ provenant de droits d'émission de gaz à effet de serre (217 271 k\$ en 2014), 123 115 k\$ provenant d'autres droits et de permis (123 476 k\$ en 2014) et 5 182 k\$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (5 336 k\$ en 2014).

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds du développement économique	307 872	312 856	(4 984)
	<u>307 872</u>	<u>312 856</u>	<u>(4 984)</u>
Investissements			
Fonds du développement économique	-	-	-
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	183 242	183 430	224 444
Autres revenus	124 630	129 426	121 275
Total des revenus	307 872	312 856	345 719
Dépenses			
Dépenses	307 872	312 856	345 719
Total des dépenses	307 872	312 856	345 719
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	55 820	82 984	82 984
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	55 820	82 984	82 984
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	-	(87 981)	(46 952)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	55 820	(4 997)	36 032
Investissements	-	-	-

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	71 983	55 293	-
	<u>71 983</u>	<u>55 293</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	-	-	-
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	61 648	56 850 ⁽¹⁾	56 790
Total des revenus	61 648	56 850	56 790
Dépenses			
Dépenses	71 983	55 293	52 608
Total des dépenses	71 983	55 293	52 608
Surplus (déficit) de l'exercice	(10 335)	1 558	4 183
Surplus (déficit) cumulé au début	164 790	175 643	171 460
Surplus (déficit) cumulé à la fin	154 455	177 200	175 643
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 55 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (55 000 k\$ en 2014).

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	24 124	22 722	-
Fonds de développement du marché du travail	1 039 314	1 002 899	-
Fonds des biens et des services	90 458	70 012	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	18 494	12 892	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	20 712	20 359	-
	<u>1 193 101</u>	<u>1 128 885</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	-	-
Fonds de développement du marché du travail	-	-	-
Fonds des biens et des services	500	365	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	18 000	12 213	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	-	-	-
	<u>18 500</u>	<u>12 578</u>	<u>-</u>

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

**FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	3 643	3 618	3 722
Autres revenus	19 400	19 641	19 215
Total des revenus	23 043	23 259	22 937
Dépenses			
Dépenses	24 124	22 722	23 019
Total des dépenses	24 124	22 722	23 019
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 081)	537	(83)
Surplus (déficit) cumulé au début	2 195	2 195	2 278
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 114	2 732	2 195
Investissements	-	-	-

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

**FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	930 093	992 171	1 012 308
Autres revenus	93 221	13 241 ⁽¹⁾	18 138
Total des revenus	1 023 314	1 005 412	1 030 446
Dépenses			
Dépenses	1 039 314	1 002 899	1 049 098
Total des dépenses	1 039 314	1 002 899	1 049 098
Surplus (déficit) de l'exercice	(16 000)	2 512	(18 652)
Surplus (déficit) cumulé au début	27 818	30 151	48 804
Surplus (déficit) cumulé à la fin	11 818	32 663	30 151
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 1 115 k\$ provenant de permis de qualification (1 173 k\$ en 2014) et 5 563 k\$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (7 997 k\$ en 2014).

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES BIENS ET DES SERVICES

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	39 778	27 839	32 670
Autres revenus	43 679	42 260	40 272
Total des revenus	83 458	70 100	72 943
Dépenses			
Dépenses	90 458	70 012	85 908
Total des dépenses	90 458	70 012	85 908
Surplus (déficit) de l'exercice	(7 000)	87	(12 966)
Surplus (déficit) cumulé au début	18 239	17 270	30 236
Surplus (déficit) cumulé à la fin	11 239	17 358	17 270
Investissements	500	365	2 805

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	17 626	12 295	12 252
Autres revenus	868	597	3 535
Total des revenus	18 494	12 892	15 787
Dépenses			
Dépenses	18 494	12 892	15 787
Total des dépenses	18 494	12 892	15 787
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	18 000	12 213	9 865

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	20 393	20 385	18 893
Autres revenus	-	51	745
Total des revenus	20 393	20 437	19 637
Dépenses			
Dépenses	20 712	20 359	26 691
Total des dépenses	20 712	20 359	26 691
Surplus (déficit) de l'exercice	(319)	78	(7 054)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 019	1 037	8 090
Surplus (déficit) cumulé à la fin	699	1 114	1 037
Investissements	-	-	-

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles	198 057	152 430	-
Fonds d'information sur le territoire	122 131	113 039	-
	<u>320 188</u>	<u>265 469</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds des ressources naturelles	441	1 092	(651)
Fonds d'information sur le territoire	52 543	45 142	-
	<u>52 983</u>	<u>46 235</u>	<u>(651)</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	1 461	2 380	2 561
Autres revenus	185 188	147 740 ⁽¹⁾	99 889
Total des revenus	186 649	150 120	102 450
Dépenses			
Dépenses	198 057	152 430	107 390
Total des dépenses	198 057	152 430	107 390
Surplus (déficit) de l'exercice	(11 409)	(2 310)	(4 939)
Surplus (déficit) cumulé au début	45 730	53 004	57 943
Surplus (déficit) cumulé à la fin	34 321	50 694	53 004
Investissements	441	1 092	132

Note : Le Fonds des ressources naturelles, institué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets d'activités. Les données financières de tous ces volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles, à l'exception des données financières du volet « Aménagement durable du territoire forestier » qui sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs.

(1) Cette somme inclut 20 000 k\$ provenant de droits de ressources minières (20 000 k\$ en 2014) et 1 031 k\$ provenant de droits et permis sur les hydrocarbures (1 190 k\$ en 2014).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	141 222	132 321	160 623
Total des revenus	141 222	132 321	160 623
Dépenses			
Dépenses	122 131	113 039	108 912
Total des dépenses	122 131	113 039	108 912
Surplus (déficit) de l'exercice	19 092	19 282	51 711
Surplus (déficit) cumulé au début	418 831	424 595	672 884
Affectation d'une partie du surplus cumulé au bénéfice du Fonds des générations	-	-	(300 000)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	437 923	443 877	424 595
Investissements	52 543	45 142	53 543

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	28 269	27 002	-
	<u>28 269</u>	<u>27 002</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	-	-	-
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE

FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	30 000	22 000	25 000
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	30 000	22 000	25 000
Dépenses			
Dépenses	28 269	27 002	35 407
Total des dépenses	28 269	27 002	35 407
Surplus (déficit) de l'exercice	1 731	(5 002)	(10 407)
Surplus (déficit) cumulé au début	11 320	10 760	21 167
Surplus (déficit) cumulé à la fin	13 051	5 758	10 760
Investissements	-	-	-

FAMILLE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de soutien aux proches aidants	-	-	-
Fonds pour le développement des jeunes enfants	10 000	10 000	-
	<u>10 000</u>	<u>10 000</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de soutien aux proches aidants	-	-	-
Fonds pour le développement des jeunes enfants	-	-	-
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

FAMILLE

FONDS DE SOUTIEN AUX PROCHES AIDANTS

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 172	15 162 ⁽¹⁾	15 096
Total des revenus	15 172	15 162	15 096
Dépenses			
Dépenses	-	-	-
Total des dépenses	-	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice	15 172	15 162	15 096
Surplus (déficit) cumulé au début	26 889	26 889	11 793
Surplus (déficit) cumulé à la fin	42 061	42 051	26 889
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 15 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k\$ en 2014).

FAMILLE

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES ENFANTS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 142	15 137 ⁽¹⁾	15 101
Total des revenus	15 142	15 137	15 101
Dépenses			
Dépenses	10 000	10 000	-
Total des dépenses	10 000	10 000	-
Surplus (déficit) de l'exercice	5 142	5 137	15 101
Surplus (déficit) cumulé au début	27 711	27 711	12 610
Surplus (déficit) cumulé à la fin	32 853	32 848	27 711
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 15 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k\$ en 2014).

FINANCES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de financement	2 091	1 887 ⁽¹⁾	-
Fonds des générations	-	-	-
Fonds du Bureau de décision et de révision	2 072	2 119	(47)
Fonds du centre financier de Montréal	1 438	1 430	-
Fonds du développement nordique	79 239	48 524	-
Fonds relatif à l'administration fiscale	906 503	917 329	(10 826)
	<u>991 342</u>	<u>971 289</u>	<u>(10 873)</u>
Investissements			
Fonds de financement	-	-	-
Fonds des générations	-	-	-
Fonds du Bureau de décision et de révision	25	19	-
Fonds du centre financier de Montréal	-	-	-
Fonds du développement nordique	-	-	-
Fonds relatif à l'administration fiscale	-	-	-
	<u>25</u>	<u>19</u>	<u>-</u>

(1) Ces dépenses excluent celles relatives au service de la dette. Les prévisions du service de la dette ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

FINANCES

FONDS DE FINANCEMENT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 400 820	1 287 367	1 166 383
Total des revenus	1 400 820	1 287 367	1 166 383
Dépenses			
Dépenses	2 091	1 887	1 670
Service de la dette	1 364 157	1 271 869	1 126 851
Total des dépenses	1 366 248	1 273 757	1 128 521
Surplus (déficit) de l'exercice	34 572	13 611	37 862
Surplus (déficit) cumulé au début	396 223	431 039 ⁽¹⁾	355 486
Surplus (déficit) cumulé à la fin	430 795	444 650	393 349
Investissements	-	-	-

(1) Le surplus cumulé au début a été augmenté de 37 690 k\$ pour tenir compte du transfert, en 2014-2015, de prêts à Financement-Québec.

FINANCES

FONDS DES GÉNÉRATIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 301 000	1 279 354	1 121 035
Total des revenus	1 301 000	1 279 354	1 121 035
Dépenses			
Dépenses	-	-	-
Total des dépenses	-	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice	1 301 000	1 279 354	1 121 035
Surplus (déficit) cumulé au début	5 659 353	5 659 388	5 238 353
Remboursement des emprunts venant à échéance	-	-	(1 000 000)
Affectation d'une partie du surplus cumulé du Fonds d'information sur le territoire	-	-	300 000
Surplus (déficit) cumulé à la fin	6 960 353	6 938 742	5 659 388
Investissements	-	-	-

FINANCES

FONDS DU BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 651	1 642 ⁽¹⁾	1 555
Total des revenus	1 651	1 642	1 555
Dépenses			
Dépenses	2 072	2 119	1 749
Total des dépenses	2 072	2 119	1 749
Surplus (déficit) de l'exercice	(421)	(477)	(194)
Surplus (déficit) cumulé au début	3 161	3 147	3 342
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 740	2 670	3 147
Investissements	25	19	16

(1) Cette somme inclut 5 k\$ provenant de la tarification de droits, d'honoraires et d'autres frais afférents aux demandes entendues par le Bureau (6 k\$ en 2014).

FINANCES

FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	338	338	310
Autres revenus	633	699 ⁽¹⁾	817
Total des revenus	971	1 037	1 126
Dépenses			
Dépenses	1 438	1 430	1 350
Total des dépenses	1 438	1 430	1 350
Surplus (déficit) de l'exercice	(467)	(393)	(224)
Surplus (déficit) cumulé au début	3 397	3 451	3 675
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 930	3 058	3 451
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme provient de la tarification des frais pour l'examen de demandes de certificat ou d'attestation (817 k\$ en 2014).

FINANCES

FONDS DU DÉVELOPPEMENT NORDIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	74 207	74 387 ⁽¹⁾	57 053
Total des revenus	74 207	74 387	57 053
Dépenses			
Dépenses	79 239	48 524	34 440
Total des dépenses	79 239	48 524	34 440
Surplus (déficit) de l'exercice	(5 032)	25 863	22 613
Surplus (déficit) cumulé au début	60 087	85 539	62 926
Surplus (déficit) cumulé à la fin	55 055	111 403	85 539
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 44 131 k\$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (29 742 k\$ en 2014) et 18 904 k\$ provenant de l'impôt des sociétés (16 293 k\$ en 2014).

FINANCES

FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	906 503	917 329 ⁽¹⁾	849 093
Total des revenus	906 503	917 329	849 093
Dépenses			
Dépenses	906 503	917 329	849 093
Total des dépenses	906 503	917 329	849 093
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 733 863 k\$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (679 274 k\$ en 2014) et 183 466 k\$ provenant de l'impôt des sociétés (169 819 k\$ en 2014).

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles –			
Volet aménagement durable du territoire forestier	485 619	437 194	-
	<u>485 619</u>	<u>437 194</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds des ressources naturelles –			
Volet aménagement durable du territoire forestier	12 000	4 048	-
	<u>12 000</u>	<u>4 048</u>	<u>-</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES – VOLET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE FORESTIER RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	214 014	201 696	208 808
Autres revenus	256 822 ⁽¹⁾	247 287 ⁽²⁾	229 207
Total des revenus	470 837	448 983	438 015
Dépenses			
Dépenses	485 619	437 194	432 644
Total des dépenses	485 619	437 194	432 644
Surplus (déficit) de l'exercice	(14 782)	11 789	5 371
Surplus (déficit) cumulé au début	22 273	22 274	16 903
Surplus (déficit) cumulé à la fin	7 491	34 063	22 274
Investissements	12 000	4 048	6 505

Note : Le Fonds des ressources naturelles, institué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets d'activités. Les données financières du volet « Aménagement durable du territoire forestier » sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Les données financières de tous les autres volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles.

(1) Ce montant inclut 17 222 k\$ financé par le portefeuille ministériel.

(2) Cette somme inclut 239 000 k\$ provenant de permis de ressources forestières (220 000 k\$ en 2014).

JUSTICE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds Accès Justice	10 924	9 048	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	21 733	19 520	-
Fonds des registres du ministère de la Justice	24 435	29 315	(4 880)
Fonds du Tribunal administratif du Québec			
Année courante	39 296	36 572	
Redressements des années antérieures		344	
	<u>39 296</u>	<u>36 916</u>	<u>-</u>
	<u>96 388</u>	<u>94 798</u>	<u>(4 880)</u>
Investissements			
Fonds Accès Justice	3	-	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	107	7	-
Fonds des registres du ministère de la Justice	4 354	1 016	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	<u>1 166</u>	<u>408</u>	<u>-</u>
	<u>5 630</u>	<u>1 431</u>	<u>-</u>

JUSTICE

FONDS ACCÈS JUSTICE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	1 875	1 399	2 580
Autres revenus	9 057	9 888 ⁽¹⁾	9 826
Total des revenus	10 931	11 287	12 407
Dépenses			
Dépenses	10 924	9 048	9 103
Total des dépenses	10 924	9 048	9 103
Surplus (déficit) de l'exercice	7	2 239	3 304
Surplus (déficit) cumulé au début	2 762	3 090	(214)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 770	5 329	3 090
Investissements	3	-	-

(1) Cette somme inclut 2 713 k\$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (2 700 k\$ en 2014).

JUSTICE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	10	16 745	10 290
Autres revenus	17 951	6 262	4 249
Total des revenus	17 962	23 007	14 538
Dépenses			
Dépenses	21 733	19 520	20 024
Total des dépenses	21 733	19 520	20 024
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 772)	3 487	(5 485)
Surplus (déficit) cumulé au début	21 861	22 326	27 812
Surplus (déficit) cumulé à la fin	18 089	25 814	22 326
Investissements	107	7	6

JUSTICE

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	30 815	32 875	32 481
Total des revenus	30 815	32 875	32 481
Dépenses			
Dépenses	24 435	29 315	17 799
Total des dépenses	24 435	29 315	17 799
Surplus (déficit) de l'exercice	6 380	3 561	14 682
Surplus (déficit) cumulé au début	97 524	97 524	82 841
Surplus (déficit) cumulé à la fin	103 904	101 084	97 524
Investissements	4 354	1 016	1 266

JUSTICE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014 ⁽¹⁾
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	13 422	12 937	12 632
Autres revenus	24 067	24 469	22 934
Total des revenus	37 488	37 406	35 565
Dépenses			
Dépenses	39 296	36 572	34 404
Total des dépenses	39 296	36 572	34 404
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 807)	834	1 162
Surplus (déficit) cumulé au début	7 298	10 282	8 776
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	-
Dépenses	-	(344)	-
Total des redressements des années antérieures	-	(344)	-
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	7 298	9 937	8 776
Surplus (déficit) cumulé à la fin	5 490	10 772	9 937
Investissements	1 166	408	1 084

(1) Les données de l'année financière 2014 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2015.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 545 000	1 535 677	-
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	187 636	166 946	-
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	10 000	10 000	-
	<u>1 742 636</u>	<u>1 712 623</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	-	-	-
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	1 522	1 453	-
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	-	-	-
	<u>1 522</u>	<u>1 453</u>	<u>-</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 545 000	1 559 568 ⁽¹⁾	1 386 944
Total des revenus	1 545 000	1 559 568	1 386 944
Dépenses			
Dépenses	1 545 000	1 535 677	1 513 373
Total des dépenses	1 545 000	1 535 677	1 513 373
Surplus (déficit) de l'exercice	-	23 891	(126 429)
Surplus (déficit) cumulé au début	4 374	(122 073)	4 356
Surplus (déficit) cumulé à la fin	4 374	(98 182)	(122 073)
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 394 000 k\$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (305 000 k\$ en 2014), 733 324 k\$ provenant de la contribution santé (645 000 k\$ en 2014) et 430 000 k\$ provenant d'une affectation d'une partie des transferts du gouvernement fédéral (430 000 k\$ en 2014).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014 ⁽¹⁾
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	155 117	137 652	78 582
Autres revenus	32 519	32 925	34 704
Total des revenus	187 636	170 577	113 286
Dépenses			
Dépenses	187 636	166 946	111 183
Total des dépenses	187 636	166 946	111 183
Surplus (déficit) de l'exercice	-	3 631	2 103
Surplus (déficit) cumulé au début	8 539	8 567	8 539
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	3 908	1 834
Dépenses	-	-	-
Total des redressements des années antérieures	-	3 908	1 834
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	8 539	12 476	10 373
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 539	16 107	12 476
Investissements	1 522	1 453	409

(1) Les données de l'année financière 2014 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2015.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS POUR LA PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	20 088	20 083 ⁽¹⁾	20 013
Total des revenus	20 088	20 083	20 013
Dépenses			
Dépenses	10 000	10 000	10 000
Total des dépenses	10 000	10 000	10 000
Surplus (déficit) de l'exercice	10 088	10 083	10 013
Surplus (déficit) cumulé au début	10 029	10 029	16
Surplus (déficit) cumulé à la fin	20 118	20 112	10 029
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 20 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (20 000 k\$ en 2014).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des services de police	582 086	570 468	-
	<u>582 086</u>	<u>570 468</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds des services de police	23 051	16 117	-
	<u>23 051</u>	<u>16 117</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DES SERVICES DE POLICE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	280 297	265 750	275 413
Autres revenus	301 788	304 718	296 611
Total des revenus	582 086	570 468	572 024
Dépenses			
Dépenses	582 086	570 468	572 024
Total des dépenses	582 086	570 468	572 024
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	23 051	16 117	15 349

TOURISME

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de partenariat touristique	144 772	138 065	-
	<u>144 772</u>	<u>138 065</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de partenariat touristique	3 150	1 273	-
	<u>3 150</u>	<u>1 273</u>	<u>-</u>

TOURISME

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	56 219	53 345	64 537
Autres revenus	81 610	83 338 ⁽¹⁾	75 708
Total des revenus	137 829	136 684	140 245
Dépenses			
Dépenses	144 772	138 065	137 245
Total des dépenses	144 772	138 065	137 245
Surplus (déficit) de l'exercice	(6 943)	(1 382)	2 999
Surplus (déficit) cumulé au début	6 943	12 051	9 051
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	10 669	12 051
Investissements	3 150	1 273	1 936

(1) Cette somme inclut 50 363 k\$ provenant de la taxe sur l'hébergement (48 816 k\$ en 2014) et 26 500 k\$ provenant de la taxe de vente du Québec (22 500 k\$ en 2014).

TRANSPORTS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de gestion de l'équipement roulant	119 949	109 699	-
Fonds de la sécurité routière	15 000	10 746	-
Fonds des réseaux de transport terrestre			
Année courante	3 297 271	3 197 435	
Redressements des années antérieures		(8 313)	
	<u>3 297 271</u>	<u>3 189 122</u>	<u>-</u>
	<u>3 432 220</u>	<u>3 309 568</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de gestion de l'équipement roulant	45 433	54 304	(8 872)
Fonds de la sécurité routière	7 451	264	-
Fonds des réseaux de transport terrestre			
Année courante	2 437 497	1 908 882	
Redressements des années antérieures		(67 265)	
	<u>2 437 497</u>	<u>1 841 617</u>	<u>-</u>
	<u>2 490 380</u>	<u>1 896 185</u>	<u>(8 872)</u>

TRANSPORTS

FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	119 949	111 620	113 276
Total des revenus	119 949	111 620	113 276
Dépenses			
Dépenses	119 949	109 699	112 714
Total des dépenses	119 949	109 699	112 714
Surplus (déficit) de l'exercice	-	1 920	562
Surplus (déficit) cumulé au début	7 839	8 401	7 839
Surplus (déficit) cumulé à la fin	7 839	10 322	8 401
Investissements	45 433	54 304	41 055

TRANSPORTS

FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	16 994	21 462	15 405
Total des revenus	16 994	21 462	15 405
Dépenses			
Dépenses	15 000	10 746	7 388
Total des dépenses	15 000	10 746	7 388
Surplus (déficit) de l'exercice	1 994	10 716	8 017
Surplus (déficit) cumulé au début	17 781	18 908	10 891
Surplus (déficit) cumulé à la fin	19 774	29 623	18 908
Investissements	7 451	264	214

TRANSPORTS

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014 ⁽¹⁾
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	9 000	-	3 147
Autres revenus	3 572 447	3 556 516 ⁽²⁾	3 305 437
Total des revenus	3 581 447	3 556 516	3 308 585
Dépenses			
Dépenses	3 297 271	3 197 435	2 998 019
Total des dépenses	3 297 271	3 197 435	2 998 019
Surplus (déficit) de l'exercice	284 176	359 081	310 566
Surplus (déficit) cumulé au début	2 197 020	2 089 226	1 773 323
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	(67 130)	(59 883)
Dépenses	-	8 313	6 403
Total des redressements des années antérieures	-	(58 817)	(53 480)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	2 197 020	2 030 409	1 719 843
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 481 196	2 389 490	2 030 409
Investissements avant redressements	2 437 497	1 908 882	2 110 388
Redressements des années antérieures	-	(67 265)	(59 883)
Investissements redressés	2 437 497	1 841 617	2 050 505

(1) Les données de l'année financière 2014 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2015.

(2) Cette somme inclut 2 105 621 k\$ provenant de la taxe sur les carburants (2 192 932 k\$ en 2014), 962 957 k\$ provenant de droits et permis relatifs aux véhicules automobiles (940 103 k\$ en 2014) et 75 192 k\$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (99 398 k\$ en 2014).

TRAVAIL

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	66 699	65 763	-
Fonds de la Commission des relations du travail	20 456	19 070	-
	<u>87 155</u>	<u>84 833</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	1 525	572	-
Fonds de la Commission des relations du travail	1 423	907	-
	<u>2 948</u>	<u>1 478</u>	<u>-</u>

TRAVAIL

FONDS DE LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	65 636	65 723	62 047
Total des revenus	65 636	65 723	62 047
Dépenses			
Dépenses	66 699	65 763	63 174
Total des dépenses	66 699	65 763	63 174
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 063)	(40)	(1 127)
Surplus (déficit) cumulé au début	3 077	1 379	2 506
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 014	1 339	1 379
Investissements	1 525	572	1 455

TRAVAIL

FONDS DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2015	RÉELS 2014
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	6 733	6 290	6 813
Autres revenus	9 919	9 971	9 574
Total des revenus	16 651	16 261	16 387
Dépenses			
Dépenses	20 456	19 070	18 059
Total des dépenses	20 456	19 070	18 059
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 804)	(2 809)	(1 672)
Surplus (déficit) cumulé au début	3 513	3 605	5 434
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	-	-
Dépenses	-	-	(157)
Total des redressements des années antérieures	-	-	(157)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	3 513	3 605	5 278
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(291)	797	3 605
Investissements	1 423	907	526

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

Fonds spéciaux	Revenus	Dépenses	=
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE			
1 Fonds de développement régional	44 238	44 238	
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
2 Fonds relatif à certains sinistres	1 554	1 554	
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
3 Fonds du patrimoine culturel québécois	15 757	12 662	
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
4 Fonds vert	544 574	395 016	
ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS			
5 Fonds du développement économique	312 856	312 856	
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT			
6 Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	56 850	55 293	
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
7 Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 259	22 722	
8 Fonds de développement du marché du travail	1 005 412	1 002 899	
9 Fonds des biens et des services	70 100	70 012	
10 Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	12 892	12 892	
11 Fonds québécois d'initiatives sociales	20 437	20 359	
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES			
12 Fonds des ressources naturelles	150 120	152 430	
13 Fonds d'information sur le territoire	132 321	113 039	
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE ET SCIENCE			
14 Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	22 000	27 002	
FAMILLE			
15 Fonds de soutien aux proches aidants	15 162		
16 Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 137	10 000	
FINANCES			
17 Fonds de financement	1 287 367	1 273 757	
18 Fonds des générations	1 279 354		
19 Fonds du Bureau de décision et de révision	1 642	2 119	
20 Fonds du centre financier de Montréal	1 037	1 430	
21 Fonds du développement nordique	74 387	48 524	
22 Fonds relatif à l'administration fiscale	917 329	917 329	
FORÊTS, FAUNE ET PARCS			
23 Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	448 983	437 194	
JUSTICE			
24 Fonds Accès Justice	11 287	9 048	
25 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	23 007	19 520	
26 Fonds des registres du ministère de la Justice	32 875	29 315	
27 Fonds du Tribunal administratif du Québec	37 406	36 572	

- (1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial:
- Avance de 102 k\$ au Fonds des ressources naturelles;
 - Avance de 448 k\$ au Fonds d'information sur le territoire;
 - Avance de 18 114 k\$ au Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier.
- Ces avances ne font pas parties des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2014-2015.

Excédent des revenus sur les dépenses	Actifs			Passifs			Solde du fonds		
	Avances au fonds général	+	Autres actifs	-	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général	-		Autres passifs	=
	30 126						30 126		1
			83 139		83 048		91		2
3 095	4 703		24 037				1 309	27 431	3
149 558	305 677		530 239				175 065	660 851	4
			2 960 289		2 325 445		639 841	(4 997)	5
1 558	25 037		154 665				2 502	177 200	6
537	2 916		49				234	2 732	7
2 512	107 843		34 207				109 387	32 663	8
87	9 319		39 686		9 247		22 400	17 358	9
	3 508		52 029		52 000		3 537		10
78	1 268		17				170	1 114	11
(2 310)	31 664		50 545		102 (1)		31 413	50 694	12
19 282	298		486 171		448 (1)		42 144	443 877	13
(5 002)	32 760						27 002	5 758	14
15 162	42 012		39					42 051	15
5 137	32 818		30					32 848	16
13 611			42 200 718		41 403 604		352 464	444 650	17
1 279 354			6 938 742					6 938 742	18
(477)			3 371				700	2 670	19
(393)	3 089						31	3 058	20
25 863	19 201		177 519		77 052		8 266	111 403	21
			1 915		1 915				22
11 789	60 734		47 919		18 114 (1)		56 475	34 063	23
2 239	4 574		5 203		1 400		3 048	5 329	24
3 487	9 117		16 778				81	25 814	25
3 561	112 772		2 836				14 524	101 084	26
834			19 148				8 376	10 772	27

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2015
(en milliers de dollars)

Fonds spéciaux	Revenus	Dépenses	=
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
28 Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 559 568	1 535 677	
29 Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	170 577	166 946	
30 Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 083	10 000	
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
31 Fonds des services de police	570 468	570 468	
TOURISME			
32 Fonds de partenariat touristique	136 684	138 065	
TRANSPORTS			
33 Fonds de gestion de l'équipement roulant	111 620	109 699	
34 Fonds de la sécurité routière	21 462	10 746	
35 Fonds des réseaux de transport terrestre	3 556 516	3 197 435	
TRAVAIL			
36 Fonds de la Commission des lésions professionnelles	65 723	65 763	
37 Fonds de la Commission des relations du travail	16 261	19 070	
Total fonds spéciaux	12 786 301	10 851 648	
Conciliation des états financiers des fonds spéciaux avec l'annexe 2, « Informations par secteurs de reddition de comptes », présentée à la section 1, « Analyse des états financiers consolidés », du volume 1 des Comptes publics 2014-2015			
Éliminations des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux	(1 035 370)	(1 035 370)	
Fonds des générations (présenté distinctement dans les informations par secteurs de reddition de comptes)	(1 279 354)		
Harmonisations des conventions comptables de certains fonds spéciaux avec celles adoptées par le Conseil du trésor	(4 156)	74 918	
Informations par secteurs de reddition de comptes - fonds spéciaux	10 467 421	9 891 196	

- (1) Ce montant inclut une avance de 9 382 k\$ du fonds général liée à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du Fonds des services de police. Cette avance ne fait pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2014-2015.

Excédent des revenus sur les dépenses	Actifs			Passifs			Solde du fonds		
	Avances au fonds général	+	Autres actifs	-	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général	-		Autres passifs	=
23 891			177 507		144 948		130 742	(98 182)	28
3 631	58 337		15 418				57 648	16 107	29
10 083	20 092		20					20 112	30
			134 836		100 649 (1)		34 186		31
(1 382)	16 224		16 832		1 667		20 719	10 669	32
1 920	(169)		233 845		207 693		15 662	10 322	33
10 716	24 197		10 559		3 128		2 006	29 623	34
359 081			24 353 180		17 204 308		4 759 381	2 389 490	35
(40)	9 694		20 933				29 288	1 339	36
(2 809)	6 497		2 472				8 172	797	37
1 934 653	974 308		78 794 893		61 634 768		6 586 992	11 547 440	
(1 279 354)									
(79 074)									
576 225									

LES *COMPTES PUBLICS* 2014-2015 PRÉSENTENT LA
SITUATION FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT DU
QUÉBEC ET SES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT.

.....

VOLUME 2

Le volume 2 présente des renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.